

Diasporiques

Revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux

Numéro 35

Septembre 2005

Ouvrir

continuité
ouverture
actualité
altérité
Vernant

Débattre

Europe
référendum
gauche
judéité
laïcité

Méditer

Mendès
Dobzynski
Lanzmann
Mesnil
Carasso

Découvrir

Attali Aron
Anderson
Chemla
Wolff
Jumu



Jean-Pierre Vernant : « *On se construit par le contact, le commerce, l'échange avec l'autre* » (page 6)

Photo Ph. Lazar

Prix au numéro : 5,50 Euros. Conditions d'abonnement en page 3



Continuité et ouverture

Chères lectrices, chers lecteurs,

J'ai dit, dans le précédent numéro de *Diasporiques*, et en quelque sorte en votre nom, tout le bien que je pensais du travail accompli par son rédacteur en chef, Jacques Burko. Le premier objectif de la nouvelle équipe de rédaction de la revue est bien sûr de maintenir le niveau de qualité que l'on veut bien, en règle générale, lui reconnaître. Or, pour y parvenir, il ne suffit pas d'essayer de reproduire fidèlement le passé, il faut en permanence innover.

Sur le fond, la principale inflexion sera de nous rapprocher plus fortement que naguère des objectifs qui étaient, dès sa création en 1967, ceux du Cercle Gaston-Crémieux : susciter des « réflexions » et des « libres débats » à propos du fait juif, en France et dans le monde, en tant que phénomène historique et culturel enraciné dans une longue tradition de vie diasporique.

Ceux d'entre nous qui sont, partiellement ou totalement, de filiation juive ont pleinement assumé le fait de vivre, de penser, d'agir dans un pays dont la plupart des ressortissants n'ont pas de liens familiaux directs avec des Juifs. Nous avons le sentiment que cette façon de vivre tient de l'essence même de la judéité. « Être un peuple en diaspora », le beau titre du livre fondateur de Richard Marienstras¹, l'exprime avec sobriété et vigueur.

Ce parti pris doit avoir une transposition éditoriale directe : nous voulons aller au-delà d'une vision judéo-juive de ce qui se passe autour de nous. *Diasporiques*, qui a déjà souvent agi en ce sens dans le passé, cherchera plus systématiquement encore à donner la parole à des « gentils » pour leur permettre d'exprimer dans nos colonnes leur point de vue sur les sujets qui nous intéressent, à commencer par la place qu'ils assignent à la judéité au sein de la multiplicité culturelle française et européenne. Nous

ne sommes pas juifs par le regard de l'autre mais le regard de l'autre ne nous en intéresse pas moins, à charge, naturellement, de réciprocité. C'est en ce sens que notre revue se veut *interculturelle*.

Les outils majeurs que nous utiliserons seront ceux qu'appellent les verbes d'action qui structurent aujourd'hui la revue : *ouvrir, débattre, méditer, découvrir*. Quelques mots ne sauraient à eux seuls définir un contenu aussi mouvant et évolutif que l'est celui d'une revue vivante. Ils expriment néanmoins une intention globale, qui rejoint directement le concept même de vie diasporique : une vie qui se veut tout le contraire d'un repli identitaire, qui en appelle en permanence à une interaction avec les autres. L'entretien de *Diasporiques* avec le philosophe et historien Jean-Pierre Vernant, qui ouvre le présent numéro, est une saisissante illustration de cette orientation délibérée.

Sur la forme, deux mots seulement. Vous verrez que la maquette a évolué dans le sens d'un allègement de la présentation des articles : plus d'espace, plus d'illustrations. Tout cela pour bien montrer que les impulsions renouvelées que nous comptons donner à la revue sont parfaitement compatibles avec une plus grande et plus agréable lisibilité de son contenu. Vous trouverez aussi, encarté dans ce numéro, un quatre-pages qui tranche avec le ton général de la revue. En couleurs, contenant recettes et passages concernant plus spécifiquement les jeunes enfants, il peut vous aider à laïciser le temps juif si tel est votre souhait et à découvrir progressivement certaines parentés festives avec d'autres cultures. ■

Philippe Lazar
directeur de publication

Est-il besoin de souligner que nous sommes dans l'attente de vos réactions et que nous serons très heureux de vous lire et de bénéficier, le cas échéant, de vos remarques et de vos suggestions ? Merci d'avance et bonne lecture !

¹ Maspero, Paris, 1975, malheureusement épuisé.

Sommaire

Dans ce numéro...

Au fil des jours, de Martine Kis, insère (p. 4) ce numéro d'automne de *Diasporiques* dans le temps « historique » de cette fin d'été, ce que fait aussi à sa manière la réflexion collective engagée par le Cercle Gaston-Crémieux sur les échos du *séisme politique du 29 mai*, ici rapportée par Georges Wajs (p. 13). Ce que fait encore, avec la violence contenue du verbe, le poème *Ma vie comme mur* que Charles Dobzynski nous a autorisés à reproduire (p. 28). L'encart situé au milieu de la revue la replace dans le temps cyclique – lunaire si l'on préfère – et rappelle qu'on peut donner une interprétation laïque aux fêtes calendaires (cette fois-ci *Sukkot*, « la fête des cabanes »).

Jean-Pierre Vernant, inspiré par « le modèle grec », nous explique (p. 6) à quel point nous nous façonnons sur l'autre alors même, comme l'analyse Thérèse Spector (p. 17), que nous cherchons légitimement à cerner notre propre identité. Une quête où la mémoire joue un rôle majeur. La mémoire en tant que ferment de l'avenir, comme en témoigne le compte rendu de la première partie du colloque consacré en début d'année, par le cercle Gaston-Crémieux et le centre Medem, à *l'actualité de la pensée de Pierre Mendès France* (p. 21), actualité illustrée par un discours de PMF, datant de 1974 mais qui aurait pu être écrit de nos jours, sur le conflit du Proche-Orient (p. 26). La mémoire en tant que trace indélébile du passé dans ses moments les plus douloureux, qu'illustre l'article de Michel Mesnil sur *Shoah, de Claude Lanzmann, revisité* (p. 29). La mémoire encore, celle des *Femmes oubliées de Buchenwald* (p. 48). La mémoire aussi de moments plus heureux, porteurs d'espoir, avec *les souvenirs du Hilton de Taba*, de Harry Carasso (p. 34). Et un retour sur la personnalité attachante, éponyme de notre Cercle, de *Gaston Crémieux, ardent militant de la République sociale*, que fait revivre pour nous Dominique Lazar (p. 50).

Le revue des revues, gérée par Georges Wajs, (p. 36) et la recension de quelques livres marquants (p. 39) – les deux *Marx* (celui d'Aron et celui d'Attali), *Bâtisseurs de Paix* de David Chemla ou encore *La pensée tiède* de Perry Anderson – nous replongent dans la réalité politique d'aujourd'hui. Pendant que Fania Pérez nous fait découvrir *la dynamique des formes* de Harald Wolff (p. 44) et que Carol Mann nous entraîne dans le tourbillon des *nouvelles musiques juives* (p. 46).

Ouvrir

Au fil des jours	4
Éditorial : modestie et ambitions	5
Entretien : Jean-Pierre Vernant	6

Débattre

Échos d'un séisme politique	13
« C'est quoi, pour vous, être juif laïque ? »	17

Méditer

Actualité de la pensée de Pierre Mendès France	21
Poésie : Charles Dobzynski	28
<i>Shoah</i> , de Claude Lanzmann, revisité	29
Souvenirs du Hilton de Taba	34

Découvrir

Revue des revues	36
Les livres : J. Aron, J. Attali, P. Anderson, D.Chemla	39
Harald Wolff : la dynamique des formes	44
Les nouvelles musiques juives	46
Les femmes oubliées de Buchenwald	48
Convivialité : les croisés du 35 ^e	49
Gaston Crémieux (1836-1871), Juif comtadin, ardent militant de la République sociale	50
Quatre brunches sur le <i>Bund</i>	52

Diasporiques est une revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux¹.

Adresse de la rédaction : c/o Jean-François Lévy,

2 avenue Jeanne, F-95600 Eaubonne.

Mel : postmaster@diasporiques.org

Site : www.diasporiques.org

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Collectif de rédaction faisant fonction de rédacteur en chef :

Martine Kis, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Georges Wajs.

Comité de rédaction : les mêmes plus Françoise Basch, Régine

Docquois-Cohen, Edmond Kahn, Fania Pérez, Antoinette Weil.

Correspondants pour les questions internationales :

Harry Carasso, Nelly Furman, Samuel Ghiles Meilhac, Johannes

Gielge, Claude Rosenkovitch, Henri Sobowiec.

Conseillers pour la maquette : Corinne Dupuy puis Loïc Le Gall.

Mise en page : Jean-François Lévy.

Correction : Antoinette Weil.

Travaux graphiques : Benjamin Lévy.

Impression : Présence graphique, Monts (37).

N° ISSN 1276 4248. N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par *Diasporiques* n'engagent que la responsabilité de leur signataires.

Abonnements : Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros. Abonnement de soutien : 30 euros ou plus. Chèque à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à l'adresse de la rédaction. Les lecteurs résidant à l'étranger sont priés de prendre contact avec la rédaction pour le règlement de leur abonnement.

¹ Ce cercle est un « organisme d'intérêt général à caractère culturel et philanthropique » créé en 1967 ; il regroupe des Juifs et des non-Juifs soucieux d'affirmer la légitimité d'une existence juive diasporique en dehors de la synagogue et du sionisme. Pour tout renseignement écrire à la rédaction ou à postmaster@cercle-gaston-cremieux.org



Au fil des jours

Attentats, accidents d'avion, assassinats, incendies meurtriers..., l'été n'a pas été chiche en tragédies. Et en émotions. Car l'émotion devient, toujours un peu plus, le mode d'expression des politiques.

Attentats à Londres. Derrière l'émotion on sent sourdre en France une réaction douteuse, une *Schadenfreude*¹ : le modèle social britannique n'est décidément pas meilleur que le nôtre et le multiculturalisme ne sera pas l'avenir de notre modèle intégrateur. En revanche, la surveillance généralisée de l'espace public par camera vidéo, elle, traversera la Manche, pour le plus grand bonheur des vendeurs de caméras.

À l'occasion de l'accident de l'avion de la West Carribean, épisode tragi-comique. Ira ? Ira pas ? Après quelques jours de suspense, Chirac l'annonce : il ira à la Martinique auprès des familles des victimes. Bel épisode de compassionnel sans risque, le gouvernement n'étant pour rien dans l'accident.

Même le monde sans âme des grandes manœuvres capitalistiques peut susciter l'émotion. Une rumeur sur une éventuelle acquisition de Danone par l'ennemi américain suffit pour que le gouvernement, jamais démobilisé, prenne les armes et proclame son patriotisme. Le yaourt ne sera pas mondialisé. Fausse nouvelle ? Tant pis. Pendant ce temps, discrètement, depuis janvier, la France a réalisé 40 milliards d'euros d'acquisitions à l'étranger.

Les JMJ risquaient d'être contaminées par la rigueur protestante, Benoît XVI semblant être un grand timide un peu trop intello. Grâce à Dieu (?) l'émotion a été fournie par le meurtre du malheureux frère Roger à Taizé. Permettant à quelques ministres de rappeler leur existence par le biais de communiqués de compassion.

Le désengagement de Gaza, événement politique s'il en est, n'a pas été épargné par les

larmes complaisamment mises en valeur. Larmes des colons. Larmes des soldats. Larmes de Sharon qui ne parvient plus à se retenir devant les caméras de télévision. Un grand émotif, le général ?

Des morts qui suscitent moins d'assaut de larmes sont celles des Africains, victimes des incendies parisiens. C'est que les responsabilités sont bien partagées : État incapable de faire respecter le droit, propriétaires d'une négligence criminelle, associations qui laissent perdurer des situations dangereuses, élus qui se renvoient la balle, bailleurs sociaux démunis... Notre déterminé Premier ministre annonce avoir lui-même débloqué 50 millions d'euros pour mettre aux normes des hébergements collectifs d'urgence. L'absence d'émotion favoriserait-elle l'action ? À moins que ce ne soit la proximité de 2007.

Qui l'eût cru ? Les États-Unis peuvent être victimes d'une catastrophe naturelle et humanitaire. Après les ravages de Katrina, on évoque l'abandon de la Nouvelle-Orléans. Les secours tardent et peinent à s'organiser, tant les infrastructures ont souffert, pendant que des habitants, des survivants – pratiquement tous des Noirs – errent à la recherche d'eau et de nourriture. Subitement, la nation la plus puissante du monde est contrainte de déployer, sur son propre territoire, un arsenal qui semblait réservé aux pays les plus pauvres. Une image saisissante ne passe pas inaperçue : celle d'un garde civil mettant en joue des pilliers. La presse irakienne en tire immédiatement une leçon, empreinte à son tour de *Schadenfreude* : les scènes de pillage ne sont pas une spécificité de Bagdad. Les Américains ne valent pas mieux.

Quant au millier de tués dans la bousculade lors de la commémoration de la mort du septième imam, ils restent au-delà des larmes occidentales. ■

Martine Kis

¹ Joie maligne.

Modestie et ambitions

Reconnaissons-le : cette rentrée est, pour des citoyens engagés à gauche comme le sont les responsables de cette revue et sans doute la plupart de ses lecteurs, particulièrement préoccupante. Quel que soit le qualificatif porté sur l'état des forces politiques désignées par cette étiquette, il ne saurait refléter une quelconque exubérance.

Nous avons eu – au printemps 2005, hier donc – des attitudes très contrastées vis-à-vis de la réponse qu'il convenait de donner au référendum sur le projet de loi constitutionnelle européenne et il serait sans nul doute peu constructif de relancer aujourd'hui ce débat. Mais il y a au moins un point sur lequel nous pouvons nous mettre d'accord : c'est que ce désaccord, renforcé par la passion souvent ressentie et exprimée dans les deux camps, a sérieusement compromis les perspectives d'une union de la gauche qui soit à la fois susceptible d'éviter en 2007 un nouveau 21 avril et de conduire à l'élection d'un président correspondant à nos vœux. Nous ne pouvons aussi que regretter, une fois encore, la consternante inversion du calendrier électoral, naguère imposée par un Premier ministre socialiste, qui nous oblige *de facto* aujourd'hui, que nous le voulions ou non, à choisir un « chef » avant toute autre décision. Et comment en trouver un qui soit capable de dépasser, aux yeux de son électorat potentiel, le clivage majeur du choix référendaire ? Le moins qu'on puisse dire est que l'université d'été du principal parti de gauche n'a guère apporté de solution à cette question, reportée au Congrès du Mans, en novembre prochain. Mais quel *Deus ex Machina* peut-il sortir de cette nouvelle assemblée avec les mêmes acteurs, dont aucun n'a esquissé la moindre trace d'autocritique ? Et pendant ce temps-là, la droite pérore et développe son emprise.

La situation internationale n'est guère plus exaltante. Ne parlons pas même de l'Irak, de l'Iran ou de l'Afghanistan. S'agissant de

la question récurrente du conflit du Proche-Orient, on ne peut évidemment que se réjouir du retrait israélien de la Bande de Gaza, même si cette « étape » risque d'être en quelque sorte un trompe-l'œil et conforte en fait la présence de l'État hébreu en Cisjordanie. Mais, il faut le dire honnêtement, c'est aussi avec quelque amertume que nous constatons que ce pas en avant – car c'en est incontestablement un – a été accompli en grande partie contre son camp par un général que naguère nous brocardions, fort de son alliance récente, elle-même contestée, avec des travaillistes jugés opportunistes. Une situation qui n'est pas sans rappeler qu'en France aussi c'est un général qui mit fin à une bien éprouvante guerre coloniale que la gauche n'avait su ni éviter ni arrêter.

Ces divers constats devraient nous conduire à éprouver une certaine modestie quant à la capacité de la gauche à résoudre à elle seule les problèmes les plus aigus. Mais cette modestie ne saurait aller jusqu'à l'auto-dénigrement. Idéologiquement parlant, la gauche reste présente et influente, même si elle est obligée de composer avec les forces, aujourd'hui dominantes de par le monde, du libéralisme économique à bases financières et spéculatives. Elle est porteuse, en permanence, d'exigences en matière de respect des droits de l'homme. Elle a des messages à transmettre dans le domaine de la reconnaissance de la diversité des cultures et de leurs apports croisés, fondement même de la compréhension entre les peuples. Elle peut, ici ou là, avoir temporairement le pouvoir et elle doit à tout moment se préparer à l'exercer de façon exemplaire. La situation réelle ne ressemble guère, il est vrai, à cette utopie. Ce n'est pas une raison, à nos yeux, pour ne pas tenter de la faire évoluer dans ce sens. *Diasporiques* y contribuera pour sa part – avec modestie et ambition – en publiant, en supplément de son prochain numéro, un livre exposant le résultat de trois ans de réflexion du Cercle Gaston-Crémieux sur ces questions. ■



« L'identité se construit par une accumulation progressive des échanges avec les autres »

Jean-Pierre Vernant, philosophe et historien de la Grèce antique

Philosophe de formation, Compagnon de la Libération, Professeur honoraire au Collège de France (chaire d'étude comparée des religions antiques), Jean-Pierre Vernant nous a fait l'amitié de nous accorder l'entretien chaleureux, vif et informel dont on trouvera ci-dessous la transcription. Tout en y égrenant des souvenirs, il nous apporte des éléments essentiels de réflexion sur les questions qui nous tiennent à cœur, notamment sur la question identitaire.

Peut-on encore croire au progrès ?

Diasporiques : Quelque chose surprend dans votre dernier livre¹. Vous y dites explicitement : « Je ne crois plus au progrès »... Est-ce tout à fait vrai ?

Jean-Pierre Vernant : Il existe un incontestable progrès technique...

D : Non, il ne s'agit pas de cela...

J.-P.V. : Disons alors que je croyais que l'histoire était orientée et que je n'y crois plus du tout !

D : Que voulez-vous dire par « orientée » ?

J.-P.V. : J'avais lu Marx et je pensais que son analyse de la situation des pays industriels à la fin du XIX^e siècle nous avait donné une clef : l'existence du prolétariat, c'est à dire de producteurs démunis de tout mais dotés d'une force de travail pour le

moment exploitée par le capital. Mais si ceux-ci s'emparaient du pouvoir, non seulement il y aurait changement du point de vue économique mais encore un saut qualitatif dans l'histoire de l'humanité, qui passerait du règne de la nécessité à celui de la liberté. Selon la formule bien connue, la société donnerait alors à chacun non pas selon son travail mais selon ses besoins. En fait, ces idées sont la trace du socialisme utopique, une utopie religieuse comme une autre, qui est apparue, en France notamment, sous forme de sectes égalitaires. Formellement, Marx rejette évidemment toutes ces formes de religiosité au profit d'une approche « scientifique », mais sans se rendre compte qu'il subsiste au cœur de son modèle un énorme morceau de cette même utopie...

D : Mais sans fondement transcendant...

J.-P.V. : Bien entendu, ce sont les hommes qui fabriquent les religions ! Ce sont eux qui font l'histoire aussi, et non les seules forces économiques telles que décrites par Marx. Les hommes

¹ *La traversée des frontières*, le Seuil, Paris, 2004.



Photo Ph. Lazar

croient faire quelque chose et, en réalité, ils font quelque chose d'autre : il y a une imprévisibilité radicale des faits humains. Quand éclate 68, je suis encore membre du Parti, opposant, critiqué, appelé termites, mais pas exclu pour autant ! Ils en ont viré beaucoup, mais pas moi, je ne les intéressais pas vraiment, je n'ai jamais même été secrétaire d'une cellule – « inapte au commandement » comme cela figurait sur ma « fiche » lorsque j'ai fait mon service militaire ! Je m'occupais de l'esclavage chez les Grecs, ce n'était pas très gênant. Or que vois-je en 68 ? Une crise éclate, que personne n'avait vue venir, sur une ligne de faille parfaitement indépendante de l'analyse marxiste. Ce n'est pas à propos de la paupérisation de la classe ouvrière qu'elle surgit : il s'agit en fait d'un conflit entre générations ! Et qui concerne aussi la place de la femme dans la société ou encore la gestion des peines de Justice. Rien à voir avec les lois économiques dont on pensait qu'elles régissaient le cours de l'histoire ! Les intérêts ne sont pas seuls concernés, et de loin : c'est plus le ras-le-bol des jeunes vis-à-vis des parents, des grands-parents, de l'*establishment* qui va permettre à la classe ouvrière de lancer des négociations salariales... Rien à voir donc avec la théorie marxiste !

D : Mais le fait que l'analyse marxiste soit, en la matière, erronée implique-t-il que le concept de progrès au long terme, au-delà des inévitables aléas de la démarche sociétale (car c'est une démarche chaotique !), doive être abandonné ? Comment se fait-il qu'on ne revienne pas à tout moment complè-

tement en arrière, qu'on ait fini par exemple par abolir la peine de mort ou qu'on ne pratique plus (au moins ouvertement) la torture ?

J.-P.V. : Il est incontestable que, dans les sociétés dites occidentales, le droit a évolué dans un sens progressiste. Les limitations des pouvoirs vis-à-vis des individus ont été, elles aussi, précisées et c'est heureux. Mais c'est seulement dans une partie du monde, et que chacun de nous soit un individu privé reconnu libre de penser et d'agir dans sa « sphère privée » n'efface pas pour autant que nous sommes en train de saccager la planète au nom du bien-être individuel immédiat et de la sacro-sainte liberté... Et puis, quand même, comment se fait-il que ce soit dans ces sociétés occidentales, qui avaient développé la libre pensée, la philosophie du droit, une réflexion politique approfondie, que ce soit dans le plus développé de ces pays, l'Allemagne, le pays de Kant, que se soit produit un phénomène qui, d'une certaine façon, est sans équivalent du point de vue de l'anti-progrès ? C'est chez nous que cela s'est produit ! C'est chez nous qu'on a voulu détruire des gens uniquement parce qu'ils étaient ce qu'ils étaient. Quand je veux dire que je ne crois plus au progrès, je veux dire plus précisément que je ne crois plus à son automaticité !

D : On ne peut que vous suivre complètement en cela. Cependant la forme suprême d'abomination qu'est le génocide hitlérien est elle-même considérée un demi-siècle plus tard comme la forme extrême de l'horreur : des régressions abomi-

nables sont évidemment possibles mais elles sont très rapidement perçues comme telles...

J.-P.V. : C'est vrai. Mais ce qu'on découvre néanmoins, c'est qu'il y a du chaos en chacun de nous et dans chaque civilisation, que rien n'est assuré, le progrès pas plus que le reste, et que tout est affaire de combat récurrent. Je ne crois pas au progrès béat, à la continuité dans le progrès, mais je ne saurais évidemment récuser l'idée même de progrès dans laquelle j'ai baigné depuis mon enfance...

Les sirènes du PC

D : C'est un peu pour cela que vous avez été à deux reprises membre du PC ?

J.-P.V. : Oui, on peut le dire ainsi, mais j'ai aussi rompu deux fois avec lui ! Vous savez, j'étais issu d'un milieu de bourgeois intellectuels provinciaux. Mon grand-père et mon père ont été les directeurs successifs du *Briard*, le « journal républicain » de Provins. J'avais vécu dans une atmosphère très XVIII^e siècle, nourri des libertins, etc. Quand j'arrive au quartier latin, dans les années 30, des bandes de jeunes fascistes y défilent, nous cassant à l'occasion la gueule, criant des slogans tels que : « À bas les métèques ! les étrangers dehors ! mort aux Juifs ! etc. » J'adhère en même temps à la LAURS (la Ligue d'Action Universitaire Républicaine et Socialiste), dont Bayet et Victor Basch étaient les leaders, et à l'Union Fédérale des Étudiants, communiste, et je suis partisan qu'on fasse l'unité des deux mouve-



ments (ce que refuse le PC). L'antifascisme était le grand ressort de l'époque, et prétendre que ce fut simplement un leurre fabriqué par le PC pour lui permettre de parvenir à ses fins est une vision partielle et partiale de ce qui s'est réellement passé. Le PC s'en servait, bien sûr, mais de là à dire qu'il s'agissait d'une pure construction partisane... Cela dit, en 1939, quand la guerre éclate, je pense, moi, qu'il s'agit d'une guerre anti-fasciste (« Molotov peut bien aller voir Ribbentrop si ça lui chante mais ce n'est pas notre affaire » disions-nous avec quelques co-

pains du Parti, et « nous, cette guerre, nous devons la gagner ») alors que le PC considère que c'est une guerre impérialiste et par conséquent qu'il faut au plus vite faire la paix. Et en 40, sous Pétain, dans les tracts du Parti, le mot « nazi » ne figurait pas, on attaquait certes le gouvernement de Vichy mais seulement parce que « réactionnaire », et on demandait que soit signée immédiatement la paix en dénonçant les « ploutocrates britanniques » ! Qu'après l'effondrement le PC soit ainsi disposé à envisager, au moins pour un certain temps,

de « s'arranger » avec les Allemands me mettait littéralement hors de moi. C'était juste avant le bombardement de la flotte française par les Anglais à Mers-El-Kebir. Nous avions, mon frère et moi, acheté une petite machine à reproduire et, deux jours plus tard, nous inondions Narbonne (où nous séjournions alors) de tracts : « Vive l'Angleterre pour que vive la France ! ». C'est dire à quel point le désaccord était profond ! De là date ma première rupture avec le Parti, qui m'a en fait fortement marqué : j'avais pris conscience qu'il n'était pas infaillible, qu'il pouvait même, disons-le clairement, se foutre dedans complètement...

« Inapte au commandement »

J.-P.V. : Avant ma démobilisation, alors que je suis encore colonel ou quelque chose comme ça, le général Joinville, alors responsable du Comac, me convoque à l'Assemblée nationale pour me dire : « Ne te fais pas démobiliser, tu dois rester dans l'armée. Le Parti pense que nous n'avons que peu d'officiers supérieurs et donc que ceux qui sont en place ne doivent pas quitter leur poste ». Je lui réponds que je ne suis pas fait pour être militaire, que je déteste l'armée, que j'étais un anti-militariste convaincu avant la guerre, que ce sont les circonstances, pour moi comme pour un tas de gens qui ressentaient les choses comme moi – et cela n'avait rien à voir avec l'armée et avec tout ce que cela représente, notamment comme type de relations entre « supérieurs » et les autres, comme « idéal », etc. – que ce sont les circonstances, disais-je, qui ont ouvert une parenthèse dans ma vie, et que cette parenthèse est désormais refermée ! En ce qui me concerne, je reprends donc mon métier et je dis à tous mes copains, commandants, capitaines ou lieutenants : « Vous étiez maçon ? Redevenez maçon ! Cordonnier ? Cordonnier ! Prof ? Prof ! Mais ne restez pas dans l'armée, ce n'est pas votre boulot ! ».

D : Il ne devait pas être ravi ravi, Joinville, quand vous lui avez fait cette déclaration ?

J.-P.V. : Pas vraiment, non ! Et il ajouta aussitôt : « Mais tu sais, ce n'est pas un conseil que je te donne de la part du Parti, c'est une décision ! »

D : Vous avez obtempéré ?

J.-P.V. : Bien sûr que non ! J'avais été incorporé dans l'armée en 1937, juste après mon agrégation, et j'y suis resté sans interruption jusqu'à la démobilisation, en 40. Compte tenu de mon titre d'agrégé, on m'avait fait suivre un peloton d'élèves-officiers... mais j'avais sans surprise été collé. Le premier des collés mais collé ! J'avais alors été nommé sergent... et fiché. Avec un jugement excluant que je devienne jamais officier mais dont je pense qu'on ne m'a à aucun moment fait de plus grand compliment : « Vernant, inapte au commandement ». C'était on ne peut plus vrai : inapte à commander mais tout autant à être commandé !

D : Pourquoi donc y être revenu après la guerre ?

J.-P.V. : Après la Libération, dans les années 45-47, j'étais pénétré de l'idée (fausse ! mais je ne l'ai su qu'après...) que l'histoire de ce siècle continuerait d'être dominée par la dualité fascisme/antifascisme. Je pensais aussi que l'épreuve terrible que venait de vivre l'Union Soviétique lui permettrait de ne pas renouer avec l'horrible période des filtrages, des délations, des déportations, etc. qui avait précédé la guerre et, pour rebondir, de prendre appui sur l'enthousiasme qu'avaient manifesté là-bas les gens pour aller au front, pour se battre contre la tyrannie nazie. Je pensais qu'on pouvait construire une Europe démocratique, progressiste, socialiste, que saisisse encore ! Et en même temps j'apprenais avec stupeur et effarement ce qui se passait en Algérie : les massacres de Sétif en 1945 ! Et ensuite au Viet-Nam (à l'époque on disait « l'Indochine » !). J'avais

des copains là-bas. Ainsi Claude Cartier-Bresson, le frère du photographe, qui avait été l'adjoint de Serge Ravelin à Toulouse. Salan l'avait emmené avec lui lorsqu'il avait engagé des discussions avec Ho Chi Minh. Cartier-Bresson m'avait tenu au courant de ce qui se passait sur place et j'ai alors pris conscience de ma conception très étroite des choses : ce que je prenais pour le « sens de l'histoire » ne concernait en fait que les pays occidentaux et, si la première moitié du siècle avait été dominée par la montée du fascisme et la lutte contre cette idéologie, la seconde serait, elle, essentiellement marquée par les luttes de libération nationale des peuples colonisés. Hentges, membre du cabinet de Maurice Thorez, qui était alors ministre d'État de de Gaulle, me reçoit à ma demande. Je lui dis ne pas comprendre comment il est possible que les communistes, présents au gouvernement, acceptent sans mot dire qu'on envoie des renforts militaires en Indochine. « Thierry d'Argenlieu (qui était venu dire à de Gaulle qu'il fallait tout rétablir 'comme avant') a charmé Maurice » me répond mon interlocuteur, ce qui a évidemment le don de me rendre furibard ! Ce que nous avait appris la Résistance était d'une extrême clarté : quand un pays occupe un autre pays, il n'y a pas d'autre solution que, à tout prix, de le foutre dehors ! Ce qui avait été vrai pour nous ne pouvait pas ne pas l'être pour les autres... Mais malgré tout cela, les seuls qui n'avaient pas à l'époque une position purement tricolore étaient les cocos ! Le fait que les mouvements de libération nationale soient là-bas

sous contrôle du PC local et qu'ils bénéficient de l'appui des soviétiques ne pouvait que lever leurs éventuelles hésitations. Pour l'Algérie, les choses étaient différentes : le PC ne voulait pas l'indépendance parce que, selon lui, l'accorder revenait en fait à passer la main aux Américains et donc à affaiblir « le camp de la paix »... L'Algérie ne disposait pas, selon lui, d'une classe ouvrière expérimentée, d'une histoire (la Révolution, la Bastille, la Commune...), d'un grand parti communiste avec à sa tête un chef éclairé comme « Maurice », etc. C'est la classe ouvrière française qui allait la conduire à l'indépendance ! Vieille idée franchouillarde qu'on fait toujours mieux que les autres (qu'on a un peu trouvée lors du référendum du 29 mai !) et qui conduisait le PC français à se comporter de façon dominante vis-à-vis du PC algérien, exactement comme le PC soviétique vis-à-vis des autres PC...

D : La raison de votre deuxième rupture, ce fut donc l'Algérie mais aussi la Hongrie je suppose...

J.-P.V. : Oui, l'Algérie, la Hongrie, mais aussi les révélations du rapport Krouchtchev !

Modernité de la Grèce antique

D : Faites-vous une relation entre votre engagement poli-



Photo Ph. Lazar

tique et vos travaux de recherche et d'écriture ?

J.-P.V. : Je n'en sais trop rien ! Ce qui me plaît en tout cas chez les Grecs, c'est leur liberté d'esprit. Même leurs Dieux sont présentés de façon parfaitement irrespectueuse. Les Grecs ont inventé la philosophie, la démocratie, la science – une certaine forme de science en tout cas – la tragédie, et puis la vie politique. J'ai essayé de comprendre pourquoi c'est sur ce petit bout du continent européen que tout cela s'est passé. Contrairement à ce qu'ont écrit un tas de gens incompetents, ce n'est pas parce qu'ils étaient indo-européens et de ce fait plus malins que le reste de l'humanité qu'ils ont tout inventé, mais bien plus parce que c'étaient des métis, capables de s'enrichir de toutes les civilisations méditerranéennes, souvent plus déluées que la leur.

D : Les Égyptiens par exemple ?

J.-P.V. : Oui, les Égyptiens, mais aussi les Babyloniens,



les Perses, les Phéniciens : tous ceux-là étaient quand même au départ plus dessalés qu'eux ! Les Grecs leur empruntent tout et en même temps ils changent tout. Ces civilisations sont centrées autour du pouvoir d'un monarque absolu, intermédiaire entre le Ciel et la Terre, un roi divin ou en tout cas divinisé. C'est le cas de Pharaon, c'est aussi le cas à Babylone... Il s'agit de grandes civilisations, urbaines, complexes, administrées, hiérarchisées de façon verticale, dotées de calendriers. Ainsi les Babyloniens ont-ils à la fois un calendrier lunaire et un calendrier solaire...

D : Comme les Juifs ?

J.-P.V. : Comme tant de peuples alors ! C'est banal à l'époque ! Le calendrier lunaire s'impose pour le respect des saisons, l'autre concerne le temps historique. Les deux calendriers ne coïncident pas et il existe une période de l'année où l'on est « hors-temps », où tout est menaçant... Le monde est à ce moment-là chaotique, il faut recréer le monde et la nouvelle année ! La parole du roi étant un élément fondamental de l'organisation

de la société, il faut d'abord expulser rituellement le souverain avant de le réintroduire solennellement avec tous ses attributs : il n'y a alors pas d'ordre sans un pouvoir qui le fonde, qui l'installe, qui le maintienne. Mais en Grèce, cela va être exactement l'inverse : ce qui est premier, ce n'est pas le pouvoir, c'est l'ordre. Le pouvoir – *cratos* – est un produit de l'ordre. C'est la loi qui crée le pouvoir, avec tout ce que cela implique en termes d'organisation, en termes de débat : discussion, argumentation, persuasion, réfutation deviennent les règles du jeu politique et, en même temps, les règles du jeu intellectuel. Et l'organisation du discours va imprégner toute une série de domaines de l'activité sociale. C'est un changement farouche !

Être de filiation juive, mais encore ?

D : Les Grecs ont donc changé l'ordre du monde... Les Juifs aussi, un peu ? Puis-je vous poser directement la question de votre relation personnelle à la judéité ? Vous dites dans votre dernier livre que votre épouse, Lida, était de famille juive russe non pratiquante. Vous même...

J.-P.V. : Ma mère était juive...

D : Vous n'en parlez pas dans votre livre...

J.-P.V. : Non, je ne crois pas en effet.

D : Pour vous, cela représente-t-il quelque chose ?

J.-P.V. : Il se trouve que, quand j'étais enfant, dans l'atmosphère intellectuelle de ma famille, cela n'a jamais compté. Ma mère est morte quand j'étais très jeune, mon père très peu après ma naissance : j'avais un an quand il a été tué à la guerre, en 1915... Ma famille, c'étaient les Vernant de Provins et, en ce sens, pour les Vernant, il faut bien dire que les femmes étaient un peu... des pièces rapportées ! C'est un peu grotesque de dire cela maintenant, mais c'était bien le cas à l'époque... La famille était issue de souche paysanne, ses membres avaient bénéficié des processus de promotion sociale classique : l'école, la petite industrie, etc.

D : Mais alors, comment papa Vernant a-t-il pu se marier avec une Juive ?

J.-P.V. : À dire vrai, dans le détail je ne le sais pas trop, mais c'est probablement par l'intermédiaire de sa sœur, Charlotte, une femme superbe, remarquable (c'est elle qui m'a élevé après la mort de mes parents), qui avait fait ses études à Troyes (le seul lieu, à proximité de Provins, où il y avait une école – religieuse – préparant les jeunes filles au brevet supérieur). Elle s'y était fait une amie juive dont elle a épousé le frère. Mais tout cela est bien lointain maintenant et a pour une bonne part échappé à ma mémoire ! Tout ce que je sais est que la famille était évidemment dreyfusarde et que cela avait valu maints désabonnements au journal familial *Le Briard* ! Et moi – ce n'est pas très bien de dire cela ! – je ne me suis jamais senti juif parce que j'étais pleinement Vernant avec mes parents de substi-



Photo Ph. Lazar

Chercheur au CNRS

Je reprends un enseignement à la Libération, au lycée Jacques Decour, mais pas pour longtemps. Mon maître Meyerson me dit : « C'est bien beau d'enseigner la philosophie, Vernant, mais il faut que vous fassiez de la recherche ! Allez donc voir de ma part le directeur des sciences humaines au CNRS, Georges Jamati ». Il fallait bien sûr un dossier pour présenter sa candidature : or je n'avais évidemment rien publié ! « Qu'à cela ne tienne, me dit Meyerson, faites un projet de thèse ! ». À l'époque, le CNRS était une maison beaucoup plus familiale que de nos jours. J'arrive quai Anatole-France, je demande à voir le directeur. « Avez-vous rendez-vous ? – Non ! – Attendez, je vais voir si M. Jamati peut vous recevoir ». Et je me retrouve quelques instants plus tard dans son bureau... « Que voulez-vous ? – Sur la suggestion de M. Ignace Meyerson, je voudrais être détaché au CNRS... – Mais il faut remplir un dossier ! – Oui, on me l'a dit, et j'ai un projet, et même deux : une « petite thèse » sur le travail chez Platon et une « grande thèse » sur la notion d'abstraction à travers la tradition grecque. – Parfait, mais dans un tel dossier vous savez que doivent figurer vos publications. Qu'avez-vous publié ? – Heu... rien du tout en dehors de quelques articles de politique étrangère dans le journal *L'Action*. – Écoutez, Vernant : du point de vue de nos critères, vous avez certes un beau projet mais vous n'avez aucune publication philosophique ou scientifique et donc, comme vous pouvez aisément le comprendre... – Oui, bien sûr, Monsieur... ». Et il ajoute alors : « Cela dit, je vais vous donner mon opinion. Vous avez été reçu premier à l'agrég. en 1937. La plupart des gens qui ont été reçus avec vous ont maintenant des papiers, des articles, des livres... Et vous, vous n'avez rien du tout ! Vous n'avez rien du tout parce que vous avez fait autre chose... Personnellement je considère – et je l'expliquerai à la commission de recrutement – que cette autre chose fait que c'est nous qui sommes en dette à votre égard. Vous entrerez au CNRS ! J'en fais mon affaire ». Et Georges Jamati en fit effectivement son affaire : je suis entré au CNRS comme attaché de recherche et j'y suis resté dix ans, jusqu'à ma nomination, en 1958, à l'École Pratique des Hautes Études !

Quand nous nous sommes connus, cette question n'est en fait jamais venue sur le tapis. Ce n'est qu'au moment où elle a décidé de se déclarer que nous avons vraiment commencé à en parler. Cela aurait pu nous attirer bien des ennuis, mais tel ne fut pas le cas. Bien sûr elle avait deux cartes, l'une avec l'estampille et l'autre sans... Nous avons eu, moi et surtout elle, la chance de passer à travers les mailles... Ni mon frère ni moi n'avions jamais été auparavant victimes de manifestations d'antisémitisme. Et, s'agissant des lois de l'État français, ma position était très claire : je ne me sentais en rien concerné par ce qui venait de ce gouvernement ! Il était nul et non avvenu ! A dire vrai, aujourd'hui encore, je ne me sens pas enraciné dans une quelconque judéité. Je suis sûr que, d'une certaine façon, cela joue, peut-être même sans que je m'en rende compte, sur ma façon d'être, mais cela reste au niveau de l'inconscient. Cela ne m'empêche pas de m'intéresser aux Juifs ! Ils ont l'immense avantage – et le statut terrifiant – d'être partout à la fois dedans et dehors, d'être partie prenante et en même temps d'avoir du recul... Ce n'est évidemment pas du tout la même chose d'être Sabra en Israël, Juif européen ou Juif américain...

tution... Bien plus tard, ma fille, elle non plus, ne s'est jamais sentie pleinement juive, mais pour elle cela voulait quand même dire quelque chose...

D : Vos ennuis pendant la guerre ne sont pas du tout liés à cette origine ?

J.-P.V. : Absolument pas ! « Ils » ne savaient pas. Vous savez, quand on s'appelle Vernant, il n'y a pas trop de chances pour qu'on vous prenne pour un Juif !

D : La milice n'y a donc vu que du feu ?

J.-P.V. : Exactement. Mais, conformément aux lois de Vichy, ma femme, elle, qui se considérait tout à fait comme juive, s'est déclarée comme telle... contre mon avis ! Elle n'était pas obligée de le faire ! Mais bien sûr je ne l'ai pas empêchée de le faire.

D : En dehors de cette période exceptionnelle, vous n'évoquiez pas ces questions entre vous ?

J.-P.V. : Bien sûr que si ! Trente-six fois ! Mais elle-même ne me considérait pas vraiment comme juif !

D : Il m'arrive parfois même de me demander, de façon provocante, si les Israéliens juifs ne se sont pas assez radicalement éloignés de ce qu'historiquement on appelle les Juifs, c'est-à-dire un peuple essentiellement diasporique...



J.-P.V. : Mais cela n'a rien de provocant ! À mes yeux, les Juifs, c'est la diaspora ! Je le pense profondément. Le drame d'Israël est d'avoir coupé avec cela et d'avoir la prétention de se relier directement à une histoire territoriale antique en faisant presque abstraction de la parenthèse diasporique. Comme si la « solution » était qu'il n'y ait plus de diaspora ! Ce qui est scandaleux est que certains prétendent que des Juifs de la diaspora doivent en quelque sorte automatiquement accord, fidélité, soumission aux décisions prises par l'État israélien, ça dépasse l'entendement !

D : Quel jugement portez-vous donc sur notre projet de replacer la judéité dans son contexte *essentielle-*ment diasporique, c'est à dire encore historique et culturel ?

J.-P.V. : C'est une réflexion qui me semble tout à fait justifiée. Les déplacements de populations vont sans nul doute s'intensifier à l'avenir et il faudra bien traiter des questions de tout ordre ainsi soulevées, y compris bien entendu du point de vue culturel. Le cas juif est, de ce point de vue, particulièrement intéressant : comment ces gens ont-ils fait pour s'intégrer au sein de communautés humaines mais, en règle générale, sans s'identifier totalement à elles ? Comment, dans ce mouvement, certains sont-ils toutefois allés jusqu'à perdre presque totalement la mémoire de leurs origines ? Ces problè-

mes vont se poser à l'avenir sûrement de façon différente de ce qui s'est passé jusqu'à présent et plus spécifiquement dans l'Antiquité, mais ce serait quand même sûrement intéressant de regarder d'un peu plus près comment ces questions ont été traitées à Alexandrie, à Rome ou ailleurs, et en élargissant les interrogations au-delà des seuls Juifs.

L'autre

D : Quand vous dites « *se faire soi-même avec de l'autre* », que voulez-vous dire exactement ?

J.-P.V. : Tous les psychologues savent que ce qu'on appelle l'identité de la personne ne se résume évidemment

« Pour être soi, il faut se projeter vers ce qui est étranger, se prolonger dans et par lui. Demeurer enclos dans son identité, c'est se perdre et cesser d'être. On se connaît, on se construit par le contact, le commerce, l'échange avec l'autre. Entre les rives du même et de l'autre, l'homme est un pont. »

J.-P.V. *La traversée des frontières*, Le Seuil, Paris, 2004, p. 180

pas au patrimoine génétique ou à quelques autres caractéristiques propres à un individu donné. C'est quelque chose qu'on constitue progressivement et, dans cette fabrication de soi, il y a accumulation de toutes les expériences d'échanges avec les autres. On se voit soi-même avec le même regard que celui qui nous permet de comprendre les autres. On ne se comprendrait pas, soi, si on n'essayait pas de comprendre les autres et on n'a pas de moyens de comprendre les autres sinon avec les instruments par lesquels on se regarde soi-même. On est aussi mystérieux et aussi transparent que l'autre...

D : Cette approche est-elle essentiellement d'ordre psychologique, c'est-à-dire concernant des individus dans leurs relations à d'autres individus, ou a-t-elle aussi des dimensions collectives ?

J.-P.V. : C'est sans aucune espèce de doute comme cela que je l'entends.

D : Ne peut-on relire aujourd'hui sous cet angle les *Réflexions sur la question juive* ? Mais peut-on comme Sartre accepter l'idée que les Juifs n'existeraient essentiellement que dans le regard de l'autre ?

J.-P.V. : Mais ça, c'est du bidon ! Ils existent *aussi* (mais pas seulement !) au travers du regard de l'autre, et ils *se voient* également au travers de ce regard ! Et puis, malgré tout, Sartre publie ce livre après la Shoah... Ce qu'il y dit, c'est disons ce que je pense quand j'ai dix-huit ans. Mais entre temps il y a la Shoah. Et cela pose d'autres questions, concernant non seulement le regard de l'autre mais toute notre civilisation, notre culture, et, disons-le, tout le sens de l'histoire. ■

Propos recueillis par
Philippe Lazar

Échos d'un séisme politique

Le Cercle Gaston-Crémieux s'est réuni le 1^{er} juin dernier pour commenter les résultats du scrutin du 29 mai 2005. En introduction des débats, Georges Wajs a souligné que, si le référendum portait formellement sur la loi constitutionnelle européenne, de fait le vote avait donné l'occasion aux Français de s'exprimer sur ce qu'ils ressentaient de l'impact de la politique commune européenne sur leur vie quotidienne, avec, en toile de fond, le problème central du chômage de masse récurrent dans notre pays. Plus généralement, a-t-il ajouté, ce vote a sanctionné toute la politique de ces trente dernières années : celle de la droite, bien sûr, mais aussi celle de la gauche de pouvoir et, en particulier, celle du PS. Il s'est agi en cela d'une condamnation des non-dits, des silences, parfois même des mensonges. François Mitterrand ne fut-il pas élu en 1981 sur une stratégie de « rupture avec le capitalisme » ? Pourtant, dès 1983, son gouvernement faisait machine arrière et prônait une politique d'austérité. Depuis cette époque, la gauche est orpheline de ce renoncement et n'a jamais osé engager un débat de fond sur le choix entre rupture radicale avec le capitalisme et réformisme, attendant toujours pour le lancer un mytique « retour de la croissance »...

Explications de vote

Alain Berestetsky prend d'entrée de jeu le contre-pied des propos introductifs : il n'a pas émis un vote de contestation de la politique française, c'est contre le projet de constitution européenne qu'il s'est prononcé et non contre le gouvernement Raffarin. Pour lui la gauche espère toujours un monde meilleur, ce qui la différencie fondamentalement de la droite. Un monde meilleur porte en lui l'espoir de vrais changements sociaux et culturels, d'une véritable solidarité et d'un moins grand déséquilibre écologique. Or le projet constitutionnel ne répondait absolument pas à ces trois grandes exigences. En réalité, il s'agissait d'un texte bricolé par des techniciens occupant indûment la place de Constituants (qui, eux, se seraient donné le

temps et les outils d'une réflexion approfondie). Ils ont tenté de nous faire avaler très vite un acte constitutionnel de très mauvaise qualité, tant pour les citoyens européens que pour les autres, les citoyens du monde, qui attendent quelque chose de l'Europe. *Sophie Janicic* exprime un semblable sentiment mais elle ajoute que, si l'on fait le bilan des vingt-cinq années durant lesquelles les socialistes ont exercé le pouvoir, on s'aperçoit que sur le plan du droit du travail, des acquis sociaux, de l'évolution de la société, il y a quand même eu beaucoup de progrès « toutefois pratiquement jamais mis en valeur avec suffisamment d'efficacité ! »

Michel de Vries, lui, a voté oui. Ce texte certes n'était pas idéal, dit-il, mais il était néanmoins en progrès par rapport aux actes internatio-

naux existants, en particulier du fait de ses références à des valeurs au travers de la constitutionnalisation de la Charte européenne des droits de l'homme. Rappelant que Condorcet disait que la vérité était due au peuple, il constate que cela n'a pas été le cas à propos de ce que les gouvernements décidaient à Bruxelles. Il déplore un hiatus entre des hommes politiques sincères et le monde réel et constate avec franchise que le oui du parti socialiste n'était pas en phase avec le pays réel. Il considère, du fait du résultat du scrutin, avoir personnellement reçu une sérieuse claque : « Je prétendais être représentatif du peuple de gauche et je ne l'étais pas... ». Rappelant que Léon Blum avait soigneusement tenu la SFIO à l'écart du pouvoir pendant douze ans pour qu'elle ne perde pas son âme, *Michel de Vries* pense que

Ce texte est un témoignage « daté » : celui des réactions des membres du cercle Gaston-Crémieux deux jours après la nette victoire du « non » au référendum sur le projet de loi constitutionnelle européenne. Un point d'orgue, et un nouveau point de départ en quelque sorte...



nous sommes désormais confrontés à un grave problème de représentativité de la démocratie dite, précisément, « représentative ».

Michel Groulez constate que l'Europe a cessé d'être un mot magique. Si, pour les générations précédentes, il s'agissait de mettre fin à des guerres civiles européennes récurrentes, cette motivation n'a plus beaucoup de sens aujourd'hui. Il rappelle que l'Europe a commencé modestement en comptant « des patates et des lingots d'acier ». Mais cette modestie n'était qu'apparente car il y avait en arrière-plan une volonté politique, fondée sur un accord profond entre les deux grandes forces qu'étaient la démocratie chrétienne et la social-démocratie pour épauler la construction européenne. Cette construction est toutefois restée très technocratique, et

l'on ne s'est guère préoccupé des opinions publiques (entre la CECA et l'adoption de l'Acte Unique, personne n'a été consulté !). Tout l'échafaudage institutionnel déjà acquis se retrouvait peu ou prou dans la fameuse « troisième partie » – seulement tolérée du bout des lèvres, à gauche, par les partisans du oui – mais d'importantes questions, comme la forme politique de l'Europe (confédération, fédération, coopération inter-étatique renforcée ou minimale ?), avaient sciemment été laissées dans l'ombre. La question de l'élargissement n'a jamais été réglée et il n'existe pas aujourd'hui, disons-le, de réel projet politique de fond. Au moment du référendum, l'idée européenne ne pouvait donc qu'être très mal défendue et elle se prêtait au contraire à être présentée comme la cause de tous les maux. *Raymond Aubrac* confirme que dans son village des Cévennes Bruxelles est bien considéré comme la source de tous les maux. Les gouvernements n'ont jamais reconnu que Bruxelles... c'était eux ! C'est un mensonge fondamental sur lequel nous vivons depuis vingt-cinq ans. Il ajoute qu'assez étrangement il perçoit une certaine analogie entre la montée de l'anti-européanisme et ce que fut la montée de l'antisémitisme avant guerre. Regrettant qu'un texte de la nature de celui qui a été proposé ne soit pas élaboré par une Assemblée constituante européenne, il aura néanmoins voté oui de peur que, en cas de crise, l'Allemagne ne voie ressurgir un parti revendiquant les territoires de l'Est (tant est grande chez certains Allemands la nostalgie de la Prusse Orientale).

Régine Dhoquois-Cohen a voté oui, parce que la construction européenne est le seul grand rêve collectif non totalitaire de l'après-guerre, mais aussi en tant que juriste : le droit européen a fait faire des progrès importants aux droits des pays membres, notamment en matière de droits de l'Homme mais aussi en matière de droit du travail, principalement grâce aux directives sur l'Hygiène et la sécurité et à la jurisprudence de la CJCE (Cour de justice des communautés européennes). Se plaçant dans une perspective réformatrice, elle estime que la grande faute du PS est de ne pas avoir préparé un projet alternatif. Elle s'interroge au demeurant sur ce qu'elle-même aurait pu proposer comme alternative au capitalisme ! En prônant le oui nous votions essentiellement pour le « moins pire », explique-t-elle. Et ce d'autant qu'elle perçoit dans la conjugaison des partisans du non, même si cela est difficile à exprimer, une teinture de « rouge-brun » du plus mauvais augure.

André Ulmann déplore un manque, en France à ses yeux manifeste, de connaissances minimales d'ordre économique. En outre, personne n'a vraiment cherché à savoir ce qui se passait ailleurs en Europe, alors que les autres pays sont confrontés aux mêmes problèmes et que leurs partis de gauche leur donnent des réponses différentes des nôtres. Les termes de « libéralisme » et de « délocalisation » ont notamment été utilisés, selon lui, comme des épouvantails, un peu comme naguère le mot « insécurité ». *Corinne Benveniste* réagit vivement à ces propos. Elle est choquée



d'entendre dire que les gens ne connaissent rien à l'économie. Elle a au contraire été surprise par la qualité des débats engendrés dans son entreprise par le projet constitutionnel. Elle se demande s'il n'y a pas quelque mépris à vouloir l'ignorer. *André Ulmann* répond qu'il n'y avait dans ses propos aucune volonté de mépris mais le simple constat d'une carence des politiques et des médias à expliquer correctement la complexité des problèmes.

Et maintenant ?

Philippe Lazar constate que plusieurs d'entre nous sont profondément découragés. Nous ne saurions pour autant en rester là... nous n'avons pas le droit de baisser les bras ! La seule question, après le rejet du texte constitutionnel en France et aux Pays-Bas et le probable retrait¹ du projet de consultation britannique par Tony Blair, est de savoir ce que nous pouvons faire. Au demeurant, nous pourrions avec profit commencer par en débattre avec nos amis européens... Structurellement la France, comme le reste de l'Europe, est majoritairement à droite mais, pays de foudres, elle a néanmoins donné plus souvent le pouvoir à la gauche qu'à la droite au cours de ces vingt-cinq dernières années. Ce qui nous a notamment permis d'exprimer quelques exigences sociales auprès de nos partenaires de l'Union. S'intégrer dans le système européen dans les formes qui étaient prévues aurait-il été, dès lors, la façon la plus efficace de continuer à tirer, de temps à autre, l'Europe

sur sa gauche ? Entrer dans un système démocratique à fonctionnement majoritaire risquait de nous engluier à jamais à droite (même si, bien évidemment, un basculement à gauche de l'Europe n'était pas formellement interdit par les textes !). La question mérite réflexion et débat. Le modèle assimilationniste progressif aujourd'hui proposé est à mettre en regard d'un modèle réellement fédéral qui reconnaisse la réalité historique et culturelle des nations ou, le cas échéant, des États-nations. Il ne s'agit en aucune manière d'entrer dans la logique du souverainisme mais bien au contraire de passer à une nouvelle étape, réaliste, d'intégration, qui respecte les spécificités des pays-membres et délègue à la fédération de larges pouvoirs décisionnels.

Jacques Burko a le sentiment que nous baignons dans un grave pessimisme. Il n'est pas certain que l'Europe soit « condamnée » à la droite mais il admet que l'intégration des pays de l'Est rend cette hypothèse moins improbable. Citant Jean-Paul II, il rappelle qu'à propos de l'écroulement du Mur de Berlin, ce pape réactionnaire a tout de même dit que « la faillite du communisme ne signifiait pas que le capitalisme était le meilleur des systèmes possibles »... Il est plus inquiet pour l'avenir de la France que pour celui de l'Europe car, dans le « non » qui a prévalu, on trouve des monolithes aux extrêmes – droite comme gauche – avec un déchirement des partis traditionnels. Cette faillite est plus profonde encore pour la gauche que pour la droite qui, elle, demeure quand même au pouvoir...

L'espoir ne peut venir que d'une reconstruction profonde et, en ce sens, l'éclatement du parti socialiste serait au premier degré un drame, mais peut-être un drame salutaire. *Albert Hirsch* pense lui aussi plus nécessaire que jamais une clarification à gauche. De son point de vue, cet éclatement possible du PS pourrait y contribuer.

Elio Cohen-Boulakia est surpris quant à lui que nous n'arrivions pas à sortir d'un nationalisme « hexagonal » et que nous ne parlions pratiquement pas de l'Europe. Nous sommes-nous préoccupés de ce que pensent les jeunes en Espagne, en Italie ou ailleurs ? interroge-t-il. « Que pourrions-nous faire en commun et avec eux ? » est désormais la seule chose importante. *André Ulmann* trouve également que nous « baignons » dans le nationalisme et, de ce point de vue, le vote des jeunes l'inquiète particulièrement car il semble récuser ou à tout le moins ignorer tout ce qui s'est produit en Europe pour, précisément, dépasser les nationalismes après la Seconde Guerre mondiale. Inquiétude qui est aussi celle de *Jean-François Lévy*, formulée en termes voisins.

Entre rupture et réformisme

Philippe Lazar affirme que nous devons donc aujourd'hui faire preuve de pragmatisme c'est-à-dire nous demander comment agir au mieux, maintenant qu'une crise politique grave a été ouverte par un recours inconsidéré au référendum. Il constate notamment que 60% des jeunes de ce pays ont récusé « le meilleur

¹ La consultation britannique a finalement, on le sait, été ajournée...



compromis possible » qui leur était proposé. On ne peut ignorer ce rejet. *Régine Dhoquois-Cohen* ne partage pas le point de vue de Philippe Lazar sur les jeunes : il est arrivé dans l'histoire que des peuples se trompent dans leurs choix. Le fait d'être jeune n'est pas une garantie de ne pas avoir tort. Je crains fort la démagogie en la matière, ajoute-t-elle.

André Ulmann considère que, malheureusement, il n'y a pas actuellement d'alternative crédible au capitalisme et que, dans ces conditions, le rôle de la gauche est d'aménager au mieux ce système en se fondant sur un certain nombre de valeurs. Selon *Alain Berestetsky*, le peuple de gauche conserve l'utopie de la rupture alors que ses représentants politiques l'ont abandonnée depuis longtemps (après deux ou trois malheureuses expériences au cours du siècle passé). Et si l'électorat utopiste populaire voulant la rupture ne trouve pas une réponse à ses attentes dans

une expression politique qui le satisfasse, les extrêmes des deux bords risquent d'induire une forte amplification des désordres. Il est donc impératif de trouver des formes alternatives d'organisation de la démocratie qui permettent de redéfinir le « cahier des charges » du politique. Un peu à la manière dont le programme commun de 1972 a constitué une réponse au moins temporaire aux exigences nées de la rupture violente de mai 1968. Ce sont les éléments forts d'une réelle démocratie participative qu'il nous faut créer, sans pour autant récuser ceux de la démocratie délégataire. *Georges Wajs* constate, lui aussi, que l'utopie de la rupture perdure alors qu'elle n'est officiellement plus de mise pour la majorité des partis de gauche et notamment le PS, et que l'histoire de ce pays montre que les changements sont presque toujours consécutifs à des explosions, contrairement à ce qui se passe ailleurs, où les évolutions sont plus linéaires. Mais,

sauf à croire au « grand soir », si l'on veut que les choses bougent et qu'il se produise une réelle alternance, il faudra bien que les deux composantes, celle utopiste de la rupture et celle pragmatique du réformisme, trouvent un terrain d'entente. Et la force des idées dans des pays comme la France, l'Italie ou l'Allemagne pourrait avoir, selon lui, un effet d'entraînement pour les autres pays européens.

Georges Wajs rappelle enfin, en conclusion, que le clivage entre une gauche contestataire qui « pousse » et une gauche réformiste aspirant à prendre les affaires en main et gérer le « possible » préoccupait déjà Léon Blum : c'est une question de fond récurrente... Un compromis « historique » entre ces deux gauches serait nécessaire. Est-il possible ? ■

**Propos retranscrits par
Georges Wajs**

Brève



Photo © Ed Clark / LIFE

Le soixantième anniversaire du procès de Nuremberg

Le 20 novembre 1945 s'ouvrait à Nuremberg le procès intenté par le Tribunal militaire international aux principaux responsables politiques, économiques et militaires du régime nazi. Vingt et une personnes y furent jugées par des représentants des quatre puissances alliées (États-Unis, Royaume-Uni, URSS, France). C'est au cours de ce procès que fut instituée la notion de « crime contre l'humanité ». Le Mémorial de la Shoah (17, rue Geoffroy l'Asnier, 75004 Paris) présente un cycle de conférences (du 20 octobre au 4 décembre 2005) et une exposition (du 21 octobre au 20 novembre 2005) qui retracent le déroulement de ce procès.

« C'est quoi, pour vous, être juif laïque ? »

Thérèse Spector

Disons-le d'entrée de jeu : le texte qui suit n'a pas l'ambition d'une analyse sociologique de la judéité laïque en France, aujourd'hui. Il a plus modestement pour objet de (re)lancer une réflexion sur ce qui peut inciter des Juifs qui ne sont ni religieux ni sionistes à se reconnaître et se déclarer juifs. Qu'y a-t-il derrière cette affirmation ? Un véritable contenu ou, en réalité, une coquille vide ? J'ai essayé de donner une première réponse à cette question en m'entretenant avec une dizaine de membres du Cercle Gaston-Crémieux¹, que je remercie de s'être prêtés de bonne grâce à cette inquisition. J'ai ensuite soumis l'analyse que j'ai tirée de ces entretiens à la critique d'une réunion plénière du Cercle. Certaines des remarques émises par des membres du Cercle figurent ci-après en marge, à la

¹ Six femmes et quatre hommes, nés peu avant, pendant ou peu après la guerre, soit une génération particulièrement marquée. Quatre d'entre eux sont français de longue date (avant 1789), quatre autres sont ashkénazes, d'origine russo-polonaise récente, deux sont sépharades, un enfin a une double filiation, sépharade et ashkénaze. Il s'agissait d'entretiens non directifs avec Françoise Basch, Corinne Benveniste, Elio Cohen-Boulakia, Jean-François Lévy, Fania Perez, André Ulmann, Georges Wajs, Antoinette Weil, et d'une discussion avec Danielle Bailly.

hauteur des passages concernés². Il faudra sans doute compléter ce travail par la rencontre d'une autre génération que celle ici interviewée, et aussi de Juifs originaires d'autres pays.

Impossible, à partir d'un si petit échantillon (évidemment en rien « représentatif » des Juifs laïques français) de repérer les quelques caractéristiques hypothétiques qui permettraient de différencier sans trop d'ambiguïté ces derniers de non-Juifs. Hormis la Shoah, évoquée par presque tous mes interlocuteurs, aucun trait n'est en effet revenu systématiquement dans le discours. Mais, y compris parmi les dires les plus contradictoires, s'est dégagée ce que faute de mieux j'appellerai une *sensibilité juive*, que plusieurs interviewés ont exprimée en me disant en substance : « *Je ressens une connivence, immédiate, avec les Juifs, avant même de savoir qu'ils le sont* ».

Des témoignages

Des valeurs intellectuelles et morales²

Être juif, c'est...

- *s'inscrire dans une lignée historique de pensée, dans*

² Dans ce passage et les suivants, les textes en italiques sont des citations.

laquelle une vie collective ne peut se dérouler que dans le cadre d'une loi. Cette loi a des contraintes, mais elle est fondée sur une éthique (celle des Dix Commandements).

- *l'expression d'une liberté qui est indissociable de l'altérité. La pensée juive est toujours en interaction. Le Juif n'existe pas sans l'autre.*

- *avoir un rapport distancié au sol. Le fait de ne pas avoir d'imprégnation religieuse ou terrienne donne une plus grande liberté de pensée, de comportement. Ne pas avoir la sanction de la religion ni du voisin oriente vers plus d'inter-nationalité.*

Des composantes historiques

Être juif, c'est aussi...

- *partager une histoire de migration (« Tu viens d'où ? »), n'être pas tout à fait d'ici, on ne sait exactement d'où ; avoir deux attaches territoriales (la France et la Pologne, ou la France et la Tunisie...) ; avoir des parents ou des grands-parents venus d'ailleurs ; ressentir que notre mémoire, notre inconscient, c'est l'ailleurs.*

- *avoir deux cultures, deux langues : la langue de la maison, la langue de l'extérieur ; la langue du privé, celle du public (avec une ambivalence par*

Thérèse Spector rend compte dans ce texte de la série d'entretiens qu'elle a eus avec une dizaine de membres du Cercle Gaston-Crémieux au sujet de leur perception de leur « identité juive ». Les notes qui figurent en marge ci-après sont des extraits des interventions qu'a suscitées sa présentation au cours d'une réunion plénière du cercle.



rapport au yiddish, pour les yiddishophones : c'est la langue de l'intime mais aussi celle de la mort)

La création du Cercle Gaston-Crémieux, en 1967, nous a permis de nous « nommer » dans une charte écrite. Je me suis alors moi-même reconstruit, en tant que Juif, de manière différente. À partir du moment où l'on accepte de donner une expression lisible, sociale de sa volonté d'appartenance – ce qui n'exclut nullement une multi-appartenance – on se trouve nécessairement en confrontation avec l'autre et l'on se construit dans le contact avec lui (Philippe Lazar).

Le fait d'être « nommé » Juif fait entrer l'individu dans une identité particulière mais aussi dans un entourage, une communauté qui l'accueille en son sein. Il y a un va-et-vient entre accaparement de l'individu par la communauté et auto-désignation par l'individu de son appartenance à une communauté. La communauté se perpétue ensuite à travers des filiations de moins en moins définies par le religieux mais par une appartenance, qui est un objet historique (Élise Marienstras).

● avoir un réflexe de méfiance par rapport aux séquelles post-pétainistes dans la population ou à l'antisémitisme larvé. Réflexe qui entraîne soit le besoin d'être exemplaire (pour ne pas porter flanc à la critique) soit un certain fatalisme (de toute façon on n'est pas aimé) qui libère de l'obligation d'être exemplaire. Cette méfiance n'empêche pas une attitude citoyenne française forte (dans ma famille on était Israélite, français, patriote ; le patriotisme chez les Juifs, malgré l'affaire Dreyfus, malgré la Shoah, est très fort), une référence implicite à la France pays de l'universalisme et des Droits de l'Homme.

● ressentir, dans la vie courante, l'impression de prendre du recul par rapport à tout, ce qui n'empêche pas de s'engager mais en gardant toujours une certaine distanciation. Par rapport au travail par exemple, je suis « dedans », je le fais consciencieusement, il m'intéresse, me valorise, mais je ne peux m'empêcher de penser que « c'est dérisoire par rapport à tout ce qui nous est arrivé pendant la Shoah ».

Des réactions instinctives

Être juif, c'est encore...

● avoir un amour de la vie ici et maintenant. Pour les Juifs, la finalité c'est l'homme.

● avoir une force de vie qui peut être une rage de revanche (une référence à une certaine sensualité, une capacité de jouissance, mais aussi de passion pour la justice, une capacité d'indignation, d'engagement, un certain mes-

sianisme ; mais, en même temps, une force de vie qui a comme soubassement la mort).

● avoir le goût du livre, des bibliothèques, des interminables pilpouls³. Le désir d'apprendre plus, de la gymnastique intellectuelle. C'est aussi le goût de couper les cheveux en quatre : on peut discuter des heures et des heures pour savoir si Jonas était gros ou maigre... Il y a un besoin, lié à la discussion, d'aller au fond des choses, le sentiment d'une profondeur que je retrouve mal dans d'autres cultures. Par exemple, dans la Bible, chaque texte est lu à quatre niveaux. Chez mes parents on essayait toujours de comprendre, au-delà du discours apparent, ce qui était réellement dit.

● savoir ce qui « est bon pour nous »...

À la question « Vous sentez-vous juif ? » pratiquement tous ont répondu en substance que « c'est une donnée d'évidence ». Mais une évidence qui prend des chemins différents. Pour l'une : c'est une question que je ne me pose pas, je suis juive, c'est une donnée, pas un choix, c'est comme d'être femme. Pour d'autres :

³ Discussions contradictoires.

⁴ Le regard de l'autre joue certes un rôle essentiel. Mais s'il est indéniable que les Juifs sont toujours en interrelation avec les autres, sont-ils pour autant le Juif de l'autre ? N'ont-ils pas plutôt tendance à intérioriser un soi-disant « regard de l'autre » dévalorisant ? Une interviewée a parlé du lapsus qu'elle avait fait en disant je me rends au Medef au lieu du Medem, une autre de la hantise d'avoir un beau jardin pour ne pas être considérée comme une Juive incapable de cultiver des fleurs.



Photo J.-F. Lévy

D'un extrême (autodésignation ostentatoire)...

descendant des victimes de la Shoah, je ne peux être autre chose que juif. Ou encore : j'ai un devoir de mémoire, pour ne pas faire mourir deux fois ceux qui y ont été victimes du génocide.

Être juif, ne serait-ce pas avoir été « nommé » en tant que tel ?

De tout ce qui m'a été dit, j'ai essayé de tirer diverses hypothèses, dont la principale est la suivante : être juif, pour qui n'utilise pas les fondements de la religion pour se définir, c'est avoir été « nommé » juif, de manière précoce ou tardive (et la différence n'est pas mineure), par ses parents (« nous sommes juifs »), par l'entourage (« je vivais dans une communauté, les autres... les fils de colons, les maltais, les arabomusulmans me percevaient d'abord comme juif »), ou encore par l'école (« la dénomi-

nation, à l'école, de sale juif, j'ai connu ! »⁴). Ou encore par désigné comme tel par la consonance de son nom ou de son prénom.

Cette « nomination » ne peut pas être gommée. Un Juif converti au catholicisme, au protestantisme ou au bouddhisme reste quand même juif. C'est sans doute le fait d'être « nommé juif » plus que la « réalité ethnique » de cette appartenance ou plus que toute caractéristique réelle ou imaginée qui marque l'inconscient des Juifs de manière indélébile. Cette « injonction », que double l'héritage du prénom d'un aïeul mort, et, chez les garçons, la marque physique de la circoncision, établit dans la lignée une chaîne continue qui ne peut être brisée sans que s'infilte un soupçon de « trahison ». Ou plus simplement un mal-être qui a fait dire à une interviewée que « l'important, c'est de rester Juif. C'est une partie de soi. Si on ampute une partie de soi, la souffrance est plus grande. »

Une transmission problématique

Le nom en soi est une coquille vide si aucun contenu n'accompagne son transfert. Or la « transmission » à la génération que j'ai interviewée – dont les parents étaient sensibles dans leur jeunesse à des idéaux universalistes mais ont ensuite subi la guerre et ses conséquences – s'est souvent faite de manière plus ou moins honteuse (une façon d'évacuer le problème était de dire : « on est tous égaux », ou encore : on ne parlait pas de ça à la maison) et plus ou moins culpabilisante (ma mère me disait : « on ne peut ni rire ni pleurer après la Shoah, il faut y penser toutes les minutes de notre vie »). Elle a donné lieu à des récits ou des injonctions contradictoires : le désir de perpétuer la judéité chez les enfants mais en même temps la crainte que cela ne freine leurs possibilités d'intégration. Ce type de transmission hésitant du concept de judéité laisse des traces : une occultation du passé et des racines familiales, voire une négation de la judéité, des non-dits lourds d'interrogations, une imprégnation quotidienne de la mort, l'interdit de la spontanéité enfantine. Ce qui a produit un mélange d'interrogations, de recherche de perfectionnisme, de honte, d'humiliation, de douleur. Ces sentiments ont

toutefois été contrebalancés par une certaine fierté : on est différents, voire on est « mieux »...

Cette transmission difficile de « l'être juif » a parfois créé une période de rejet (au départ j'ai refusé cette transmission faite uniquement de mort) et/ou des interrogations douloureuses (comment autant de gens n'ont pas trouvé le moyen de résister ? Est-ce que mes parents ont porté l'étoile jaune ?). Plus ou moins consciemment elle a néanmoins imposé l'idée de faire partie d'une minorité, cette appartenance étant interprétée comme une menace, et/ou fierté, on est différent, ou comme un acquis enrichissant mais douloureux : je me sens marginalisé par rapport à la société, par rapport aux groupes, aux individus. C'est inconfortable, voire douloureux, mais être libre c'est douloureux, cela nécessite beaucoup d'énergie.

Mais, même à travers un apprentissage douloureux, des éléments plus joyeux ou vivants de judéité ont été transmis dans la plupart des cas : par des objets symboliques (une reproduction de Moïse posé par sa mère sur les eaux), par des mots « exotiques » émaillant les phrases, par des musiques (les chansons yiddish, la musique klezmer, judéo-arabe ou judéo-espagnole), par des rituels religieux parfois laïcisés (la célébrations de Pessah, de Rosh Hashanah, du shabbat...), etc.

Un désir de réappropriation

Il existe, dans la génération interrogée, une certaine nostalgie de la perte d'une vision idéalisée d'une communauté

J'ai été surprise par trois silences : familial, moral et politique. Familial, parce que la judéité non religieuse, c'est une certaine représentation de la famille, une image vraie ou fautive de la mère juive. Moral, dans un certain rapport au plaisir et à la douleur, un rapport complexe au plaisir hanté par une certaine culpabilité. On n'est jamais dans l'hédonisme pur, il y a toujours des médiations culturelles, il faut que le plaisir soit médiatisé, raffiné... Politique enfin, dû au rejet de l'esclavage et des mouvements politiques qui vont dans ce sens. On retrouve cela dans les fêtes juives qui célèbrent la libération de la servitude. Ce qui explique que bien qu'apatrides, méfiants par rapport aux institutions et à un État jugé comme structurellement plus ou moins oppressif, les Juifs peuvent se ressentir en forte affinité avec la culture française, qui véhicule l'idée d'universalisme et des Droits de l'Homme (Céline Spector).

Les Juifs français de longue date ont été émancipés et de ce fait transformés en « Israélites ». Il y a eu transformation d'un peuple en communauté religieuse. L'émancipation et le passage du Juif à l'Israélite sont fondamentaux dans l'identité des Juifs français (Jean-François Lévy)



... à l'autre (haine discriminatoire)



Les Sépharades ont eu une imprégnation continue dans l'empire arabo-musulman qui s'est interrompue du fait des nationalismes au point qu'on peut parler d'une perte du judaïsme en milieu arabo-musulman et d'un paradis perdu. Ce qui reste, et que je voudrais transmettre, c'est une posture plus qu'un contenu de culture, une façon de voir les choses, les problèmes, de comprendre les différences, l'étranger, une façon d'envisager le rapport à l'autre. Pour les Juifs Sépharades, il ne peut y avoir d'expression de la douleur face à la perte de notre culture car, face à la douleur des Juifs d'Europe, la nôtre serait impudique (Elio Cohen-Boulakia).

Ce travail qui a fouillé les ressorts cachés de notre identité peut nous aider à voir plus clair dans nos engagements et choix de vie et contribuer à définir une culture juive laïque de gauche. Je suis contente que les musulmans laïques se posent des questions similaires. On pourra ainsi faire émerger ensemble un contenu positif et aller de l'avant pour faire pièce au sionisme (Danielle Bailly).

unie dont la référence est, pour les Ashkénazes, le *shtetl* – même pour ceux qui n'y ont aucun enracinement familial ! – et, pour les Sépharades, le mythe d'une culture d'une grande richesse, aujourd'hui elle aussi en voie de disparition sous sa forme historique. Mais cette nostalgie n'est pas passive, elle s'accompagne d'une volonté de réappropriation de la judéité par des cheminements divers, parfois quelque peu surprenants voire contradictoires : lecture de la Bible, participation à certains offices (Kippour notamment), sauvegarde des rites de passage (circoncision, Bar Mitsva, mariage religieux, Kaddish), rapprochement avec les Juifs libéraux et envoi des enfants au Talmud Torah chez ceux-ci, participation à des groupes de parole autour de la Shoah, apprentissage des langues juives – yddish, ladino, hébreu –, initiation à la musique Klezmer, participation à des festivals culturels juifs, et bien sûr adhésion à des associations juives laïques.

Toutes ces pratiques témoignent plus, à entendre mes interlocuteurs, d'un désir d'inscription dans une lignée que d'entrée dans la communauté juive, concept que beaucoup récusent. En ces temps où les frontières entre la vie publique et la vie privée évoluent, où plusieurs interviewés ont fait part de leur possibilité récente de « se dire Juif », le sentiment de « honte/fierté » de l'être pourra sans doute ainsi progressivement se dissoudre et la judéité être vécue avec plus de simplicité.

⁵ Voir *Diasporiques*, n° 30, juin 2004, pages 8 à 10.

Connivence

Ce terme est revenu fréquemment dans les discours, c'est la raison pour laquelle je conclurai par là.

Cette connivence pourrait être une attitude réflexe défensive, née, ici, d'une certaine méfiance envers les « Français de souche » (qu'on soupçonnerait d'avoir gardé des séquelles post-pétainistes durables), alimentée ailleurs par le souvenir d'autres formes de rejet. Cette interprétation permettrait notamment de comprendre pourquoi nous nous sentons si spontanément proches de nos amis musulmans laïques du Manifeste des Libertés⁵.

Mais elle pourrait aussi être liée à un besoin de revanche sur la mort : « toute ma jeunesse j'ai eu cela, à la fois une culpabilité à vivre et le sentiment que je dois être plus vivante que les autres » ou encore à ce goût partagé

pour *d'interminables pilpouls* correspondant peut-être à une interrogation sans réponse possible : « pourquoi ne sommes-nous pas aimés ? » et/ou à un apprentissage du questionnement hérité des ancêtres, de la lecture des textes et de leur approfondissement. Joann Sfar, dans *Le chat du rabbin* n'écrit-il pas : « Dans la pensée occidentale... le logos c'est thèse, antithèse, synthèse. Alors que dans le judaïsme, c'est thèse, antithèse, antithèse, antithèse... » ?

La transmission de la judéité est, pour une part essentielle, inconsciente. Si la génération qui a vécu la guerre, trop marquée par l'horreur du génocide et les contradictions qu'il a induites, n'a pas toujours transmis un héritage positif, sans doute peut-on penser que les générations suivantes auront un comportement différent. Encore faut-il pour cela faire l'effort d'être le plus clair possible avec soi-même. ■

Appel à nos lecteurs en vue de la création d'une photothèque

Nous voudrions constituer une photothèque dans laquelle nous pourrions puiser en fonction des articles publiés. Pouvez-vous nous aider à la constituer ? C'est très simple : vous nous faites parvenir (par voie postale : Jean-François Lévy, 2 avenue Jeanne, 95600 Eaubonne) des photos susceptibles d'être utilisées à cette fin, chacune d'elles étant accompagnée d'un « crédit photo » (c'est à dire d'un nom, témoignage de propriété) et d'un accord de votre part pour qu'elle soit, le cas échéant, reproduite. Nous vous les renvoyons aussitôt que nous les aurons incluses dans notre base. Procédure analogue pour des documents, iconographiques ou autres. Vous pouvez bien sûr, dans un premier temps, nous dire de quoi vous pourriez disposer, de façon à ce que nous fassions un tri avec vous.

Mendès France : économie et politique internationale doivent obéir à une même éthique

Georges Wajs : Robert Cros va nous parler des conceptions de Pierre Mendès France en économie nationale et internationale, un demi-siècle après le renversement de son trop éphémère gouvernement. Avant de lui céder la parole, je rappelle simplement que, étudiant en droit, le jeune Mendès avait paradoxalement choisi comme sujet de thèse non point une question d'ordre juridique mais bien l'analyse de la politique financière de Poincaré² – en l'occurrence d'un homme ayant des opinions politiques très opposées aux siennes...

Robert Cros³ : On peut même parler d'une véritable passion de sa part, et dès cette époque, pour l'économie politique et les finances publiques !

Je n'aurai sans doute pas le temps matériel de rappeler ce que Mendès a fait, en termes économiques, dans le cadre de son gouvernement de « sept mois et dix-neuf jours » (du 17 juin 1954 au 5 février 1955), notamment du point de vue de l'instauration d'une planification démocratique, souple et indicative, des activités écono-

miques du pays et de la création d'une authentique comptabilité nationale. Je consacrerai l'essentiel de mon intervention liminaire à ses premiers travaux, moins connus, rédigés entre les âges de 21 et 23 ans ; à son attitude critique vis-à-vis du premier gouvernement de Léon Blum ; à sa participation au gouvernement du général de Gaulle ; à son rôle enfin dans la reconstruction du système monétaire international après la Seconde Guerre mondiale (c'est à cette occasion qu'il rencontre Keynes, l'auteur, en 1936, du fameux traité d'économie politique intitulé *Théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt*, qui prenait le contre-pied des théories économiques classiques d'Adam Smith, de David Ricardo, Jean-Baptiste Say, etc. ; Keynes, un homme qui l'a beaucoup influencé).

Les prémisses

Trois contributions écrites marquent les premiers temps de la vie publique de Pierre Mendès France.

La thèse à laquelle faisait allusion il y a un instant

Georges Wajs constitue une très vigoureuse critique des mesures dites d'assainissement financier prises en 1926 par le gouvernement Poincaré en vue de renforcer la valeur de la monnaie sur la base d'une référence directe au mythique « étalon or ». Ces mesures (baisse des impôts, exonération fiscale sur les Bons du Trésor, etc.) avantagent tout particulièrement les personnes fortunées. Outre l'aggravation des inégalités qu'elles induisent – en les dénonçant vigoureusement, Mendès France manifeste, dès sa jeunesse, son extrême sensibilité quant à la justice sociale – ces dispositions sont, économiquement parlant, des plus contestables. En freinant la demande, elles constituent des obstacles au développement : faire des cadeaux fiscaux aux plus riches, ce n'est pas relancer

Les 29 et 30 janvier 2005, le Cercle Gaston-Crémieux et le Centre Medem-Cercle Amical organisaient une rencontre sur l'actualité de la pensée de Pierre Mendès France¹. On trouvera ci-contre la transcription d'une première partie des interventions ; la seconde partie sera publiée dans le prochain numéro de la revue.

Georges Wajs est le secrétaire du Cercle Gaston-Crémieux

Robert Cros est membre du Cercle Amical et professeur émérite d'économie politique à l'université de Paris I et à l'institut de Sciences politiques



D. R.

Pierre Mendès France déguisé après son éviction de la prison de Clermont-Ferrand en juin 1941

¹ *Diasporiques* en a rendu compte dans son numéro 33 (mars 2005), p. 58.

² L'œuvre financière de Raymond Poincaré (1928).

³ L'exposé liminaire de Robert Cros est reproduit ici complété par les réponses qu'il a faites à divers intervenants : Henri Biélasiak, Sophie Janicic, Élise Marienstras et Danièle Touati notamment.



la consommation, c'est nourrir une épargne parfaitement stérile ! Mendès reproche à Poincaré d'avoir fait de la réduction du déficit budgétaire un objectif en soi – alors qu'il s'agit d'une conséquence et non d'une cause de la situation économique ! – au lieu de s'employer à faire baisser le chômage et, ce faisant, d'avoir délibérément privilégié les intérêts de la bourgeoisie.

Dans « *Les finances de l'État démocratique* », un article publié un peu plus tard (en 1929), Mendès expose deux conceptions alternatives qui sont d'après lui possiblement à la base de la politique de l'État. Selon la première (celle qui est chère aux économistes classiques, tel Adam Smith) seuls des individus peuvent être des acteurs réellement crédibles dans le domaine économique parce que mus par la logique de leur intérêt propre, ce qui ne peut valoir pour

l'entité collective abstraite qu'est l'État ; celui-ci doit se limiter à exercer des fonctions régaliennes, être un authentique *État-gendarme*. L'autre conception est celle d'un *État-providence*, selon laquelle le budget de l'État ne saurait concerner exclusivement les services publics (l'administration générale, la justice, la sécurité et la santé) mais doit aussi servir à cette fonction essentielle de justice sociale qu'est une meilleure répartition des richesses entre les citoyens par toute une série de procédures de redistribution (subventions, allocations, indemnités, etc.). À quoi il convient d'ajouter que l'État peut et doit intervenir dans le champ de la régulation des échanges économiques voire de l'investissement public en cas de ralentissement de l'activité. Incidemment, c'est exactement ce qui se va se passer aux États-Unis, à l'initiative de Roosevelt, après la crise de 1929 (cette crise financière extrême qui se produit l'année même de la publication de l'article de Mendès).

Dans « *La banque des règlements internationaux* », un ouvrage qu'il écrit à la même époque, Mendès évoque sa méfiance à l'égard de l'essor du capitalisme international. Les grands moyens d'action à l'échelle mondiale relèvent du domaine économique et financier et les cadres juridiques nationaux sont mal adaptés à les gérer et à les contrôler, il faut donc les renouveler en situant d'emblée les nouveaux organes à l'échelle internationale. Une banque des règlements internationaux devrait être l'instrument privilégié de cette nouvelle organisation des échanges. Mendès ex-

prime aussi, dès cette époque, la nécessité de réfléchir à une Europe économique nouvelle, rationalisée, organisée, capable de faire contrepoids à cette force montante du capitalisme international.

Le premier gouvernement de Léon Blum (1936)

Dans son premier gouvernement du Front Populaire, en 1936, Léon Blum donne une priorité à la défense de la valeur du franc et à l'équilibre budgétaire – dans la même logique que celle, naguère, de Poincaré : le respect du diktat sur l'économie de la référence à l'étalon-or – et cette attitude ne saurait évidemment avoir l'agrément de Mendès ! Lui aurait souhaité une dévaluation rapide, permettant une relance de l'économie, ainsi qu'une réforme complète d'un système fiscal d'une extrême lourdeur et d'une grande injustice sociale. Il plaide pour l'investissement, pour le plein-emploi, pour le développement des exportations, en un mot pour la priorité de l'économique sur le monétaire. Blum sera finalement contraint de dévaluer, en septembre 36, donnant ainsi mais tardivement raison à Mendès, qui acceptera dès lors de siéger dans son second gouvernement, à partir de 1938.

Les deux gouvernements du général de Gaulle

Faisons un saut dans le temps. En novembre 1943, PMF est appelé par de Gaulle en tant que Commissaire aux finances du gouvernement de la France Libre à Alger. Il



D. R.

Avec de Gaulle en octobre 1944

prépare un plan de relance de l'économie nationale à la Libération, pour un pays évidemment très affaibli. Ses principes : pas de rétablissement du libéralisme économique, un blocage temporaire des salaires et des prix, la mise en place d'une planification d'ensemble préparée par une autorité économique centrale, le Bureau du Plan, la nationalisation d'une série d'entreprises d'intérêt collectif majeur – toutes mesures destinées à garantir le redémarrage de l'économie tout en accroissant la justice sociale. Il faudra aussi faire face à une pléthore des réserves financières et notamment à une accumulation des réserves fiduciaires de ceux des Français qui ont largement profité du marché noir. Mendès envisage à cette fin un blocage des comptes bancaires, un échange des billets de banque, des mesures fiscales sévères. Il sera ainsi conduit, on le sait, à s'opposer à René Pleven qui propose, lui, un emprunt et une hausse massive des salaires (et des prix) –, une politique qui revient, une fois encore, à tout miser sur la monnaie au lieu, dans un premier temps, de l'amputer pour lui redonner une authentique valeur par la voie économique. De Gaulle trouve l'option radicale de Mendès courageuse, il le lui dit, mais il estime qu'elle ne peut recueillir un consensus dans un pays qui aspire à autre chose que la rigueur après les épreuves qu'il a subies. Il tranche en faveur de Pleven et Mendès démissionne en février 1944.

De Gaulle le rappelle toutefois, en tant que ministre de l'Économie, dans son second gouvernement provisoire. Il occupera ce poste de

septembre 1944 à avril 1945, mais sera à nouveau contraint de démissionner à cette date, et toujours pour les mêmes raisons : les réticences du Général à accepter le plan de sauvetage de l'économie que Mendès s'obstine à vouloir mettre en place et l'arbitrage en faveur de René Pleven.

La reconstruction du système monétaire international

En juin 1944, Pierre Mendès France avait pris part, au nom de la France Libre, à la fameuse conférence de Bretton-Woods. Deux plans alternatifs y avaient été présentés. Le premier, élaboré par Keynes, proposait l'établissement d'une monnaie internationale émise par une banque mondiale à créer ; le second, lui aussi d'origine britannique mais conçu par un banquier, White, suggérait l'adossement du système international à une monnaie nationale de référence – entendez le dollar bien sûr ! – et la création d'une banque mondiale d'investissement ayant deux missions : financer le développement des pays à reconstruire et gérer le stock mondial d'or. Ce second plan épousait parfaitement le point de vue américain : il érigeait *de facto* le dollar en monnaie de compte unique. Malgré les vives réserves de PMF, les accords de Bretton-Woods furent signés dans cet esprit en juillet 1944 et deux organismes créés dans la foulée, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Après sa démission, en 1947, de Gaulle renverra PMF aux

Nations-unies, où il représentera à nouveau la France dans les négociations sur la mise en place du nouveau système monétaire international et où il siègera, jusqu'en 1951, au sein du Conseil économique et social, y défendant non seulement

les intérêts de notre pays mais aussi ceux de l'Europe civile (économique et douanière) dont il souhaitait ardemment la mise en place, alors qu'on connaît ses réserves sur l'Europe militaire (la Communauté européenne de défense ou CED).

G.W. : Merci, Robert Cros, d'avoir brossé pour nous cette fresque des actions économiques de Mendès avant qu'il n'accède à la présidence du Conseil. Ce qui frappe en vous entendant est l'extrême cohérence de sa pensée, qui prend corps dès ses tout premiers travaux. Et ce qui n'est pas moins impressionnant est que les problèmes qu'il pose sont aujourd'hui d'une parfaite actualité. Avec l'orateur suivant nous allons avoir un nouvel exemple de ce que j'appellerais volontiers la méthodologie mendésienne d'approche des problèmes politiques : des engagements formels précis, une programmation explicite des divers temps de l'action à venir, des comptes rendus périodiques publics



Avec Churchill à Chartwell en 1954

D. R.



D. R.

Avec Georges Boris, secrétaire d'état au Trésor sous le gouvernement Blum en 1938

Élise Marienstras est professeur émérite à l'Université de Paris VII et membre du Conseil d'administration du Cercle Gaston-Crémieux

de la progression du processus évolutif engagé – toutes composantes constituant la base d'un authentique *contrat* entre l'homme politique (ou l'assemblée politique) et les électeurs.

Élise Marienstras : J'ai en effet l'honneur et le grand plaisir d'accueillir maintenant Stéphane Hessel, qui fut un proche collaborateur de Pierre Mendès France (il était, avec Georges Boris, membre de son Cabinet). Ambassadeur de France, Stéphane Hessel est aussi un infatigable défenseur des sans-papiers, des sans-abri, des causes difficiles, d'une paix juste et durable au Proche-Orient entre les deux peuples qui aujourd'hui s'y affrontent durement. Ancien résistant, ancien déporté, c'est un humaniste d'une inlassable générosité et, ce qui ne gêne rien, d'une exceptionnelle civilité.

Juste un mot personnel toutefois, si vous le permettez, avant de passer la parole à notre intervenant, à propos de l'homme qu'aujourd'hui nous célébrons et qui, pour moi, d'une certaine façon n'a pas vraiment disparu, tant sa pensée et son exemple

Stéphane Hessel est Ambassadeur de France

nous inspirent encore, tant il reste vivant dans notre souvenir. Pour moi – et sans doute beaucoup d'autres – ce souvenir, c'est d'abord celui du verre de lait dans les écoles ; puis celui de sa façon magistrale de mettre fin à la guerre d'Indochine ; celui de la décolonisation pacifique de la Tunisie (qui devait nous entraîner, mon mari et moi, à passer quatre ans dans ce pays!)... Je me souviens aussi de sa proposition de refonte des systèmes d'échanges internationaux sur la base du prix des matières premières. Je me souviens encore de 1968 et du stade Charlety, où nous attendions, assis par terre, qu'il prenne la parole. En fait, ce jour-là, il s'est tu : il était présent avant tout pour cautionner ce mouvement, pour lui conférer sa pleine légitimité. Mendès était homme d'État et non homme de pouvoir, contrairement sans doute à de Gaulle, qui était les deux à la fois. Je voudrais enfin rappeler son action déterminée et très engagée en faveur de la paix au Proche-Orient, les contacts essentiels qu'il a noués entre Palestiniens et Israéliens en liaison, notamment, avec Nahum Goldman. J'ai eu un jour le privilège et le bonheur de le rencontrer chez ce dernier à l'occasion d'un déjeuner où il s'est montré, bien que déjà très malade (c'était peu de temps avant sa mort), brillantissime. Je suis heureuse et émue de pouvoir partager aujourd'hui ce souvenir personnel avec vous.

Stéphane Hessel : J'ai grand plaisir moi aussi de me trouver auprès d'Élise Marienstras pour laquelle j'éprouve non seulement de l'admiration mais aussi de l'affection tant sa parole est toujours

proche de ce qui nous touche et ce qu'elle vient de dire en est une parfaite illustration. Le côté très personnel de nos relations, aux uns et aux autres, avec cette figure d'exception que représente pour nous Pierre Mendès France, rend cette journée particulièrement précieuse pour chacun d'entre nous. Je donnerai pour ma part, à partir de mes propres souvenirs, quelques coups de projecteur sur son action si riche et si diversifiée⁴.

Ce que vient de nous dire Robert Cros est particulièrement important. Je le résumerai pour ma part d'un mot : *éthique*. Le rapport de Mendès à l'économie et aux finances se fonde sur une conception éthique de la politique et de la société. C'est moins l'appartenance formelle à la gauche ou à la droite (au sens un peu plat que lui donne quelquefois la politique – encore qu'il faille être de gauche, cela ne fait pas question !) qui compte à ses yeux que le sens de la justice : il faut s'efforcer d'être, à tout moment, le plus juste possible. Et c'est exactement la même chose en ce qui concerne le domaine spécifique dont on m'a demandé de parler : la politique étrangère, un domaine où, là encore, il s'agit pour lui de faire reconnaître et de rendre opérationnelles un certain nombre de valeurs.

J'ai eu le privilège de côtoyer Pierre Mendès France une première fois à Londres (nous étions tous deux dans l'aviation), je l'ai retrouvé

⁴ L'exposé liminaire de Stéphane Hessel est reproduit ici complété par les réponses qu'il a faites à divers intervenants : Henri Biélasiak, Sophie Janicic, Georges Wajs et Pierre Zémor notamment.

après la guerre, avec toujours auprès de lui ce si précieux conseiller que fut Georges Boris. Ce qui a marqué son passage dans la vie internationale, après la guerre, et notamment au cours de son séjour de quatre ans au Conseil économique et social des Nations-unies, est, précisément, que sa volonté d'y représenter pleinement notre pays était indissociable de celle d'y défendre certaines valeurs – des valeurs d'éthique et de justice internationale – ou encore les Droits de l'Homme à l'échelle planétaire, dans le droit-fil de la pensée d'un René Cassin.

À l'époque, le Conseil économique et social était un organe majeur des Nations-unies. Pierre Mendès France y était à l'écoute des pays en développement et, tout particulièrement, des pays latino-américains. Comment des pays qui ne sont initialement que producteurs de matières premières peuvent-ils se développer ? A la condition, précisément, que cette contribution spécifique soit prise en compte à sa juste valeur. La question des *termes de l'échange* est sans conteste au cœur du fonctionnement d'une économie globale plus ou moins juste. Or ces termes sont actuellement en faveur de ceux qui possèdent les richesses monnayables, ce qui crée des déséquilibres graves. Le message de Mendès France est en l'occurrence très clair : il ne s'agit aucunement de pratiquer je ne sais quelle espèce de charité, de transfert généreux des possédants vers les autres, mais bien de favoriser l'établissement de nouveaux équilibres, et d'abord entre le Nord et le Sud. Quelle tristesse que

nous n'ayons pas pu aboutir dès la fin de la guerre à la création d'une authentique organisation mondiale du commerce qui fonctionne selon ces principes ! Le trop grand décalage entre l'économie soviétique et l'économie occidentale ne l'avait pas permis. Pour PMF, il aurait pourtant été essentiel de parvenir à des réalisations de cette nature et son départ du Conseil économique et social est lié à la conscience qu'il avait de l'impossibilité d'y parvenir présentement dans des conditions satisfaisantes. Sans doute faudra-t-il attendre encore quelques années et la pleine émergence de pays comme le Brésil pour en arriver là.

Une recherche permanente de justes équilibres

Je voudrais insister non seulement sur le sens de la justice de Mendès, que les exemples qui précèdent illustrent parfaitement, mais aussi sur sa quête permanente et généralisée d'*équilibres* permettant d'avancer vers la solution de problèmes à première vue insolubles.

Lors de sa fantastique phase indochinoise (je ne l'évoque que brièvement, tant elle est connue), tout au long de ce mois crucial, il a refusé de céder aux pressions américaines ; il a su ne pas méconnaître l'importance énorme de la Chine Populaire et c'est avec Chou-En-Lai qu'il a véritablement commencé la négociation ; il a défendu la place de l'Union Soviétique

dans le processus et s'est ainsi acquis le soutien de Molotov. Et c'est grâce à tout cela qu'il a pu en fin de compte aboutir, si brillamment, dans les délais qu'il s'était lui-même fixés.

Autre exemple : Mendès avait parfaitement compris que le projet de Communauté européenne de Défense, tel que le texte le proposait, n'était pas compatible avec le maintien d'un dialogue avec les Russes et avec la signature, à venir, du traité de Vienne (qu'il appartiendra à Edgar Faure, le successeur de Mendès à la présidence du Conseil, de parapher). Il savait qu'il fallait garder à la fois le contact avec Molotov et avec Dulles et donc trouver un schéma acceptable par l'un et l'autre, mais aussi par le Parlement français. Il fallait, légèrement mais impérativement, modifier son équilibre pour parvenir à un accord. En l'occurrence Mendès ne fut pas compris ou suivi par le Belge Spaak (qui fit preuve d'une extrême rigidité)... et le projet fut rejeté !



Stéphane Hessel

Photo Ph. Lazar



La nécessité impérieuse de décoloniser

La conviction de Mendès était que, à l'image de ce que le Royaume Uni avait fait au sujet de l'Inde et du Pakistan et compte tenu de l'expérience douloureuse de l'Indochine, il fallait s'engager

sans plus tarder dans un processus de décolonisation. Il voyait toutefois celui-ci comme une opération à long terme, menée de façon progressive au cours de plusieurs années. C'était notamment sa vision pour la Tunisie, pour laquelle il voulait marquer un « grand coup » – un peu comme il l'avait fait pour l'Indochine

en mettant la pression sur l'interlocuteur... D'où le recours au maréchal Juin. « Si j'arrive à le convaincre, la partie sera gagnée », s'était dit Mendès. Et il a su le convaincre de l'accompagner ! Cette présence a été évidemment décisive pour ce formidable coup de poker qui nous a évité une guerre.

« Faire la paix est plus difficile que faire la guerre » Pierre Mendès France

C'est toujours après un temps où les divergences les plus profondes s'expriment le plus violemment, avec les passions, les haines, les colères, que les éléments conscients des parties en cause s'aperçoivent que la paix est finalement dans l'intérêt de tous. Mais faire la paix, c'est beaucoup plus difficile que faire la guerre. En guerre, les gouvernements, les partis, les responsables défendent, dans l'engrenage d'un conflit où il faut durcir les peuples et leurs combattants, des valeurs qui émeuvent la sensibilité, le patriotisme et entraînent une forte adhésion. La paix – sauf victoire totale de l'un des camps et anéantissement de l'autre – implique des concessions et le renoncement à une partie des objectifs dont on avait d'abord flatté l'opinion populaire. Faire la paix demande un courage politique plus difficile à acquérir et à pratiquer que le courage militaire au combat. Et dans les deux camps, reconnaissons-le, le courage politique a longtemps fait défaut.

À l'heure où le cessez-le-feu est signé, où les négociations se poursuivent, je persiste à juger seule valable une paix durable que les peuples en cause régleront eux-mêmes. Les accords négociés à l'extérieur, et finalement plus ou moins imposés, ceux qu'en termes apologétiques les gouvernements présentent aux peuples concernés en leur faisant comprendre que « l'on n'a pu les refuser », des accords de ce type risquent de ne pas déboucher sur un règlement véritable, les concessions agréées n'étant pas le produit de la volonté et du choix de chacun mais l'effet de pressions extérieures. Chacun rêve alors de son côté de se libérer de clauses qui furent imposées, il pense que le camp adverse, lui aussi, n'accepte qu'une carte forcée, il le soupçonne d'arrière-pensées, de plans et de projets de revanche violentes, visant à remettre en question une paix inauthentique dont tout le monde appréhende la fragilité. Et, dans certains milieux, on se tient prêt à prendre les devants [...].

De multiples problèmes vitaux se posent dans les deux camps, le problème palestinien est l'un de ceux-là : crucial pour Israël, qui est directement en cause, les courants extrémistes des organisations palestiniennes ayant longtemps réclamé sa destruction en soutenant les slogans de sa non-existence ; embarrassant pour les États arabes constitués, face à l'éventuelle formation d'un État nouveau qui naîtrait aux dépens de l'un d'entre eux, se développerait et se renforcerait ensuite de son dynamisme même et dont les visées et l'idéologie seraient, pour son environnement, un thème de préoccupation et une source d'interrogation [...].

La création d'un État palestinien, stricte application des droits de l'homme les plus certains, requiert l'acceptation de certains risques qui résultent de l'existence d'un centre d'agitation, de tendances multiples, dont il est permis d'espérer qu'ils s'apaiseront progressivement avec le temps. C'est, momentanément, matière à de graves préoccupations. Il n'en demeure pas moins que, si les Palestiniens ont vocation d'être libres et indépendants s'ils le veulent, ils ont le droit s'ils le veulent d'avoir leur propre patrie. Dans la même mesure, cette vocation et ce droit ne sauraient être mis en question quand il s'agit des Israéliens. Voilà la seule position irrécusable [...].

Ce texte, lu par Benjamin Lazar, comédien, est extrait d'une intervention de Pierre Mendès France lors d'un colloque organisé à Paris par le mouvement Paix au Proche-Orient, le 25 février 1974, peu après l'accord de désengagement entre forces israéliennes et égyptiennes qui a suivi le cessez-le-feu ayant mis fin à la " guerre de Kippour " engagée par l'Égypte et la Syrie contre Israël en octobre 1973.

L'Allemagne

L'attitude de Pierre Mendès France vis-à-vis de l'Allemagne était fondée sur l'intelligence et non sur la passion. Il a très vite compris qu'il fallait surtout ne pas recommencer ce que l'on avait fait après 1918 ! Après la victoire, on avait rendu la tâche des Allemands très difficile et l'on était donc un peu (un peu seulement mais néanmoins un peu) responsable de la montée du fascisme dans ce pays. Il ne suivait pas du tout un M. Morgentau qui disait que « *les Allemands devaient désormais cultiver des pommes de terre et rien d'autre* » (!). Il a soutenu l'idée d'une réconciliation progressive avec eux. Progressive, pourquoi ? Parce qu'il fallait avant tout préserver l'avenir de la toute jeune Organisation des Nations Unies, où l'Union Soviétique et les pays de l'Est avaient toute leur place, et donc ne pas provoquer de rupture avec eux, notamment sur la difficile question du réarmement allemand (je vous renvoie à ce que je vous disais il y a un instant à propos de la CED). Mais Mendès a eu le courage de rendre la Sarre à l'Allemagne – n'oubliez pas qu'elle était alors formellement française alors même qu'évidemment allemande par son peuple ! C'était politiquement difficile mais ce qui primait à ses yeux était la justice, et il était juste de prendre cette décision.

Les Nations-unies, garantes des équilibres mondiaux

Pierre Mendès France a sans doute été l'homme d'État

français comprenant le mieux le rôle des Nations-unies dans le monde (même si c'est faire un mauvais procès à de Gaulle de l'accuser – à tort – de les avoir qualifiées de « machin »). J'ai eu le privilège de l'accompagner à New York lorsqu'il a fait le discours de la France devant l'Assemblée générale des Nations-unies. Il était à l'époque au sommet de sa gloire d'homme d'État, celui qui avait mis fin à la guerre d'Indochine – quel prestige ! Il avait aussi eu l'idée, à l'occasion de son passage au siège de l'organisation internationale, de s'adresser aux Français y travaillant (ce que personne n'avait songé à faire auparavant). Ce fut un chaleureux message. Chaleur ! Dans la diplomatie on peut être froid, et il y a des diplomates froids qui réussissent – pas beaucoup ! (*rires*). Et puis il y a des diplomates « chauds », parce que ce qui les motive n'est pas seulement la défense des intérêts immédiats de leurs pays mais le sentiment d'être responsables de valeurs intéressantes pour toutes les nations du monde. Mendès était incontestablement de ceux-là !

Le conflit israélo-palestinien

PMF s'était profondément réjoui de la création de l'État d'Israël, grâce – ne l'oublions pas trop vite ! – à la volonté des Nations-unies, mais il avait une conscience aiguë de la nécessité de donner une réponse éthique (je reviens une fois encore à ce mot clé de Mendès) au



Avec Begin, Nahum Goldmann et Sadate à Jerusalem en 1977

problème posé par la présence, sur cette même terre, des Palestiniens. *Éthiquement*, que fallait-il faire ? Protéger la sécurité des Juifs en Israël, mais aussi donner à ceux qui avaient été chassés de leur terre par la création de cet État une réelle possibilité d'avenir, conforme à la justice. Avec Goldmann, mais aussi des représentants des Palestiniens (comme Sartaoui et d'autres), il a consacré des journées et des journées à débattre et à échafauder des solutions permettant d'atteindre ce juste équilibre sans lequel aucune solution durable n'est sérieusement envisageable. S'il y a une chose qu'il a sûrement amèrement regrettée en nous quittant bien trop tôt, c'est que les solutions qu'il avait si précocement esquissées pour régler ce douloureux conflit – et qu'illustre parfaitement le texte qu'il avait écrit dès 1974 (voir ci-contre) – n'aient pas encore pu être mises en œuvre. ■



Charles Dobzynski

Ma vie comme mur

à Israël Eliraz

*Ni vif ni mort je suis un mur
entre deux terres
une bouche entre deux langues.*

*Non pas ce qui donne en partage
comme naître
mais ce qui sépare à jamais.*

*Pas une frontière
mais une digue pour entraver
le rapprochement de l'humain.*

*Le tsunami des regards
est un permanent péril
pour qui refuse de voir.*

*Un mur entre deux pays
comme un poignard
entre deux côtes.*

*Les murs ont toujours quelque chose
d'une prison
moi j'emprisonne l'horizon.*

*Je suis un mur et je souffre
ma condition de ciment
clôturer est mon châtement.*

*Je forge mètre après mètre
le verrou
qui interdit d'être à l'être.*

*Un mur entre deux pays
l'un myope et l'autre borgne
chacun d'eux vers l'autre lorgne.*

*La terre du mauvais côté
phagocytée
par l'imaginaire des colonies.*

*Les maisons que l'on abat
cela rassure
pour le festin du shabbat.*

*Des zones démembrées
on collecte les os
quand le corps disparaît.*

*La vie est seule voyante
dont le regard perce les pierres
sans comprendre.*

*Qui suis-je sauf un mur
qui porte en creux
des cris ?*

*Un mur qui se lamente
de devoir être
ce qu'il est.*

*Un mur qui n'a d'espoir
que sa propre
destruction.*

*Un mur où d'un côté
la vie est pleine
et de l'autre encore vide.*

*Un mur où d'un côté
on a la puissance
d'un État*

*Et de l'autre côté
la faiblesse
du dénuement.*

*Je suis un mur que même
la pluie évite
car elle a honte.*

*Un mur où le soleil
gratte en vain cherchant
sa mémoire.*

*Un mur qui n'a d'identité
d'un côté que la peur
et de l'autre la haine.*

*Un mur avec vue imprenable
sur le malheur en noir et blanc
de l'humanité.*

*Avec ce mur on m'a bâti
le Yad Vashem
d'un nouvel anéantissement.*

*Comment être juif quand un mur
vous coupe en deux
quand un mur vous prive d'histoire.*

*Quand un mur brise le lien
avec cet autre qui est vous-même
ou le deviendra*

*Car tout homme est le juif d'un autre
s'il refuse
d'être son mur d'aveuglement.*

*Les justes ne résident pas
dans un seul hémisphère
de la parole.*

*Il en est qui n'ont plus d'asile
ni de travail
que chez le maître.*

*Le mur est le sanglant paraphe
d'une guerre
dont on n'excuse aucun crime.*

*Ni les habitations rasées
ni les attentats
pour tant de vies brisées*

*Je suis un mur sans réponse
qui ne secrète que les larmes
de mon passé.*

*Le mur est victime
de ce qu'il croit empêcher
la mort ne désarme pas.*

*Le mur entre ceux qui tuent
n'a de sens et de destin
que d'être abattu.*

*Je suis un mur qui la nuit
pleure pour toutes les victimes
leur espoir évanoui.*

*Le mur ne sait rien il sue
sang et eau le souvenir
sa hauteur n'est pas une issue.*

*Le mur m'interdit d'être juif
à part entière
comme gardien d'un cimetière.*

*Sautez par-dessus mon mur
par-dessus mon rêve
qui est de mourir.*

*De mourir par euthanasie
pour vous d'un côté et de l'autre
de ma prison.*

Charles Dobzynski est bien connu des lecteurs de *Diasporiques*. Né à Varsovie en 1929, poète, romancier et critique, il est notamment l'auteur d'une anthologie de la poésie yiddish, *Le Miroir d'un peuple* (Gallimard). *Ma vie comme mur* a été publié en juillet 2005 dans le numéro 914-915 de la revue littéraire *Europe*. Ce poème est extrait d'un recueil inédit, *À revoir, la mémoire*, à paraître aux éditions PHI. Il est reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'auteur.

Shoah, de Claude Lanzmann, revisité

Michel Mesnil

« Shoah m'a joué un tour. Quelques heures après le choc violent causé par la reprise du film à la télé en janvier 2005, à l'occasion du soixantième anniversaire de la libération de (ce qu'il restait) des camps je commence un article et, comme cela arrive parfois, comme cela m'arrive souvent à moi en tout cas, un blocage intense et soudain (sans cause apparente, comme un cheval se cabre) m'empêche de continuer. Puis, de nouveau soudainement, en juillet 2005, le besoin d'écrire me reprend mais, comme j'ai égaré le premier papier interrompu, je ne puis simplement le prolonger et en rédige un autre qui part de cette perte. Un peu plus tard enfin, je remets par hasard la main sur ce qui aurait dû être une amorce et le fut peut-être, mais pas comme je l'avais pensé. Bref, vous lirez ci-après les deux textes. Je crois en effet que leur confrontation en dit un peu sur la nature particulière de ce film exceptionnel, parce qu'entre les deux essais d'écriture a stagné pour moi une mare d'oubli et que la matière de Shoah c'est l'oubli précisément, l'horreur de (et le sursaut contre) l'oubli. »

1. Achevé en 1985 voici vingt ans, commencé plus de dix ans auparavant par une enquête minutieuse auprès des rares survivants du génocide, *Shoah* a été repris par France 3 la nuit du 24 et la matinée du 25 janvier 2005, dans toute la majestueuse continuité de ses neuf heures de projection.

Admirable en tous points et de bout en bout, ce film unique et exemplaire n'a pas pris une ride (il va de soi : se situant en dehors de toute mode, il ne sera jamais démodé) et son auteur, qui le présentait avant diffusion en s'efforçant de gommer les banalités convenues de la speakerine, a raison de ne pas jouer au modeste et de dire que son chef-d'œuvre contient en quelque sorte tout le cinéma : enquête policière, tragédie absolue mais aussi amère comédie, documentaire lyrique, analyse psychologique serrée, immenses plans-séquences chargés d'émotion, longues plages mélancoliques, tout cela mais en plus un parfum poignant de *nevermore*, car les rescapés qui témoignent et les bourreaux traqués qui finissent par cracher le mor-

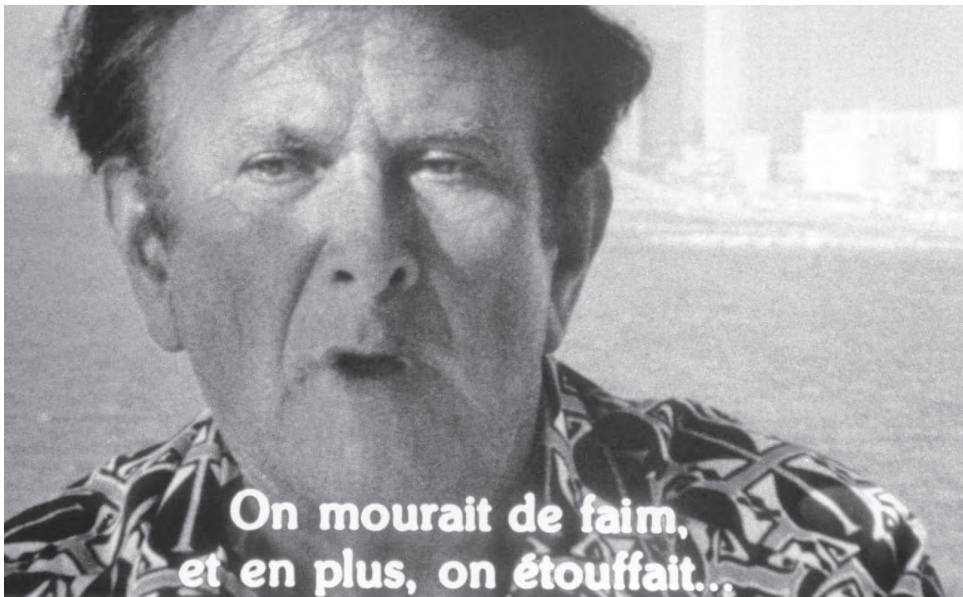
ceau sur la réalité concrète de leurs crimes individuels qui, tissés tous ensemble, constituent la solution finale, crime global et, bien que secret, largement collectif, tous ces vivants, victimes et crâpules mêlées pour l'évocation des morts, ont vieilli et souvent sont morts à leur tour mais existent sur l'écran pour longtemps et même, si les techniques futures de

conservation de leurs traces le permettent, pour l'éternité.

À la fois fluide et stable, agencé comme un récit à rebondissements et fiché dans la masse fluctuante de l'Histoire comme une île bordée de falaises s'enfonce dans la mer, ce film-fleuve est un monument, au sens plein du latin *monumentum*, appa-



Photo Cl. Lanzmann/Shoah



renté par sa racine à la fois à *moneo* (j'avertis) et à *memini* (je me souviens). Posé au milieu des savoirs labiles qui ne cessent de dériver vers l'oubli comme une butte-témoin, il oblige à s'arrêter, à penser non pas autour d'un événement mais *dedans*, en son centre, englué dans les fils divers du génocide qui, révélés un à un, doivent néanmoins toujours s'agencer en réseau inextricable et incompréhensible – au lieu qu'en général, accablé d'informations tous azimuts *sur* quelque fait monstrueux du passé, l'homme de la communication moderne est sommé de le comprendre et par là de l'évacuer, de s'en débarrasser à jamais.

On pourrait dire aussi que, contenant tout le cinéma, *Shoah* le dévalorise. Quelle séquence, en effet, pourra jamais atteindre la force et la violence de celle où un ancien coiffeur 'professionnel' d'Auschwitz, juif enrôlé dans le vestibule de la chambre à gaz même, raconte les jours où il coupait les cheveux des femmes, troupeau nu et tremblant de froid,

avant exécution, pas trop courts les cheveux, pour que l'industrie nazie puisse les transformer en toile, pas trop courts aussi afin d'éviter que les femmes, comprenant leur sort immédiatement scellé, ne deviennent incontrôlables pour leurs gardiens SS ? Mais, en réfléchissant mieux, on découvre que ce n'est qu'un certain cinéma que ce moment bouleversant jette à bas, celui des cinéastes qui ont cru pouvoir s'autoriser à transposer en fiction ce qui, de toute évidence, doit rester du domaine du cinéma-vérité.

C'est à dessein que j'emploie ce vieux syntagme, devenu obsolète et pour cause depuis que ses créateurs, les Ruspoli, Rouch, Perrault ont disparu (le grand Chris Marker, lui, Resnais à ses débuts n'ont jamais été de purs 'cinéastes directs'). Si l'on veut approfondir un peu les raisons qui font de *Shoah* d'abord une œuvre exemplairement honnête et probe, il faut passer en revue ses partis-pris techniques, c'est à dire indissociablement esthétiques et politiques, dont

le socle, comme toujours en art, est fait de convictions et de refus.

Le plus ostensible et immédiatement repérable de ces refus, c'est celui du document d'archive. (*ici, arrêt complet du véhicule*).

2. Il faut donc repartir à zéro, ou presque, non plus de l'émotion intense suscitée par cette nouvelle vision, aussi intense que la première, aussi violente l'émotion mais, bien des mois plus tard, de la définition qu'Edouard Herriot donnait de la culture : « C'est ce qui reste quand on a tout oublié ». J'ai tout oublié – ou presque – des images de *Shoah* (ou bien crois avoir oublié). Qu'est-ce qui me reste de *Shoah* quand j'en ai tout oublié ?

En fait, c'est un mot qui me revient d'abord, et qui n'est pas dans le film, ce mot peut-être volontairement choquant qu'a employé l'auteur pour évoquer son œuvre-fleuve, celui de *western*. Mot inattendu en tout cas puisqu'il s'applique à la fiction et au divertissement, malgré les racines vaguement historiques du genre, semi-fabuleuses en fait et mythologiques, alors que la matière de *Shoah* est toute d'Histoire, et d'Histoire en grande partie dissimulée, qu'il s'agit de forcer à venir au jour. Documentaire, donc, versus fiction, c'est ça ? Eh bien ! pas tout à fait.

Au risque de pousser le spectateur inattentif, ou bêtement sentimental, ou porté à croire qu'il n'est de cinéma qu'américain, à assimiler son film à cette indécente *Liste de Schindler* où Spielberg, non par perversité mais par sottise,

applique au drame humain des recettes conçues pour les dinosaures, Lanzmann a bien dit 'western' et comme il est trop avisé pour avoir lâché le mot à la légère...

Est-ce affaire de génie du lieu ? Le plus beau western, celui d'Anthony Mann par exemple, réduit l'action à de courts moments de paroxysme, si bien qu'une merveille comme *L'homme de la plaine* (*The Man from Laramie*, 1955) ne laisse dans l'esprit que le souvenir d'une interminable chevauchée, lente et mélancolique, à travers des territoires vides d'hommes et presque de mouvement. Ainsi va *Shoah*, en effet, à coups de panoramiques lents, très lents, parfois aussi hypnotisants que ceux de Duras, qui découvrent des paysages dépourvus de tout spectacle, des prairies humides, des bois, de l'espace avant le camp, autour du camp, de l'espace vide où il n'y a rien à voir. Et l'on pourrait se demander irrévérencieusement, comme le fait d'ailleurs plus ou moins le témoin juif revenu sur les lieux de son crime, le crime dont il a failli périr : si on ne savait pas, d'un savoir qui se situe *ipso facto* en dehors de l'écran, que cette herbe immaculée, que ces forêts innocentes, ont été le cadre d'une des plus grandes horreurs de tous les temps, éprouverait-on une émotion quelconque devant ces lieux anodins et lisses ?

La réponse spontanée pourrait bien être non, mais réfléchis, petit, attends un peu avant de conclure.

D'ailleurs, voici qu'arrivent les personnages. Deux sortes de personnages, d'abord les comparses, qui ont joué peti-

tement leur rôle petit dans la machine à broyer, ce brave conducteur de loco à bouffarde qui conduisait le train de la mort et qui se penche par sa portière, image rassurante, agreste, attendrissante (ah! les wagons de notre enfance, les escarilles dans les yeux, toute la rêverie du voyage !) d'un de ces *partners* du western, un peu bourrus, un peu paysans, carrément portés sur la gnôle, qui servent de faire-valoir au héros taciturne, Hopalong Cassidy, Randolph Scott, John Wayne et la même question revient, lancinante : s'ils n'avaient pas fait ce qu'ils ont fait, si ces joviales commères sur le pas de leur porte n'occupaient pas avec tant d'insouciance, et la légitimité paisible de l'ayant droit, d'anciennes belles demeures de la bourgeoisie juive, qu'elles ont vue passer dans la rue, chassée, dépossessionnée, entraînée vers une destinée qu'elles, ces commères ou leurs parents, connaissaient sans aucun doute, ces silhouettes si familières, souvent joyeuses et jacassantes, susciteraient-elles autant de stupeur, ou de dégoût ?

Et la réponse est non encore, en même temps que la référence au western se précise pourtant et en un sens tient la route, surtout maintenant que le héros est bien en place, ce bonhomme apparemment banal, au visage rond, tout étonné d'être là vivant, entouré de Polonais hilares qui jaillissent de l'église comme d'une ruche et papotent et disent « *la guerre, gross malheur* » ou à peu près, et d'une certaine façon l'accueillent, d'une autre le houspillent, lui qui n'est pas comme les autres, perdu en vieux gosse balourd au milieu d'une cour de récréation, ou comme

Gary Cooper parcourant sa ville en proscrit dans *High noon* de Zinneman (1952).

Et vraiment si nous ne savions pas que c'est lui le petit garçon épargné parce qu'il chantait juste et charmait la brute nazie de ses trilles quand tous deux descendaient la rivière en barque, il y a si longtemps, comment pourrions-nous nous intéresser à ce pauvre gars à la si bonne bouille, qui se déplace comme vous et moi et dont rien, dans l'aspect ou le comportement – sauf son étonnante attitude devant l'église, entre rire jaune et larmes – ne révèle qu'il est là, glissé d'entre les morts, pour venir leur jeter à tous à la face son désespoir intact, et leur honte ?

Le génie du lieu à lui seul, les comparses pittoresques à eux seuls, le héros pathétique à lui seul ne font pas la grandeur de *Stagecoach* (1939), mais au moins les Montagnes Rocheuses sont-elles plus imposantes que la cadre d'Oswiecim, les compagnons de diligence de John Wayne plus différenciés que la tourbe polonaise, le héros vengeur plus actif qu'un homme ordinaire revenu visiter une adolescence en forme de cauchemar. C'est que ces divers éléments ont été modelés au gré de John Ford en fonction d'une histoire qu'il tenait en main de bout en bout, tandis que Lanzmann travaillait sur des données brutes et brutales que la grande Histoire, cette horrible Méduse, lui avait imposées. On en revient donc au documentaire, à la force intrinsèque des faits, à l'abjecte réalité qu'il suffit apparemment de montrer telle quelle, en laissant au commentaire et aux témoi-



gnages enregistrés le soin de construire l'arrière-fond du paysage, des comparses, du héros et par là de conférer à chacun de ces éléments la profondeur qui les préserve enfin de la trivialité.

En effet, la culture cinématographique de Lanzmann comporte aussi, à n'en pas douter, les beaux films de Pierre Perrault, *Pour la suite du monde* ou *L'Acadie, L'Acadie* par exemple, dont la justesse de ton et l'évidente authenticité, quand il s'agit de dire le fleuve Saint-Laurent ou l'Île aux Coudres, reposent plus sur la bande-son, en particulier sur la fraîcheur des interviews, que sur le pouvoir séducteur de l'image, dont le poète canadien se méfiait, craignant toujours de tomber dans la mièvrerie américaine à la Disney, son repoussoir absolu – nous dirions à la Spielberg.

Qui pourrait nier que c'est la parole, dans *Shoah*, la froideur *matter of fact* du commentaire en voix-off, l'ahurissante ingénuité (la véritable férocité) des répliques des témoins passifs – ou secrètement approbateurs – de l'Holocauste qui don-

nent au film cette fulgurante virulence, révélatrice de l'humanité dans ses profondeurs, qui fait froid dans le dos ? Et l'on croit enfin être à cent lieues du western, ce parangon de la fiction efficace dans ce qu'elle eut peut-être, en son âge d'or, de plus pur, on le croit et on a tort.

Car ce qui fait de *Shoah* une œuvre d'art inoubliable, même quand on en a tout oublié, et de Lanzmann un cinéaste majeur n'a pas été abordé jusqu'ici. De la première à la dernière image, ce film-somme, qui se propose et tient la gageure de dire l'indicible, tire sa qualité paradoxale de suspense de ce que j'appellerai la Lutte avec le Démon, non pour rapprocher le travail de Lanzmann d'horizons métaphysiques dont il n'a que faire, mais dans le sens très singulier de combat contre les forces ténébreuses de l'oubli, qui tendent à empêcher par tout moyen la vérité de s'établir, ici la vérité historique, ailleurs, dans l'expressionnisme allemand qui porta un temps le cinéma au faîte de sa puissance, la vérité fictionnelle de *Mabuse le démon du crime* (Lang, 1922), ou de *Nosferatu, une Symphonie de*

l'horreur (Murnau, 1922). Bref, dans *Shoah* Lanzmann rivalise avec les plus grands et s'égalé à eux.

Certes, il n'a pas la partie facile car autant dans sa souveraineté absolue de créateur Lang peut guider ses acteurs Klein-Rogge ou Bernardt Goetzke exactement là où il veut qu'ils aillent, autant Lanzmann se heurte à la personne même, chair et mémoire, de faux comédiens qu'il faut seulement (mais ce 'seulement' est titanesque) amener à exsuder leur vérité, qui sera, dans le film une fois monté, une partie de LA vérité, pour autant du moins qu'on peut la donner à voir et à entendre.

Alors comment faire ? On ne peut se contenter de laisser parler le paysage, les personnages secondaires, les héros, les faits : telle serait la solution, honnête du reste, de la télévision (en son meilleur). Mais l'artiste ?

Faisons un détour par Kantor. Un homme de fiction ? Pas tout à fait, car lui aussi c'est bien la vérité qu'il vise, la sienne, celle de son histoire personnelle (si marquée par la *Shoah*), au lieu de la Vérité de l'Histoire, cible de Lanzmann, mais il importe peu, me semble-t-il. Kantor invente cette forme d'implication théâtrale extrême – née et morte avec lui sans doute – qu'il nomme « Théâtre de l'Émotion », ce qui l'oblige – il n'a pas trouvé d'autre méthode plus puissante de lutter avec les démons cherchant à oblitérer sa mémoire – à paraître lui-même sur la scène, dans un corps à corps épuisant et fascinant avec ces incarnations des profondeurs de son moi que sont ses comédiens



Photo Cl. Lanzmann/Shoah

guidés, corrigés, aimantés par lui, par sa présence, muette d'abord puis de plus en plus parlante dans les dernières pièces, comme *Je ne reviendrai jamais*.

La trouvaille géniale de *Shoah*, celle qui donne au film son statut d'œuvre d'art, c'est que le principal (et d'une certaine manière l'unique) personnage de ce « Cinéma de l'Émotion » est Lanzmann lui-même, soit physiquement (il est à l'image dans certaines interviews), soit virtuellement mais avec toute la force d'une présence absente (dans la séquence de l'église, il est clair que c'est cette présence hors cadre, se confondant avec l'œil de la caméra, qui hypnotise littéralement le rescapé en proie à l'incompréhension riieuse de la foule polonaise. C'est avec le cinéaste qu'il dialogue du regard et confesse toute l'incongruité de sa situation fautive, sa gêne, son envie rentrée de foutre le camp, pour Lanzmann qu'il laisse voir une espèce d'indulgence triste devant ces fils, neveux et cousins de salopards, restés (au fond) aussi viscéralement et chrétiennement antisémites que leurs pères et mères. Ce dialogue frontal et caché, par-delà l'interlocuteur invisible, nous atteint alors de plein fouet et nous atterre.

Mais la lutte avec le Démon a ceci de sublime qu'elle organise un conflit permanent entre tout ce qui empêche la vérité de surgir et la puissance quasi orgiaque du cinéaste qui s'escrime à la faire exister envers et contre tout, envers et contre tous, bourreaux et victimes (dont le pacte tacite, des années après, est de faire le vide

dans l'armoire aux monstres et d'oublier le passé pour arriver à survivre).

À cet égard, les prodigieuses séquences du criminel nazi qui observait de l'extérieur la chambre à gaz (comme il est aujourd'hui de l'extérieur observé à son insu) et se remémore dans le détail ce qu'il a vu, en particulier l'incontinence des mourants, qui lui rappelle celle de sa propre mère âgée, et les séquences effrayantes du coiffeur d'Auschwitz, luttant contre les larmes pour arriver à dire la vérité de ce salon *ante mortem* où les femmes dont on coupait les cheveux devaient être rassurées, sont parallèles. Dans les unes comme dans les autres, présent à l'image ou dirigeant l'espace scénique par le simple jeu de la voix, le cinéaste transforme les données brutes de l'interview en un combat terrifiant, révoltant parfois, car dire la vérité, pour la victime singulièrement, constitue une agression à la limite du soutenable.

Ainsi va le film, avec son protagoniste tantôt visible, tantôt caché, omniprésent, tenant sur ses larges épaules, avec l'impolitesse du désespoir et la volonté de dire, quoi qu'il en coûte, les fils d'une véritable intrigue dont il force les marionnettes à danser.

Tout est machiné dans *Shoah*, et d'abord l'affrontement permanent dont, hagarde et blême, l'impossible Vérité finit par émerger. Tout : et ces personnages qui ont l'air de ne faire rien d'autre que



Photo Cl. Lanzmann/Shoah

ressasser leur ignominie ou leur malheur ; et ce lieu scénique qui, loin d'être quelconque, se change, par la vertu du tournage, puis du montage, en aire digne de Kantor en effet, ou de Sophocle ; et ces héros, misérables ou grandioses, que l'art a contraints à rentrer dans une peau qu'ils avaient tout fait pour quitter.

Oui, c'est un western si on veut – et on sait que cette forme cinématographique est ce que le 7^e Art a produit de plus proche de la tragédie antique –, qui ne tient debout que grâce à une maîtrise totale et totalitaire de l'objet en toutes ses dimensions, temporelles et spatiales, psychologiques et dramatiques. Or la maîtrise absolue est tributaire de la puissance créatrice (d'écrire, de composer, de peindre, de tourner, c'est tout un), même si cette Volonté de Puissance, terrible mais sublimée, met en branle non des êtres d'imagination mais les soldats perdus d'une cause ignoble et ceux que, malgré tout, ils n'ont pas réussi à vaincre. ■



Souvenirs du Hilton de Taba Harry Carasso

Depuis les Hyksos, les Égyptiens ont connu une quinzaine d'invasions étrangères, aux fortunes diverses.

Les Hittites, les Assyriens et les Perses prenaient tout et ne donnaient rien. Les Grecs leur ont laissé le Phare et la Bibliothèque d'Alexandrie (qui vient d'être reconstruite). Les Romains ont apporté leur administration, mais Byzance s'est montrée ingrate, Justinien allant jusqu'à mutiler le temple de Philae. Les Arabes ont arabisé, les Turcs ont taillé ou fait des corvées à merci et les Mamelouks ont fourni les tombeaux de la Cité des Morts. J'ai oublié le nom de celui qui a tiré au canon sur le Sphinx. Les vraies aubaines commencent avec Champollion, qui ouvrit le passé en décryptant les hiéroglyphes. Ferdinand de Lesseps creusa le canal de Suez, mais les Anglais se sont approprié le gâteau, en donnant en échange le premier barrage d'Assouan et en découvrant

le trésor de Toutankamon. Les Russes ont construit un second barrage, grand comme quarante Pyramides de Khéops, en échange du coton, jusqu'à ce que Sadate y mette le holà. Ils devaient se contenter du vin, produit en faible quantité dans le Nord de l'Égypte et revendu très cher aux touristes.

Les Israéliens furent les vrais tontons régaleurs, en prouvant que le Sinaï avait non seulement du pétrole mais aussi des plages sublimes, qui allaient ajouter la manne de la bronzette et de la plongée à celle des croisières sur le Nil. Cependant, ils se contentèrent de planter un hôtel miteux à Charm El Cheikh et un village à Nueiba (Neviot), où des Américaines affriolantes m'ont fait découvrir la chaleur du sable du Sinaï tandis que des *moshavniks* me nourrissaient avec les produits qu'ils faisaient jaillir du même sable. C'est l'hôtel Sonesta, qu'ils construisirent dans l'enclave de Taba, qui devait faire la renommée du Sinaï. Il fut finalement rendu à l'Égypte en 1989, pour 38 millions de dollars et le droit pour les Israéliens – peu utilisé au début – de passer des vacances sans visa dans la bande côtière de la péninsule. Dotée de richesses par les dieux plus qu'aucun autre État arabe (Nil, pétrole, coton, droits de passage par Suez, vin, mandats des travailleurs émigrés, tourisme et j'en passe), l'Égypte s'est vite rendu compte de ses atouts sur la mer Rouge.

J'ai découvert Taba et son hôtel repris par Hilton en février 1992. La nuit était déjà tombée sur Eilat lorsque l'hôtesse nous a fait découvrir le panorama étincelant des quatre pays qui se regardent de travers au bout du golfe d'Akaba (Égypte, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite). L'hôtel projetait ses dix étages sur un environnement irréel, dont un Moïse oublié au sommet d'une colline toute proche. Clientèle très mitigée : familles égyptiennes, hommes d'affaires arabes, touristes occidentaux, peu d'Israéliens. Sa plage n'était pas la meilleure du Sinaï, mais à proximité, petite merveille naturelle avec un « fjord » limpide comme autour d'un atoll et une minuscule île attribuée à Saladin par les Égyptiens et au « Pharaon » par les Jordaniens, qu'on pouvait visiter aussi depuis Akaba. Les Israéliens l'appellent « Île du Corail ». Grand amateur d'archéologie, le directeur de l'hôtel m'apprit que l'île, territoire militaire abritant les ruines d'un superbe château médiéval, était l'objet de l'un des articles les plus épineux des accords de Taba de 1989, qui en faisaient une sorte de cul-de-sac : ses rares visiteurs étaient obligés de revenir au point de départ, par le même bateau. Il était conscient de l'avenir réservé par toutes les richesses de la région et il espérait que la frontière d'Akaba allait s'ouvrir bientôt, du moins pour les touristes étrangers.



D. R.

Hôtel Hilton, Taba

Je devais revenir au « Taba Hilton » en 1995. La frontière entre Akaba et Eilat venait de s'ouvrir. La situation avait bien changé : il y avait davantage de monde, et surtout des Israéliens, attirés par le tout nouveau casino. Le nouveau directeur, un Hollandais, me reçut très aimablement pour m'exposer des projets... pharaoniques ! Il comptait organiser des spectacles son et lumière dans le château de l'Île de Corail, et espérait affréter des charters Europe-Taba ! Dans un article, j'écrivis

alors : « *En attendant, la route de la Paix est née ; elle sera ce que les trois sorcières penchées sur sa naissance voudront qu'elle soit : une Riviera du Proche-Orient ou la pérennité de formalités destinées à vous limiter à une seule destination par voyage* ».

L'attentat tragique du 6 octobre 2004 rend hélas très aléatoires les perspectives ainsi effleurées. Mais les images des Israéliens et des Égyptiens œuvrant ensemble dans les ruines du Taba Hilton me redonnent un espoir aban-

donné en 1997, après un débat où l'ambassadeur d'Égypte à Paris avait répondu à une question regrettant que les relations entre son pays et Israël fussent si froides : « Nous avons signé un traité de paix, pas un pacte d'amitié ». Aux dernières nouvelles, Israël a signé de nouveaux accords commerciaux avec l'Égypte, et les ambassadeurs respectifs ont repris leur poste. *Last but not least*, Sharon et Abu Mazen se sont serré la main à Charm-el-Cheikh. ■

Harry Carasso

Dieu n'aime pas le sionisme... suite.

C'est avec un certain étonnement que j'ai découvert dans le dernier numéro de Diasporiques, sous la plume de Jacques Aron, l'article « Dieu n'aime pas le sionisme ». Si cet article a le mérite de faire découvrir aux lectrices et lecteurs de Diasporiques les juifs ultra-religieux qui refusent de reconnaître l'existence de l'État d'Israël, il passe en effet regrettamment sous silence certaines dérives de Yakov Rabkin, qui y est simplement décrit « comme une personnalité iconoclaste à connaître ».

En tant que diasporiste, je ne suis pas contre le sionisme, j'estime que, depuis mai 1948, le sionisme a atteint son but en créant un État juif en Palestine et que ça n'est pour autant que ce pays est la centralité de l'identité juive mondiale. Mais, à partir de là, je trouve que le discours antisioniste est simplement stérile quand il ne tombe pas dans de dangereux travers. Or Rabkin, anti-sioniste canadien, a fait partie du comité de soutien à la liste « Euro-Palestine » en Île de France pour les élections européennes de juin 2004. Cette liste avait pour animateur principal « l'humoriste » Dieudonné, dont le discours à l'égard d'Israël et des Juifs n'est que blagues outrancières et amalgames haineux. Yakov Rabkin, et malheureusement de nombreux juifs religieux anti-israéliens, sont les alibis de la haine antijuive planétaire entretenue par les mouvements islamistes : ils étaient exhibés en septembre 2000 comme « caution juive » lors de la conférence de l'ONU de Durban sur le racisme qui se transforma rapidement en tribune antisémite (on se souvient du slogan « One Jew, one bullet »), on les retrouve aux côtés du Hezbollah pour manifester à la frontière israélo-libanaise...

L'enfer est pavé de bonnes intentions. Je me sens plus proche d'un Juif laïque israélien que d'un hurluberlu d'homme en noir qui, en attendant l'arrivée du Messie, se satisfait de la compagnie d'islamistes.

Samuel Ghiles-Meilhac

Brève

« L'État veut mettre l'Aide Médicale d'État en miettes au risque de perdre son âme »

Georges Yoram Federmann, fidèle lecteur de *Diasporiques* et par ailleurs médecin psychiatre, vient de diffuser un communiqué portant ce titre, rédigé avec une militante du MRAP, Véronique Dutriez, au sujet des intentions prêtées au Ministre de l'Intérieur de mettre fin à l'A.M.E. (Aide Médicale d'État). Les « *bénéficiaires de l'A.M.E., loin d'être des profiteurs d'avantages sociaux et économiques cherchant à nous envahir et à menacer notre équilibre politique, sont nos concitoyens de résidence qui ont rarement fait le choix de l'exil [...]. Nous invitons tous nos concitoyens à s'interroger sur le sens profond du mot solidarité et sur les moyens financiers que les collectivités publiques sont prêtes à mettre au service de cet idéal républicain* ».

Le texte complet de ce communiqué est disponible auprès de Georges Federmann, 5, rue du Haut Barr, 67000 Strasbourg ; mél : federmann.dutriez@wanadoo.fr



Revue des revues

Rubrique animée par Georges Wajs



Commentaire n°110, été 2005,
Pierre Hassner, *La revanche des passions.*

Quel est le rôle des passions dans les relations internationales ? Après un siècle de violences, du fascisme à la Shoah, du « communisme » au goulag, on assiste à de nouvelles formes de violences : terrorisme, épuration ethnique, fanatismes religieux. Pour comprendre ces phénomènes et l'impuissance relative des idées universalistes, du droit, des intérêts matériels parfois convergents face à eux, il est indispensable de s'intéresser à la dimension affective de la vie sociale et politique, et ce d'autant plus que l'on assiste à une « globalisation des émotions » par le biais des nouvelles technologies.

Hassner emprunte à Thucydide et Hobbes sa classification des passions : la peur, l'avidité et l'honneur. Recherche de la sécurité, des biens matériels et de la reconnaissance sont les conséquences de ces passions éternelles et contemporaines.

Parmi les passions « composites », Hassner insiste sur l'humiliation et le ressentiment, formes modernes de la lutte du Maître et de l'esclave. Nous assistons, nous dit-il, à un affrontement entre un ethos du calcul rationnel et un ethos de la fierté, de l'honneur et de vertus martiales guerrières. En d'autres termes, la lutte d'un peuple de héros contre un peuple de marchands.

Comment l'Occident ainsi mis en cause peut-il réagir à ces défis ? Il n'y a pas de solution toute faite. Il y a des pièges à éviter : la barbarisation de l'Occident, se traduisant par l'abandon d'un certain nombre de ses valeurs démocratiques et le retour de pulsions refoulées, la non-prise en compte de ces passions fondamentales que sont la fierté, la honte et l'humiliation qui ne peuvent pas être vaincues simplement par l'espoir de la prospérité.

Reconnaître ses propres passions est la condition de la reconnaissance de l'autre. Il faut alors apprendre à gérer ces passions collectives. Cette gestion nécessite des institutions

nationales ou transnationales qui non seulement ne soient pas en crise mais qui puissent aussi susciter des passions, celles-là positives.

En publiant cette analyse riche, cultivée, informée de P. Hassner, la revue *Commentaire* joue son rôle de « think tank », de réservoir de pensée, indispensable en cette phase historique grosse de tous les dangers. ■

Régine Dhoquois-Cohen

Esprit, juillet 2005, *L'invention du sous-emploi*

Ce texte relate un entretien de Jacques Donzelot avec Robert Castel, spécialiste des questions sociales et de l'emploi. Leur point de départ est le fait que, 10% de la population active étant au chômage, la précarité de l'emploi est devenue chronique. Robert Castel constate aussi, tout en soulignant leurs différences quant à leur nature politique, que les mesures proposées tant par Lionel Jospin que par Jacques Chirac conduisent à des résultats peu différents. Nous assistons à l'instauration d'une phase de sous-emploi permanent accompagnée d'une volonté de culpabilisation envers ceux qui ne travaillent pas.

Pour Robert Castel, les difficultés du « modèle social français » trouvent leur origine dans les limites propres du modèle corporatiste instauré par le capitalisme industriel tant en France qu'en Allemagne. Il compare cette situation au modèle scandinave, danois en particulier, appuyé sur la citoyenneté et non sur l'appartenance à la « condition salariale ». Pour lui, la flexibilité doit être adossée à des droits. Pour pouvoir jouer le jeu de la concurrence, être adaptable et performant, il faut disposer de ressources, être accompagné et formé pour apprendre à changer. Autrement, l'injonction d'être un individu responsable peut être complètement destructrice. Elle rend l'individu coupable de son échec, alors qu'il n'avait pas les moyens de ne pas échouer.

Ceci rejoint l'idée qui commence à émerger de sécurité sociale professionnelle (cf. Alain



Supiot) reprise même par la voix du secrétaire général de la CGT Bernard Thibault. ■

Georges Wajsb

Le débat, n°135, mai-août 2005, *Comment enseigner le français ?*

La mise en place des derniers programmes de français a suscité de nombreuses polémiques, accusés qu'ils ont été d'entraîner la mort de la littérature. *Le Débat* tente de faire le point en examinant la philosophie de ces programmes, en demandant à quelques « grands lecteurs » non spécialistes de l'enseignement secondaire, tels que Jean d'Ormesson, Bernard Pivot ou Marc Fumarioli, de livrer leurs réactions devant les nouveaux manuels, puis, dans une dernière partie – la plus intéressante – en donnant la parole à des enseignants comme Christine Bénévent qui veut réagir contre un certain nombre de litanies désespérantes.

Face à la langue perçue comme instrument de discrimination, et à la littérature, décrite comme reflet d'une culture propre aux élites, elle réfléchit au comment démentir le sentiment d'impuissance. Christine Bénévent rejoint les analyses d'Alain Bentolila sur l'illettrisme, en montrant que le problème de la langue relève du système éducatif dans son ensemble et non de la seule discipline du français ; si les élèves lisent difficilement la littérature, ils lisent autre chose. Elle se demande comment transmettre la source de plaisir qu'est la lecture et souligne l'importance de l'enseignant et son pouvoir de médiation. En tant que « passeur », il aide aux démarches que les élèves ne feraient pas seuls. Il pose les questions qui donnent du sens. Les enseignants veulent continuer à transmettre les textes canoniques antérieurs au xx^e siècle, même si cela exige une véritable conversion linguistique et mentale. Ces réflexions mesurées prennent en compte les aspects positifs de la réforme.

Dans un autre article, Mona Ozouf part du constat que la lecture est devenue une souffrance pour bien des élèves, même si les manuels cherchent à « adoucir » l'épreuve par une présentation imagée ou des comparaisons avec des textes contemporains. La lecture exigeant silence, solitude et continuité, n'est guère facilitée par l'organisation « moderne » de la vie des enfants et Mona Ozouf va même jusqu'à préconiser d'« apprendre à ne pas lire », à sauter les pages ennuyeuses (les digressions de Hugo sur les couvents

par exemple). Les maîtres doivent rassurer leurs élèves ; c'est ainsi qu'on pratiquait jadis et qu'on peut retrouver, selon elle, la passion de la lecture.

L'ensemble des articles est stimulant même si l'on peut s'étonner des prises de position radicales de ceux qui ne sont pas « du terrain ». ■

Martine Bercovitz-Delrue

La revue *Confluences Méditerranée* dans son numéro 54 de l'été 2005 (L'Harmattan Editeur) présente un dossier sur Israël : l'enfermement, premier volet d'un dossier préparé par Régine Dhoquois-Cohen qui se poursuivra en septembre par un numéro consacré à la Palestine.

Cinq ans après le déclenchement de la seconde Intifada, ce dossier dresse un état des lieux de la société israélienne pleine de contrastes. Celle-ci est passée, en quelques années, d'une économie marquée par un socialisme d'État omniprésent à un libéralisme du marché entraînant la fin des solidarités collectives. La Cour suprême demeure le régulateur de l'État de droit en dépit, comme l'analyse Alain Dieckhoff, d'une démocratie gangrenée par l'ethnicité.

Certes, comme le souligne Michel Abitbol, « le sionisme a réussi. Il est parvenu à construire avec tous ces Juifs venus de partout une société normale avec ses prostituées, ses voleurs, ses drogués, ses policiers, son armée ». Il n'en reste pas moins que nous assistons à un *repli victimaire* avec les surprenantes déclarations de l'historien Benny Morris. La montée de l'antijudaïsme dans une partie du monde arabo-musulman est inquiétante. Des études sur l'effondrement du parti travailliste, la situation des femmes et la richesse du cinéma israélien viennent compléter ce dossier.

Régine Dhoquois-Cohen souligne « Israël enfermé enferme les Palestiniens » et cite Haïm Yavin, le présentateur vedette de la télévision israélienne : « Depuis 1967, nous avons été des conquérants brutaux, des occupants, supprimant un autre peuple qui revendiquait cette terre. Nous devons effectuer une révolution mentale. Les Palestiniens sont un peuple et nous devons partager cette terre avec eux ». Le ton général est donné.

On peut toutefois regretter l'absence d'un article resituant l'actualité et l'omniprésence de la doctrine sioniste. (Voir à ce propos l'article de Marius Schattner dans le numéro de juillet d'*Esprit*, *Le Grand Israël : mutations d'un*





mirage). La question, centrale, de la démographie en Israël aurait aussi mérité un développement.

Il n'en reste pas moins que la lecture de ce volume permet au lecteur de se faire une idée précise des problèmes auxquels est confrontée la société israélienne et sans doute de sortir de quelques idées un peu trop « reçues ». ■

Georges Wajs



Hommes et Libertés (Revue de la Ligue des droits de l'Homme) n°129, janvier-mars 2005. Antoine Spire, *Dieudonné et la résurgence de la parole antisémite*, complété par Gilles Manceron, *Les sous-entendus de Dieudonné*.

À Alger le 16 février 2005 dans un sketch sur France 3, ainsi que dans une interview en juillet 2004 sur Radio Monte Carlo et dans des organes de presse, l'humoriste Dieudonné a réintroduit la parole antisémite dans l'espace public, écrit Antoine Spire dans la revue de la LDH. Méprisant tollé et protestations, Dieudonné a persisté jusqu'ici dans « sa dérive aux relents antisémites ». Sur France 2 par exemple en décembre 2004, loin de s'excuser ou de chercher à atténuer ses propos, il a continué dans la provocation.

Si Antoine Spire estime qu'interdire son spectacle à l'Olympia fut une initiative malheureuse, en lui donnant le prétexte, en tant que Noir, de se draper dans le manteau de victime du racisme, la seule contre-offensive valable selon lui est d'engager le débat publiquement, d'évoquer les propos de Dieudonné les plus scandaleux, ses falsifications les plus grossières et de les réfuter point par point. Entre rumeurs, insinuations, amalgames qu'il sème à tout vents, on n'a que l'embaras du choix : motivés par leur haine des Noirs, les Juifs pourraient avoir transmis le sida au continent africain. Les Juifs auraient honteusement profité de la traite des Noirs. Devant ses interprétations calomnieuses et fantaisistes de l'esclavage, Gilles Manceron accuse légitimement l'humoriste « d'exploitation raciste d'un crime contre l'humanité » (*Le Monde*, 6/3/05).

Depuis deux ans le nombre d'actes antisémites proprement dits a considérablement diminué. Mais lorsqu'on constate que Dieudonné a échappé à toute condamnation en justice ainsi qu'aux plaintes de parties civiles, on comprend qu'Antoine Spire tire la sonnette d'alarme et avance l'hypothèse troublante de « la banalisation d'un certain racisme ». ■

Françoise Basch

Nabil et Moshe dialoguent...



Les livres



Photo J. Burko

Jacques Aron, *Karl Marx, Antisémite et criminel ? (Autopsie d'un procès anachronique)*, Didier Devillez éditeur, Bruxelles, 2005, 150 p., 18 euros.

De Jacques Aron, architecte, critique d'art, homme de lettres, nous avions eu, en 2003, chez le même éditeur, *Le sionisme n'est pas le judaïsme. Essai sur le destin d'Israël*, essai historique dont le titre est emprunté à Hans Kohn, un des idéologues du sionisme. Aron poursuit d'une autre façon la mise à plat de la problématique du sionisme en vue de comprendre quelques-uns de nos problèmes actuels comme, ici, la question d'un « antisémitisme de gauche ». Jacques Aron situe celle-ci dans l'histoire de l'antisémitisme, plus précisément par rapport à la période qu'il fait débiter au lendemain de 1967 et des conquêtes territoriales d'Israël. Il observe que les critiques inévitables de cette politique expansionniste, à gauche, ont provoqué de façon concomitante un glissement de sens du terme antisémite. Dès lors, les idéologues sionistes ont appliqué le terme 'antisémite' à « toute dénonciation de la politique intérieure ou expansionniste de l'État d'Israël ». Parmi ceux qui ont développé le thème de l'antisémitisme de gauche, Roger Misrahi fait figure de pionnier, avec un livre, *Marx et la question juive*, Gallimard, 1972 ; plus près de nous (2004), Pierre Birnbaum a instruit avec des méthodes semblables le même « procès fantastique en antisémitisme ».

Avec le présent essai, Aron démonte le mécanisme de ce « terrorisme intellectuel contre lequel la parade n'a pas encore été trouvée ». Il décortique la démarche et les méthodes de Misrahi. L'arme du crime, selon Misrahi, est l'article de Karl Marx, *À propos de la question juive*, publié dans les *Annales franco-allemandes* en 1844 (Marx avait 25 ans). Dans ce texte, rappelons-le, Marx controver-

sait avec Bruno Bauer, violemment et exclusivement antireligieux, et Moses Hess, annonciateur du nationalisme sioniste. « Antisémite », « criminel », Marx ? C'est la conclusion que Misrahi tire de sa 'lecture' de l'article incriminé. « Conclusion préconçue », dénonce Aron ; et il montre comment Misrahi tente d'en persuader le lecteur par des procédés indignes d'un philosophe : décontextualisation, citations tronquées, silence sur les écrits gênants, moyens stylistiques faisant passer des hypothèses pour preuves, usage d'anachronismes... Moyennant quoi, le « crime » résiderait alors dans la généalogie des idées que Misrahi croit avoir établie entre le jeune Marx et les antisémites les plus radicaux passant à l'élimination des Juifs de la surface du globe ; de même fait-il endosser à Marx la paternité d'un antisémitisme de gauche, dans le sens nouveau et donc de façon complètement anachronique.

Jacques Aron ne cache pas les « aspérités du vocabulaire », la « violence du texte » de Marx, qu'il attribue à la violence du contexte historique du débat, celle de l'État prussien chrétien. Il reconnaît que le langage de Marx est « souvent abscons » ; il y voit un héritage de la spéculation philosophique hégélienne dont Marx tente de s'extirper alors, ainsi que l'expression de la difficulté de Marx à se désempêtrer du point de vue théologique de Bruno Bauer. Aron souligne encore le caractère outrancièrement réducteur, manichéen, du rapprochement fait par Marx entre le judaïsme et son analyse encore embryonnaire du système capitaliste. Aron admet enfin que cette « immaturité » passagère de Marx permet à Misrahi ses « interprétations imaginatives ». Mais c'est pour ajouter que Misrahi occulte « les aspects novateurs de la démarche marxienne ».

En contrepoint, Jacques Aron recontextualise l'article de Marx, il le situe par rapport à





l'élaboration de sa pensée dans sa recherche d'une « approche intellectuelle efficace de la 'réalité' », à sa posture par rapport aux religions en général (et pas seulement le judaïsme), et à la question de l'émancipation des Juifs qu'il ne sépare pas de celle de « l'émancipation plus générale de la société ».

Au fil du texte, Aron va au plus profond des termes du débat. S'il éprouve parfois quelques difficultés à en faire passer l'abstraction, il présente l'avantage de nous ramener à une réflexion rigoureuse et nécessaire sur nos problématiques actuelles : la critique contemporaine des Lumières, le nationalisme, le nationalisme sioniste (celui-là qui sous-tend la démarche de Misrahi et dont Aron dit que « ce qui frappe, dans cette option, ce sont les dangereuses parentés qu'elle présente avec le mal qu'elle prétend combattre »), l'antisémitisme, la question de la démocratie (Aron s'oppose à Misrahi comme Marx à Bauer en faisant la distinction entre émancipation politique et émancipation humaine ; quant à la pensée marxienne au sujet de la démocratie, elle apparaît bien éloignée de la vulgate marxiste de ses épigones), la question du radicalisme (dans ses rapports avec les totalitarismes), la question de la laïcité, des rapports État-religion (qui nous renvoie à nos débats actuels en France et à la situation d'États comme Israël, l'Arabie Saoudite, cités par Aron, ou l'Algérie...).

En dépit de quelques faiblesses stylistiques qui l'encombrent et en ralentissent parfois la lecture, le livre de Jacques Aron est des plus stimulants pour nous. Il éclaire avec cohérence des enjeux contemporains du premier ordre de grandeur, et il les désigne expressément. Pour les sionistes actuels, l'enjeu est de « conserver toutes les conquêtes du sionisme et la conscience propre » (entendons, au regard du déni de l'émancipation humaine des Palestiniens que représente la politique de l'État d'Israël quand elle vire à l'extrême droite). Pour « les démocrates sans distinction d'origine ethnique ou religieuse » (je souligne, B.Z.), les enjeux sont l'avènement de « la démocratie pour tous », « la paix dans le monde » et le dépassement de « la plus grande menace pour les Juifs depuis la "solution finale" (c'est à dire les effets pervers du nationalisme sioniste dans leur version actuelle) ». ■

Bernard Zimmermann

Jacques Attali, *Karl Marx ou l'esprit du monde*. Fayard, Paris, 2005, 538 p., 23 euros.

L'ouvrage de Jacques Attali trône en bonne place dans la plupart des grandes surfaces de nos petites villes de France. Attali réussira peut-être ce pari de faire de Marx un auteur populaire ! Il a un incontestable talent de conteur. Il sait nous faire participer à la vie quotidienne de Marx, partager ses ennuis de famille, de santé, d'argent. Il sait aussi faire vivre ce petit monde révolutionnaire dans l'Europe en plein bouleversement de la seconde moitié du XIX^e siècle. Certes, on peut parfois se lasser de la dixième allusion aux crises de furonculose du héros ou des détails abondants sur ses ennuis d'argent. Le lecteur intéressé par la théorie marxiste devra se contenter de quelques miettes, en particulier sur des éléments aussi importants chez Marx que la théorie des modes de production ou le primat de la lutte des classes.

Au milieu de ce flot d'informations, on a quelque peine à comprendre le point de vue d'Attali sur l'apport de Marx qu'il nous invite à découvrir. Une forme de réponse arrive à la page 138 : l'esprit du monde (expression qu'Attali emprunte à Hegel sans le dire) selon Attali, ce serait la mondialisation, que Marx appelle l'universalisation. « *L'esprit du monde conçoit le socialisme comme aboutissement de l'universalisation du marché* ».

Ce que Jacques Attali veut démontrer – après tant d'autres que l'on regrette de ne pas voir cités –, c'est la richesse de la pensée de Marx, ses contradictions, les obstacles théoriques auxquels il se heurte en écrivant *Le Capital*. Cette partie du livre est enrichissante pour le lecteur. Mais le même lecteur s'interroge sur l'actualité de la pensée de Marx ou les raisons des échecs historiques de la théorie marxiste. L'explication par Attali de cet échec est classique : le ver n'est pas dans la pensée de Marx mais dans ses interprétations et dans son utilisation à des fins politiques. « *Pour qu'une doctrine devienne le socle justificateur d'un système totalitaire, il faut six conditions : une œuvre offrant une vision globale de l'histoire assortie d'une claire distinction entre un présent désastreux et un avenir radieux, assez de complexité et de lacunes pour permettre plusieurs interprétations, une pratique suffisamment ambiguë pour en rendre possible une récupération politique, des amis suffisamment lé-*



gitimes pour réduire l'œuvre à des principes simples, un leader charismatique pour porter ce message au-delà des premiers disciples en s'appuyant sur une organisation à sa dévotion, une conjoncture politique permettant de prendre le pouvoir. »

Parmi les amis 'légitimes' à qui Attali reproche avec virulence leur travail simplificateur figurent Engels et Kautsky. Les 'leaders charismatiques' sont Lénine et Staline, appuyés sur un parti unique.

Le militant de gauche qui, contrairement à Attali, a été marxiste (même critique) dans sa jeunesse se demande pourquoi Jacques Attali – qui avoue ne jamais avoir été marxiste – s'intéresse tout à coup à Marx avec tant de passion ? La réponse à cette question est sans doute que notre ancien président de la BERD¹ a trouvé en Marx un penseur génial du capitalisme et de sa mondialisation, qui n'a jamais cru que l'on pourrait faire la révolution dans un seul pays, qui a toujours pensé que la révolution communiste ne pourrait se faire que quand le capitalisme mondialisé aurait épuisé ses possibilités d'augmenter ses profits. Et cette éventuelle révolution aurait besoin d'une gouvernance mondiale.

Que faire en l'absence d'un État mondial ? Assister à tout ce que Marx avait prévu : « l'explosion planétaire du capitalisme, le bouleversement des sociétés traditionnelles, la montée de l'individualisme, la paupérisation absolue d'un tiers du monde, la concentration du capital, les délocalisations, la marchandisation, l'essor de la précarité, le fétichisme de la marchandise, la prolifération de l'industrie financière »

Par un tour de passe-passe, Attali nous donne *in fine* un espoir en forme d'utopie : « Lorsqu'il aura épuisé la marchandisation des rapports sociaux, le capitalisme, s'il n'a pas détruit l'humanité, pourrait laisser place à la fraternité, à la gratuité, à l'art du 'faire' et non du 'produire'. En l'absence d'un État mondial, cela passerait par une transition dans l'esprit du monde, par un passage à la responsabilité et à la gratuité. » Mais comment parvenir à ce miracle ?

Marx et Engels étaient des militants. Ils avaient l'immense mérite de chercher non seulement à penser le monde mais aussi à le

transformer. Attali a le grand mérite de nous faire partager sa passion pour le génie multiple de Marx, comme il avait su le faire pour Pascal (*Blaise Pascal ou le génie français*, Fayard, 2000). Mais on se demande parfois si cette passion n'est pas une forme d'hommage au penseur du capitalisme et de la mondialisation, au détriment d'une partie non négligeable d'une œuvre dont le pivot demeure la lutte des classes. ■

Régine Dhoquois-Cohen

Perry Anderson, *La pensée tiède : un regard critique sur la culture française*, traduit de l'anglais par William Olivier Desmond, suivi de *La pensée réchauffée : réponse de Pierre Nora*, Seuil 2005, 136 pages, 11 euros.

« Dégringolade » et « Union sucrée » sont les titres de deux articles de Perry Anderson, publiés en 2004 dans le *London Review of Books*, que Le Seuil réunit aujourd'hui sous le titre énigmatique de *La pensée tiède*. Historien britannique marxiste, longtemps rédacteur en chef de *The New Left Review* (Londres), Perry Anderson y analyse la courbe descendante de la culture française à l'aube du XXI^e siècle. Le lecteur en appréciera le style alerte et spirituel, bien restitué par la traduction.

Avant d'aborder le thème « grandeur et décadence de la France », l'auteur retrace, objectivité oblige, la chute de la Grande-Bretagne après la Seconde Guerre mondiale et les politiques de Margaret Thatcher et du New Labour qui plongèrent le Royaume-Uni dans le marasme du néo-libéralisme et de l'allégeance aux États-Unis. Perry Anderson ironise aussi sur le rayonnement de son pays, dont « l'icône culturelle est une célébrité du football »... Lorsqu'il se tourne vers la France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est au général de Gaulle que va son admiration : à celui qui mit fin au plus grand conflit colonial de ce siècle, en Algérie, qui réussit à maintenir l'indépendance de son pays vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis. À côté de lui, Winston Churchill, qui incarna pendant un temps une figure de *chef inspiré*, laissa derrière lui *une image imposante, mais une empreinte modeste*. La cinquième République, à ses débuts, se distinguait aussi par son rayonnement culturel, par l'essor des sciences humaines, porté par des noms presti-



¹ Banque Européenne de Reconstruction et de Développement.



gieux, (Foucault, Lévi-Strauss, Braudel, Lacan). Avec Jean-Luc Godard, la production cinématographique n'était pas en reste. *Le Monde* avait même droit au titre du journal « le plus remarquable de la planète » !

Mais tout cela est de l'histoire ancienne et une brillante obscurité recouvre aujourd'hui la France, annonce l'auteur, qui aborde, tantôt acerbe tantôt nostalgique, le thème de la décadence française. Croissance poussive, taux de chômage élevé, détérioration de l'enseignement et de la recherche s'accompagnent de sclérose et de corruption des institutions. Envahis par le toc et l'abêtissement, les médias, qui s'adonnent aux pratiques incestueuses du « renvoi d'ascenseur », jouent un rôle-clé dans cette dégringolade. À présent, *Le Monde* lui-même, glapissant, conformiste et provincial, n'est plus ce qu'il était. Semblable constat d'indigence dans le monde des idées. Les grands intellectuels se sont éteints et le monde des sciences sociales s'est largement fermé aux productions intellectuelles d'autres pays, comme l'École de Francfort ou la tradition gramscienne. Signe certain de décadence, la vogue de ce *grand nigaud* de Bernard-Henri Lévy. La critique littéraire et la production cinématographique ne valent pas mieux : « *Amélie Poulain* » est d'un kitsch à faire blêmir Hollywood même. Quant à la prestigieuse revue *Les Cahiers du cinéma*, elle ressemble de plus en plus à un magazine du genre *Elle*.

À ce bilan négatif, Perry Anderson voit deux causes, le progrès du néo-libéralisme dans le monde et l'avènement de l'anglosphère. Mais il situe le point de rupture vers 1977, quand s'amorce la réaction contre tout ce qui, de près ou de loin, se réclame du marxisme. Prenant appui sur *L'archipel du Goulag*, traduit en 1976, les « nouveaux philosophes » formèrent un front antitotalitaire, bientôt rejoint par Raymond Aron et sa revue *Commentaire*, porte-parole de la droite libérale.

L'artisan le plus notoire de cette « fadeur consensuelle » est, selon Perry Anderson, l'historien François Furet, qui, comme Emmanuel Le Roy Ladurie et d'autres, avait quitté le parti communiste en 1956 à la suite du XX^e Congrès et du soulèvement hongrois. Connu pour ses travaux sur la Révolution française, Furet se fait alors une place stratégique dans l'intelligentsia, en collaborant notamment au *Nouvel Observateur* et à *L'Express*. Élu président de l'EHESS en 1977, il

participe à la création de la Fondation Saint-Simon, puis à celle de l'Institut Raymond Aron, *avant-poste de la réflexion anti-totalitaire*. Ainsi, dans une France où Mitterrand enterre l'anticléricalisme et met au rancart ses doctrines radicales, Furet contribue fortement aux avancées de la problématique libérale. Proche collaborateur de ce dernier, Pierre Nora surfe aussi sur la pensée libérale en créant une revue de qualité, *Le Débat*, (Gallimard), qualifiée par Perry Anderson de *pilier de la pensée sucrée*. Ce dernier relève dans son grand œuvre, *Les Lieux de mémoire*¹, des omissions significatives : les conquêtes napoléoniennes ou le pillage de l'Algérie par exemple. « Que valent des *Lieux de mémoire* qui oublie d'inclure Diên Biên Phû ? », se moque-t-il.

Anderson constate que malgré tout le néo-libéralisme à la française n'avait pas conquis les masses, qui se sont détournées d'une classe politique fonctionnant en caste fermée et recrutée essentiellement au sein de l'ENA, minuscule institution élitaire. Ce divorce entre *les élus et le peuple* (B. Le Gendre, *Le Monde*, 01/08/05) se manifeste par un fort taux d'absentéisme aux élections, la montée du Front National, le peu d'attrait pour les organisations, partis politiques et syndicats. Paradoxalement, cette inertie n'a pas empêché quelques mobilisations populaires du style mai 1968, signe d'un reflux de la vague libérale ni la naissance du mensuel *Le Monde Diplomatique*, qui, dans le cadre d'une analyse critique de la politique mondiale, contribua à créer les mouvements altermondialistes tel ATTAC.

La France ne figurerait ainsi pas tout à fait à l'arrière-garde, comme le confirme l'étrange contraste entre son cosmopolitisme littéraire et son provincialisme intellectuel. Car, par le biais des traductions, le monde des lettres et des arts s'intéresse aux productions étrangères. Paris demeure un lieu unique de rencontre du cinéma mondial. Ainsi Perry Anderson nuance son constat ravageur initial. La France, comme un phare, émet un rayonnement incertain mais persistant. Et pour donner force à sa lueur d'espoir, notre contestataire évoque une belle phrase de Raymond Aron (1978) : « *Ce peuple, apparemment tranquille, est encore dangereux.* »

¹ Gallimard, Paris, 1984

C'est sans l'aide de son ami François Furet, décédé en 2004, que Pierre Nora organise sa riposte. Non, *Le Débat* n'est pas l'« organe central du libéralisme de Guerre froide ». Non, Furet n'a pas fomenté ce tournant de l'histoire. Nora accuse Perry Anderson de manichéisme et d'indigence de pensée dans ses analyses du front anti-totalitaire, du mouvement de mai 68 et – plus grave – de son *opus magnum*, *Les Lieux de mémoire*. Erreur d'autant plus impardonnable que de grands esprits, Jacques Le Goff et Claude Lévi-Strauss entre autres, en ont reconnu l'originalité et l'importance. Si Nora reconnaît à Perry Anderson la sincérité de son amour déçu par le déclin de la culture française, il lui en veut de ne s'exprimer que par *incantations* et *cécité généralisée*. Contre le radicalisme *dépassé* de l'historien britannique, réduit à une créature hybride dérivée de Joseph de Maistre et de Robespierre, Nora affirme et confirme sa position sans état d'âme ni autocritique : le révolutionnarisme est synonyme de conservatisme. ■

Françoise Basch

David Chemla, *Bâtisseurs de paix*, Liana Levi, Paris, 2005, 253 pages, 15 euros.

Liana Levi poursuit le travail original, courageux et si utile qu'elle a entrepris l'an passé en donnant conjointement la parole à des Israéliens et à des Palestiniens. Hier il s'agissait de *l'Histoire de l'autre* (dont nous avons rendu compte dans le numéro 30 de *Diasporiques*¹) ; aujourd'hui d'un livre de David Chemla, *Bâtisseurs de paix*, qui nous présente seize récits d'hommes et de femmes des deux bords (au fait, pourquoi deux fem-

mes seulement sur les seize interviewés ?) témoignant de leur engagement résolu en faveur de la paix. Chacun de mes interlocuteurs – souligne l'auteur – a dû « dépasser sa propre vision du conflit pour y intégrer celle de l'autre ». *L'autre*, mot-clef de cet ouvrage comme du précédent, le même, soit dit en passant, que celui qu'utilise avec force Jean-Pierre Vernant dans l'entretien qui ouvre ce numéro de *Diasporiques*.

On découvrira avec un intérêt renouvelé à chaque changement d'interlocuteur et souvent avec émotion ces propos recueillis entre les printemps 2004 et 2005. David Chemla a manifestement privilégié – et à juste titre – l'expression des acteurs directs ou indirects de l'initiative de Genève, qui ose aller au fond des problèmes habituellement considérés comme insolubles. Un peu curieusement, il s'est interdit de s'entretenir avec Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo, au prétexte que de « donner la parole à des personnalités moins exposées politiquement » serait « un gage d'une plus grande liberté de parole ». On aurait pourtant aimé en savoir plus sur les motivations personnelles des deux principaux artisans de cette initiative.

Quoi qu'il en soit, ce livre apporte beaucoup. Par son existence d'abord, qui témoigne de la force du désir de paix (et de vie) contre la fascination de la guerre (et de la mort). Aussi parce qu'il permet de mieux comprendre les dimensions historiques, sociologiques et psychologiques qu'il est impératif de prendre en compte si l'on veut qu'enfin le peuple palestinien et le peuple israélien puissent d'abord coexister pacifiquement et, pourquoi pas, demain, étroitement coopérer, comme le font aujourd'hui la France et l'Allemagne. ■

Philippe Lazar



¹ *Histoire de l'autre*, Sami Adwan, Dan Bar-On, Adnan Musallam, Eyal Naveh, préface de Pierre Vidal-Naquet, Ed. Liana Levi, 2004 ; *Diasporiques* n°30, juin 2004, p. 16

Solution des Croisés du 35° (grille à la page 49)

Horizontalement
 I – Opticien ; Tempéra. II – Personnalisation. III – Trient ; fort ; to (Tort). IV – Ai ; Sémite ; train. V – trio ; té. VI – Iran. VII – Tomahawk. VIII – ERREUG (Guerre) ; lunes ; RRR (ERREUR). IX – IRA ; tempête ; eau. X – Méphisto ; kippas. XI – Edit. XII – Tu ; net ; il. XIII – Noël ; DNA (Dermières nouvelles d'Alsace ou desoxyribonucleic acid) ; le. XIV – Confetti ; TP (travaux pratiques) ; en. XV – Etoilées ; CSHNOI (Chinois). XVI – Eille (ORIELLE) ; atteint. VII – Aères ; obèse.
 Verticalement
 1 – Opta ; EIM (mie) ; ce. 2 – Péri ; RRE (ERREUR) ; ôté. 3 – Tri ; rap ; noir. 4 – ISE (VISE) ; file. 5 – Constitutionnelle ; Interrogés ; ôtes. 7 – En ; MIAm (miam-miam) ; MT (MOT) ; tête. 8 – National-populisme. 9 – Lot ; hue. 10 – tant ; CAO (Composition Assistée par Ordinateur). 11 – Est ; week-end ; STB (STabilité). 12 – Ma ; tecks ; iden-tité. 13 – PTER (POTERIES) ; éptaphes. 14 – El (œil) ; rapt ; nie. 15 – Rôt ; rua ; iléon. 16 – Anon ; Sélite.



Harald Wolff : la dynamique des formes

Fania Pérez

En 1969, Harald Wolff, jeune homme de dix-neuf ans, passionné par le dessin et la peinture est admis à la *Hochschule der Künste Berlin*, l'école des Beaux-Arts de Berlin Ouest, sa ville natale. Il sait, il sent que c'est au moins autant par la couleur que par le tracé qu'il pourra s'exprimer. Mais l'enseignement dispensé à la Hochschule est resté pour une bonne part traditionnel et académique. Les élèves doivent d'abord apprendre à dessiner, c'est-à-dire reproduire des formes réalistes. Quand c'est acquis, ils sont autorisés à rajouter des couleurs de faible intensité, mais le dessin doit toujours demeurer lisible.

L'année universitaire 1969-1970 est perturbée par de nombreuses grèves, conséquences des événements qui ont eu lieu en Europe en 1968. La plupart des élèves refusent d'étudier, beaucoup d'enseignants ne veulent plus enseigner. Seules les infrastructures sont restées en place. Certains élèves décident de squatter les lieux et de continuer à étudier, même si c'est en autodidactes. Harald Wolff est de ceux-là. Tant pis si ses camarades le

considèrent comme un traître, pour lui il est important de continuer à travailler pour progresser.

Quelque temps plus tard, un de ses professeurs dit à Harald : « Tu sais comment reproduire un objet avec un crayon ou un stylo, pas la peine de continuer. Maintenant on va faire défiler des modèles devant toi, tu devras saisir et reproduire leurs mouvements. » Et pendant un an le jeune étudiant travaille le déplacement... Au cours de ses études trois enseignants vont particulièrement marquer Harald Wolff. Martin Engelman, peintre d'origine hollandaise, lui permettra de découvrir autre chose que ce qui se fait à Berlin et l'initiera à un véritable questionnement sur l'art ; les professeurs Stern et Burger aussi, avec lesquels il se sentira en confiance. Il avait appris que tous deux étaient juifs, qu'ils avaient été élèves au *Bahaus*, qu'ils avaient fui l'Allemagne pour échapper au nazisme... La famille paternelle d'Harald Wolff s'était convertie au protestantisme il y a longtemps déjà, mais sa mère, morte quand il était très jeune, était juive elle aussi.

En 1973, après avoir obtenu son diplôme, Harald Wolff part pour Israël rencontrer un frère de sa mère. « J'ai pris conscience de la partie de mon identité que j'avais jusque là occultée. J'ai passé un an dans un kibboutz à travailler la terre tout en continuant à peindre et à dessiner. J'ai eu le sentiment de tout recommencer à zéro. J'ai peint beaucoup de paysages avec des silhouettes, des traits, des traces. Chaque toile était une véritable interrogation. Sans cesse je trouvais de nouvelles idées pour créer de nouvelles images. Je sentais comme un moteur intérieur qui me permettait d'avancer. Le Sinaï, la mer Rouge, le golfe d'Akaba, les gens, tout me fascinait. Mes toiles étaient très colorées : beaucoup de rouge, de vert, de jaune, trop peut-être, très peu de noir. Je me suis défoulé, je me suis laissé imprégner par tout ce que je vivais, par tout ce que je découvrais. »

De retour en Europe, Harald Wolff complète sa formation par des séjours



Pleasure unit

à Florence. En 1975 il décide de quitter l'Allemagne et de s'installer à Paris. Depuis il continue à se rendre régulièrement en Italie, en Slovénie et à Berlin où il a gardé un atelier.

Comme beaucoup d'artistes de sa génération, Harald Wolff a été influencé par le groupe Cobra (Copenhague, Bruxelles, Amsterdam). Il a construit un monde fait de couleurs, dans lequel le dessin était réduit à l'état embryonnaire. Au fil des ans sa peinture était devenue de plus en plus abstraite, austère, voire ascétique. « *Un jour je me suis aperçu que j'étais arrivé à un moment où je ne pouvais plus formuler un thème. C'était dommage, surtout pour moi-même. J'ai pris un papier et, en vingt minutes, j'ai dessiné un groupe de personnes qui magouillaient. J'étais satisfait : ça collait. J'ai toujours gardé ce dessin. J'ai recommencé à peindre, mais différemment. J'ai pu à nouveau exprimer des thèmes, des idées.* »

Figuration abstraite pour un monde de tensions

Depuis 1981, Harald Wolff fait de la « figuration abstraite » : pas de clivage entre figuration et abstraction. Il bouleverse les conventions, crée un univers où tout semble désorganisé et perpétuellement en mouvement. Il transgresse les lois de la perspective, ne respecte pas les proportions. Les pieds et les mains occupent une place importante. Ce sont des repères qui permettent de déterminer des figures qui, parfois, ressemblent plus à des machines qu'à des humains. Un des thèmes récurrents est la rencontre entre plusieurs personnages (deux à cinq). Le plus souvent déguisés, ils essaient de se parler, de faire sauter les obstacles, d'abolir les frontières. Les attitudes, les scènes, sont étranges, surréalistes, absurdes. On perçoit des combats, de l'agressivité, de la violence. Peu d'objets sont représentés. Parfois des vêtements signalent une présence féminine. Dans certaines toiles un élément de tendresse est apporté par la présence d'animaux, paisibles et solidaires. Les tableaux, peints exclusivement à l'huile, sont construits sur un fond généralement composé d'une gamme très subtile de rouges. Ceci entraîne le spectateur dans les profondeurs de la matière et lui permet de prolonger son regard. Le dessin est tracé d'un trait noir, sûr et vigoureux. Les couleurs vives, réparties en larges touches sur la toile, deviennent agressives et antago-

nistes quand elles sont associées au noir. Le tout engendre un monde de tensions dans lequel la dynamique des couleurs renforce celle des formes. Dans ses œuvres sur papier, Harald Wolff trace le dessin au pastel noir, avec un outil qu'il s'est lui-même fabriqué et qui lui permet de nuancer au maximum son trait. Celui-ci se détache sur un fond où la couleur a été posée en aplats. Quelquefois les dessins sont rehaussés à la gouache ou à l'aquarelle.

Quand il commence une œuvre Harald Wolff ne sait jamais jusqu'où celle-ci va le mener : il vit ce qu'il crée. Lorsqu'une toile est terminée, il lui donne un titre en fonction de son état d'esprit du moment. Toujours court et intraduisible, ce titre est soit en français soit en allemand ou en anglais... et n'a apparemment aucun rapport avec ce qui est représenté. C'est un message codé dont le but est de déconcerter, d'inciter à la réflexion, de faire découvrir ce qui ne se voit pas immédiatement. Les dessins, eux, sont le plus souvent simplement datés et signés. L'artiste entraîne le spectateur dans un univers à la fois réaliste et onirique, mouvant et émouvant, intensément vivant. Par sa recherche obstinée des formes, par leurs transformations Harald Wolff donne à son travail un caractère très particulier : celui de la résistance à quelque forme que ce soit d'idéologie. ■



Bénéfice tout terrain

Photo H. Wolff



Les nouvelles musiques juives à l'assaut de la planète

Carol Mann

Vous avez bien lu : les musiques (et non la musique) juives sont à la mode, et pas celle à laquelle vous pensez en soupirant. On se trémousse sur les rythmes du klezmer électronique dans les boîtes les plus branchées de la planète, figurez-vous. C'est l'histoire de JUMU –, prononcez Djou-Mou (pour 'Jewish Music') – qui est celle de l'agence de promotion la plus active et la plus versatile sur la scène parisienne, qui vous l'expliquera. En bref, Claude Szwimer et Bruno Nahon sont des traqueurs de l'expression musicale juive sous toutes ses formes (surtout les plus invraisemblables). Le premier se décrit comme 'un indépendant du chiffre' (du moins pendant la journée) et a grandi dans une famille originaire de Pologne ; le second, originaire d'Algérie, produit des documentaires. Tous les deux, par des détours complexes, sont arrivés à une réflexion sur leur propre culture musicale en y recherchant non pas ses limites mais tous les points d'ouverture et de communication.

« Quand j'étais gamin à Montreuil dans les années soixante, se souvient Claude Szwimer, la musique c'était surtout les mariages, les bar-mitsvah insupportables, et là-dessus

de l'israélien générique qui recouvrait tout ce qui aurait pu être authentique. J'ai toujours aimé le spectacle mais, pour avoir la paix à la maison, j'ai fait des études de comptabilité comme il se doit. À côté, je me suis mis à produire des événements liés à la musique et à l'art numérique, mes vraies passions. C'est ce qui est en train de devenir qui m'intéresse le plus, pas le

rétro ni le musée. Je suis passé par des années de salsa et d'électro pour redécouvrir une autre musique juive au début des années 2000 quand on sentait vraiment quelque chose en train de vibrer. Ça se passait dans le sillage des redécouvertes des musiques de l'Est, dans le contexte de la World Music et de la technologie moderne. L'électroyiddish venait de commencer... ». Là-dessus les yeux de Claude s'allument, sa voix lasse de faiseur de bilans s'anime, le voilà précipité sur l'avant-scène de sa vraie vie où les musiciens se déchaînent devant une salle en transes... Une jeune génération, avec des noms évocateurs tels que Oi-va-Voi s'appropriait la culture des grands-parents en la détournant de façon personnelle et ultra-moderne. Ce genre musical strictement masculin était à présent assailli par des femmes : « Les meilleurs violonistes klezmer au monde s'appellent Estelle Goldfarb et Sophie Solomon, je rêve de les réunir sur scène », fait Claude « Et le plus intéressant, c'est que c'est un genre ouvert, il ne faut nullement être juif pour le jouer... ». La preuve, c'est que Jumu a signé un contrat de production avec un jeune musicien de Toulouse, Mikael Charry, rencontré lors du Master Class de l'éminent klezmeriste David Krakauer au Centre Medem où, fait remarquer Claude, « 50% du public n'était pas juif ». Dans le domaine correspondant, issu du sud de la Méditerranée, le ladino rencontrait le latino pour le plus grand bonheur des danseurs... On touche à l'essentiel pour Claude et à ce qui lui a permis de s'associer en 2004 avec Bruno Nahon dans une démarche originale : « La réunion, le métissage des gens et des genres permettent la tolérance, le contraire de l'enfermement. Ce n'est pas pour autant qu'on perd son identité, au contraire. Moi ce qui me fait vibrer, comme pour Bruno, c'est l'étincelle juive que l'on reconnaît, les accords de klezmer ou de judéo-espagnol qui arrivent comme ça au milieu d'une fusion... » L'association du JUMU avec



D. R.

Babayaga records, une autre agence de production de musique se spécialisant à l'origine en musiques de tout genre venant de l'Europe de l'Est, ouvre aussi d'autres horizons de travail commun et fructueux, en particulier le festival Klezmopolitan qui se tiendra à Paris en octobre prochain (voir plus bas).

Il est temps de se poser la question essentielle de comprendre le pourquoi de cette avalanche. Bien entendu, elle s'intègre à la tendance 'World Musique' très actuelle qui a imposé une certaine musique mondiale 'ethnique' (généralement africaine et latina) souvent remixée, loin des origines. L'intérêt de cette musique de ce 'chez-nous de partout' correspond à la fois à l'élargissement de la planète et à son contraire, ce communautarisme venu des US qui renferme les cultures sur elles-mêmes, à la recherche d'origines et de légitimation par une expression culturelle particulière. Force est de remarquer que la musique juive est arrivée après toutes les autres et touche les jeunes de 25-30 ans. Ce sont les mêmes qui découvrent *in extremis* la Shoah au moment précis où les derniers témoins sont en train de disparaître. Leurs parents, baby-boomers de l'après-guerre, n'avaient que faire de toute cette culture juive associée au fardeau de la Shoah et du contrepoids souvent inacceptable du projet sioniste. Au contraire, les soixante-huitards avaient fui sur d'autres continents surtout obscurs, s'abreuvant de jazz, d'Afrique, de révolutions exotiques. Tout sauf la douleur originelle, les relents du shtetl, l'ombre des crématoires. Et c'est par la jeune génération que la précédente est en train d'opérer un retour sur elle-même, la redécouverte d'une culture musicale, disons-le étonnamment diasporique, appelée à nous surprendre pendant de longues années.

On vous a donné envie de courir aux concerts. Vous avez raison. Nos lecteurs se souviendront de notre article 'Rock-around-the rebbe'¹ qui vous décrivait le concert donné à Paris par deux stars de ces musiques et produit par JUMU : un invraisemblable loubavitch Chassid Matisyahu qui refaisait du Bob Marley en papillotes et depuis a vendu 40 000 exemplaires de son disque et Socalled, inclassable auteur-compositeur de l'album *HiphopKhasene*. Depuis le succès est tel que JUMU a récidivé et les concerts se suivent sans se ressembler, au fil des rencontres. Les prochains auront lieu en octobre

prochain à La Boule Noire et à la Scène Bastille à Paris. Au programme, entre autres les Hip-Hop Hoodios³ de New York, du 'Latino-Feuj' provocateur et drôle, (des titres tels que 1492, Nose Job, Kike on the Mike, Psychosemitic etc). Socalled revient et partage la scène avec le clarinettiste virtuose David Krakauer après avoir sorti un album avec lui intitulé 'Bubbe meises'⁴, sous-titré 'Lies my grandmother told me' (les mensonges que ma grand-mère m'a contés) où se mêlent tradition revivifiée et hypermodernité déjantée à souhait. Cette soirée fait partie du festival Klezmopolitan, produit par Babayaga, qui se tiendra du 20 au 23 octobre à La Cigale à Paris avec une programmation très variée et imaginative de la chanson yiddish classique (Talila, le Cracow Klezmer Band de Cracovie) à l'expérimentation électronique débordante de groupes aux noms 'saftig'⁵ tels le Freylekh Bal d'Olaf Hund et le Shrine Shtetl System. Emmenez vos enfants, voire vos petits-enfants, et prévoyez des baskets pour tout le monde : vous êtes prévenus, le 'mitsvetzel' version électro 2005, c'est contagieux. ■

Du 20 au 23 octobre 2005 : festival Klezmopolitan avec une soirée 'Jumu' le 22 à La Boule Noire, 120 bd Rochechouart, 75018, Paris
Concert organisé par Jumu à la Scène Bastille le 24 octobre 2005 (2bis rue des Taillandiers 75011 Paris à 20 h) ; il réunit en première mondiale, Hip Hop Hoodios & Mangu.

Pour tout renseignement: Jumu : 70 rue Amelot 75011 Paris.

téléphone 01 43 65 09 70

Courriel : claudio@jumu.fr, bruno@jumu.fr

Pour la programmation et extraits musicaux du festival Klezmopolitan,

www.klezmopolitan.com

¹ Voir Diasporiques n°32, p. 32, et les sites web

<http://www.hasidicreggae.com>

<http://www.socalledmusic.com>

<http://www.estellegoldfarb.com>

³ Voir le site <http://www.hoodios.com>

⁴ Bobards de grand-mère (yiddish).

⁵ juteux, alléchant (yiddish).



les Hip-Hop Hoodios



Les femmes oubliées de Buchenwald

Le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et le Musée Jean Moulin ont été inaugurés en 1994 à l'occasion de cinquantième anniversaire de la Libération de Paris ; ces deux musées, véritables lieux d'Histoire, ont pour origine la donation du fonds historique de la Fondation Maréchal Leclerc à la Ville de Paris et le legs d'Antoinette Sasse, une artiste peintre de Montparnasse, amie de Jean Moulin. Christine Levisse-Touzé, historienne, directeur de recherche associé à l'Université de Montpellier, qui, depuis sa création, en assure la direction, en a fait un lieu d'échanges, de documentation et de recherches ouvert à tous les publics. Jusqu'au 30 octobre également, le Mémorial-Musée propose aux Parisiens un parcours-mémoire. Sur vingt-six colonnes lumineuses, réparties en dix lieux (gares du Nord, de l'Est, de Lyon, d'Orsay, hôtel Lutétia, Mémorial des Martyrs de la Déportation, Champs-Élysées, place Victor Hugo et quai Branly), des affiches et des photos montrent le retour des déportés et des prisonniers de guerre.

Les femmes oubliées de Buchenwald, une remarquable exposition que l'on peut voir jusqu'au 30 octobre 2005 au Mémorial du Maréchal Leclerc - Musée Jean Moulin¹, présente une vue d'ensemble inédite et fort intéressante sur un sujet très peu connu : le travail des femmes des *kommandos extérieurs* de Buchenwald². Entre 1937 et 1945, plus de 270 000 détenus, dont 30 000 femmes, originaires de trente pays différents, passèrent par Buchenwald. Ils furent loués par les SS à des industriels allemands qui les firent travailler comme des esclaves dans leurs usines d'armement (ce qui rapporta des sommes considérables à la SS).

Dans des enregistrements audio-visuels, accompagnés de photos et de documents, une vingtaine de femmes, survivantes, racontent. Les déportées étaient regroupées en trois grandes « catégories » :

- Les *soviétiques* étaient divisées en deux blocs. Les combattantes de l'Armée Rouge, remises aux mains de la SS par l'armée allemande, étaient généralement affectées aux travaux les plus rudes. Les autres étaient des « travailleuses obligatoires », requises parmi la population civile et travaillant en usine.
- Le second groupe rassemblait les *femmes engagées dans la lutte antinazie*, issues de tous les pays occupés d'Europe. Ces prisonnières politiques, constituées en groupes nationaux, réussirent à créer des espaces de « liberté », à organiser des activités culturelles, et, malgré les menaces de représailles, à réaliser quelques actions de résistance.

¹ Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin. Jardin Atlantique, 23 allée de la 2^e DB, Paris 15^e (au dessus de la gare Montparnasse). Ouvert du mardi au dimanche de 10h à 18h. Un très beau catalogue (éditions Paris-musées, 29 euros) accompagne l'exposition.

² Les « kommandos » étaient des unités de production, satellites d'un grand camp de concentration. Ils regroupaient des déportés travaillant en usine ou en atelier.

• La plupart des femmes et des jeunes filles juives déportées à Buchenwald avaient déjà survécu à plusieurs années de ghetto et de camp et subi la perte de leurs proches. Affectées, elles aussi, aux tâches les plus dangereuses, elles constituèrent les deux tiers des décès des kommandos. Certaines participèrent quelquefois à des opérations de sabotages dans les usines. Malades ou enceintes, elles étaient envoyées à Auschwitz pour y être exterminées ou, dans les derniers temps, à Bergen-Belsen, où on les laissa mourir de faim.

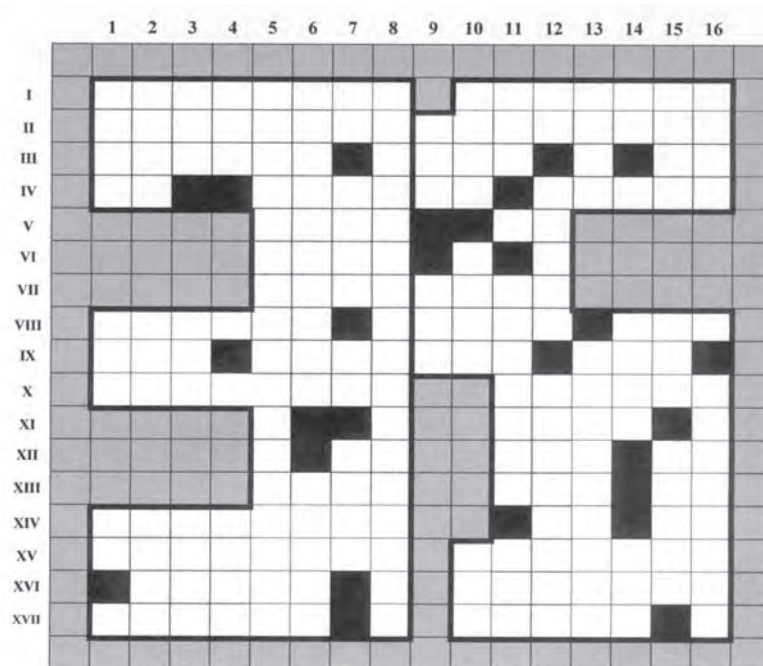
Au printemps 1944 près d'un millier de femmes et jeunes filles *tziganes* furent transférées d'Auschwitz à Buchenwald pour y être traitées aussi mal que les femmes juives (une sur cinq fut renvoyée à Auschwitz). ■

Fania Pérez



Les croisés du 35^e

Philippe Lazar

**Horizontalement**

- I – Pour lui, deux verres c’est la norme. Ramena à deux verres.
 II – En matière de pouvoir, précède de peu l’autocratie.
 III – Choisisent ou classent. Qu’on a parfois et qu’on aimerait ne jamais avoir. La moitié du précédent.
 IV – Vient d’avoir. Membre d’une peuplade composée de frères ennemis. Roule non sur de l’or mais sur du fer.
 V – Extension du couple. Pour tirer droit.
 VI – Veut faire la bombe.
 VII – Casse-tête.
 VIII – Conflit violent et rétrograde. Satellites. À l’image d’une répétition dans l’erreur.
 IX – Poseurs de bombes apparemment assagis. Fait flop dans un verre d’eau. La source de toute vie, dit-on.
 X – Ce diable de Faust permet aussi de trouver chaussure à son pied. Coiffes légalement parentes des foulards.
 XI – De Nantes il est resté célèbre.
 XII – Personnel. Sans bavure. Personnel.
 XIII – Célébration de la naissance d’un Juif célèbre. Informe les Alsaciens et conserve l’information des anglophones. Article.
 XIV – Particule colorée et joyeuse. Complément de cours. Préposition.
 XV – La réputation de ces bannières se dégrade sérieusement. Des asiatiques très perturbés.
 XVI – Montre le bout de l’oreille. Touché.
 XVII – Les cabanes de Sukkot le sont par nature. Victime parfois consentante des boissons sucrées et autres friandises.

Verticalement

- 1 – Fit son choix. À l’envers sous la croûte. Démonstratif.
 2 – Place autour. Au cœur de la terreur. Exclue du lot.
 3 – Choix. Musique populaire. Petit, serré, amer : délicieux quand on aime.
 4 – Au centre de la visée. Succession à la queue leu leu.
 5 – Qui a trait à l’essence.
 6 – Questionnés. Enlevées.
 7 – Préposition. Doublé, fait saliver. En un mot. Complète heureusement les jambes.
 8 – Tentation dont on peut souhaiter qu’elle ne soit « que » droitière.
 9 – Sort. Incitation à aller de l’avant.
 10 – Voiture argotique. Précède pis quand on est résigné. Comment la composer sans ordinateur ?
 11 – Cardinal de l’espoir. Fin de semaine. Éléments de stabilité.
 12 – Possessif. Bois durs. Au cœur de bien des recherches personnelles et collectives.
 13 – En toute poterie. Des mots pour l’éternité.
 14 – En plein dans l’œil. Prise violente. Récuse.
 15 – A passé un certain temps au chaud. Refusa sans concession. Un petit bout de grêle.
 16 – Charmant bébé tétu. Toujours dans la lune.

(Solution page 43)



Gaston Crémieux (1836-1871), Juif comtadin, ardent militant de la République sociale

Dominique Lazar

Il faut se souvenir de l'intensité des luttes politiques et sociales dans la France du milieu du XIX^e siècle pour mieux comprendre ce que fut la courte vie de Gaston Crémieux. Né sous la monarchie de Juillet, Gaston Crémieux a douze ans lors des journées révolutionnaires de 1848, quinze ans lors du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, trente-quatre ans dans la tourmente de la guerre de 1870 et des débuts de la III^e République, trente-cinq ans seulement lorsqu'il est fusillé le 30 novembre 1871, victime de la répression impitoyable de la Commune par le gouvernement d'Adolphe Thiers.

Le parcours de ce jeune intellectuel juif comtadin, avocat au service des associations ouvrières, poète, journaliste engagé, franc-maçon militant de l'enseignement laïque, farouche opposant républicain à l'Empire, puis acteur essentiel de la Commune de Marseille a été patiemment reconstitué par Roger Vignaud dans un ouvrage signalé en son temps aux lecteurs de *Diasporiques*¹. Ce même auteur vient récemment de publier un fort utile *Dictionnaire de la*

*Commune de Marseille*². Par ses entrées à la fois thématiques et biographiques, il nous permet maintenant de mieux situer les écrits et les actes de Gaston Crémieux dans les divers courants de pensée qui animent les milieux républicains marseillais à la fin du Second Empire, puis durant les événements insurrectionnels qui éclatent à Marseille dès l'annonce des défaites de l'armée du Rhin en août 1870 et culminent avec la Commune du 23 mars au 4 avril 1871.

Gaston Crémieux ne tolérait pas l'injustice et il a défendu au péril de sa vie l'idéal d'une République démocratique, sociale et universelle. Ce personnage généreux et courageux avait clairement choisi son camp, celui du peuple opprimé, et se distingue radicalement en cela des républicains bourgeois de cette époque, soucieux de préserver l'ordre social établi. Il est touchant de lire dans un recueil posthume de ses écrits préfacé par Victor Hugo³, ces derniers conseils à son fils aîné Albert : « instruis-toi, imite mon honnêteté mais sois plus prudent que ton père ». Un bref retour sur certains aspects de sa biographie nous montre que Crémieux, porté par ses fortes convictions laïques,

républicaines et socialistes, a conduit en effet ses engagements sociaux et ses combats politiques sans se ménager aucunement.

Juif comtadin

Gaston Crémieux est né à Nîmes dans une famille juive originaire du Comtat-Venaissin, de petite bourgeoisie marchande relativement pauvre. Pierre-Yves Serraf, dans le « Dictionnaire biographique » de la revue *Archives Juives*⁴, souligne que les liens de Gaston Crémieux avec le judaïsme (entendons la pratique religieuse) sont ténus et qu'il s'est montré toute sa vie un partisan résolu de la laïcité. Il nous apprend cependant que, sans en partager les idées, Gaston Crémieux était un lecteur de *L'Univers israélite*, hebdomadaire de tendance consistoriale. En 1864 Crémieux écrit au rédacteur en chef une lettre exprimant notamment son souhait que « les privilégiés de la science » mettent à la portée du « peuple d'Israël » son histoire, sa littérature, ses grands hommes et « les chefs d'œuvre de nos pères en les traduisant, en les vulgarisant ». L'importance accordée ici à la transmission profane de la culture

¹ Roger Vignaud, *Gaston Crémieux : la Commune de Marseille, un rêve inachevé*, Edisud, 2003 ; voir la note de lecture de Dorothee Rousset dans *Diasporiques* n°27 (septembre 2003).

² Roger Vignaud, *La Commune de Marseille*, *Dictionnaire*, Edisud, 2005.

³ Gaston Crémieux, *Œuvres posthumes*, E. Dentu, Paris, 1879 (consultable par <http://gallica.bnf.fr/>).

⁴ Pierre-Yves Serraf, *Gaston Crémieux, opposant républicain à l'Empire, communiste marseillais*, *Archives Juives*, n°30/1, p. 109-112.

juive, que l'on peut situer dans la filiation de la *Haskala*, le mouvement des « Lumière juives », suggère que Gaston Crémieux pourrait être qualifié de « juif laïque ». Toutefois ses prises de position publiques ont essentiellement concerné l'évolution de la société française en général et bien peu celle du milieu « israélite » en particulier. Rien à voir en cela avec les positions d'un Adolphe Crémieux qui fut l'un des grands « Juifs d'État » (terme emprunté à Pierre Birnbaum⁵), porte-parole d'un judaïsme émancipé, président de l'Alliance israélite universelle. La presse israélite de bon ton ne s'y trompa pas. Comme le rapporte Philippe Landau⁶, les Juifs morts au front y furent encensés mais l'on préféra oublier Gaston Crémieux...

Franc-maçon

Comme de nombreux républicains de son époque et une grande partie de son entourage familial et amical, Gaston Crémieux était franc-maçon. Dès son arrivée à Marseille en 1862, il participe activement aux efforts des loges marseillaises en faveur de la création d'écoles laïques ainsi que de cours du soir pour les travailleurs adultes. Il poursuit en parallèle une intense activité de journaliste pour défendre contre les cléricaux la liberté de conscience, la tolérance et l'enseignement laïque. Il est l'un des fondateurs en 1868 de « L'Association phocéenne pour le développement de l'instruction et de l'éducation des deux sexes » dont les dirigeants, après la scission des bourgeois libéraux qui fondent de leur côté la « Ligue marseillaise de l'enseignement », sont des

républicains radicaux, des socialistes et des membres de l'Internationale. À l'intérieur de l'organisation maçonnique Crémieux exprima déjà sa forte défiance à l'égard de la centralisation administrative et défendit la liberté d'initiative locale.

Avocat des associations ouvrières

En 1865, des sections de l'Internationale s'ouvrent en France et favorisent la création d'associations ouvrières. À Marseille, Crémieux, révolté par la misère extrême du peuple, prodigue ses conseils d'avocat, rédige des statuts et gagne si bien la confiance des milieux ouvriers qu'un ensemble de corps de métier lui demande en 1867 de rédiger une sorte de cahier de doléances, « Mémoire des ouvriers de Marseille au préfet des Bouches-du-Rhône, M. Levert ». Crémieux y introduit des suggestions d'organisation syndicale de défense des travailleurs qu'il voit comme à la base d'une société socialiste. Il noue alors des liens très étroits avec les adhérents de l'Internationale, notamment au sein de l'Association phocéenne susdite. On voit que sous l'Empire déjà il s'était placé en tête de l'animation du mouvement ouvrier.

Opposant à l'Empire, communal marseillais

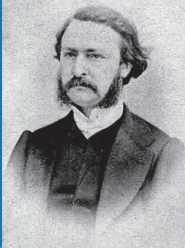
Son action va vite prendre une tournure radicalement politique. Lors des législatives de mai 1869, il devient le directeur de campagne de

Gambetta. Les discours et les écrits enflammés de Crémieux sont imprégnés d'idéologie révolutionnaire. Lors du plébiscite voulu en mai 1870 par Napoléon III les leaders républicains comme lui n'hésitent plus à invoquer le droit d'insurrection armée du peuple contre le despotisme. Incarcéré après la journée insurrectionnelle du 8 août 1870, il sera libéré dès la proclamation de la République le 4 septembre et accueilli en héros par la population. Dans les mois qui suivirent, Crémieux joua un rôle prépondérant au sein de la Ligue du Midi dont le programme politique était fortement anticlérical et révolutionnaire et reflétait une volonté d'autonomie des départements vis-à-vis du pouvoir central. Le ministre de l'Intérieur Gambetta s'oppose à ce mouvement fédéraliste et déclare la Ligue illégale, elle disparaît alors rapidement. Crémieux « choisira son camp » une dernière fois par sa solidarité entière avec le mouvement communaliste parisien et les responsabilités qu'il assumait au sein de la Commune de Marseille. On peut légitimement penser que, s'il avait été gracié, Gaston Crémieux serait devenu l'un des grands hommes politiques français aux côtés de Jean Jaurès. ■



⁵ Pierre Birnbaum, *Les fous de la république – Histoire des Juifs d'État de Gambetta à Vichy*, Fayard, 1992.

⁶ Philippe-E. Landau, « De l'Empire à la République : les Juifs de France et la guerre de 1870-1871 », *Archives Juives*, n°37/2, p. 111-126.



Quatre brunches-débats sur l'actualité de la pensée du Bund

Le Cercle Gaston-Crémieux et le Cercle Amical-Centre Medem organisent, fin 2005-début 2006, une série de réflexions et de débats portant sur l'actualité de la pensée du mouvement socialiste juif le Bund.

Vis-à-vis de ce mouvement, qui fut le premier parti socialiste juif au monde (né en 1897 à Vilna) et qui a difficilement survécu à la tentative d'élimination par les Bolcheviques puis à l'étouffement et à l'extermination par les nazis et les staliniens, nous n'avons pas seulement une dette de mémoire, nous avons aussi, directement ou indirectement, une filiation idéologique. Dans notre situation actuelle de Juifs ayant choisi la diaspora et la laïcité, résonnent les arguments des grands penseurs et dirigeants de ce mouvement tels que, entre autres, Wladimir Medem, Aron Liberman ou Arkadi Kremer, qui furent à la fois internationalistes et « nationalistes », ardents défenseurs de la classe ouvrière juive et de la langue du peuple, le yiddish, et opposés au nationalisme de l'idéologie sioniste naissante. « Là où le Bund a innové et fait preuve d'anticonformisme tout en restant fidèle à son ancrage juif, c'est lorsqu'il a pris acte du caractère permanent de la condition diasporique juive et qu'à partir de là, rompant avec le schéma d'analyse traditionnel d'un avenir du peuple juif renvoyé à un ailleurs hypothétique et qu'il refusait, il a proposé un programme global qui, d'emblée, a placé conjointement la pensée et l'action sur le terrain du politique, du social, de la culture, en prise directe avec la situation objective des Juifs » (*Points critiques*¹, 1998).

Nous ne prétendons pas nous identifier au Bund, qui fut avant tout un mouvement ouvrier juif et yiddishiste. Mais ses préoccupations politiques, notamment le fait de défendre les langues juives et d'intégrer le choix pédagogique, culturel et idéologique en une seule préoccupation, peuvent nous servir de référence. Cette insistance rare sur

« l'autonomie culturelle » de la nation juive, au sein d'un mouvement social international et dans le contexte des États-nations, nous intéresse particulièrement à l'heure où les nationalismes étatiques, tout en étant virulents, sont mis en question par des ensembles intégrateurs. Tout au long de son existence en tant que mouvement structuré, le Bund n'a en effet cessé de lier son combat en faveur de l'émancipation sociale à celui de l'émancipation nationale, et ceci souvent à contre-courant des mouvements socialistes révolutionnaires du moment.

En une série de quatre rencontres, prenant la forme de *brunches*² du dimanche matin, une fois par mois, **entre novembre 2005 et mars 2006**, nous traiterons des thèmes suivants :

- L'histoire du Bund dans le contexte de la fin du XIX^e siècle et dans l'histoire du XX^e : la révolution, la résistance, le combat, l'émigration et l'essaimage ; pour engager notre réflexion, nous prendrons bien évidemment appui sur *l'Histoire générale du Bund* d'Henri Minzelès (Denoël, Paris, 1999) ;
- L'idéologie et les grands thèmes bundistes : la laïcité, le diasporisme (la *do-hikeyt*), l'internationalisme ;
- L'activité « proliférante » du Bund : l'éducation, l'activité sociale, l'activité politique ;
- Le Bund enfin comme inspirateur pour une gauche juive diasporique aujourd'hui, ce qui nous permettra d'évoquer entre autres les concepts de nation, de peuple, de culture ; la préservation de la diversité culturelle et linguistique patrimoniale ; les fondements historiques, culturels et culturels de la judéité ; le retour du religieux ; les notions de territoire, de patrie, de majorité et de minorités ; l'organisation des pouvoirs républicains ; l'édification de l'Europe, etc.

Si vous souhaitez assister à ces débats, vous pouvez contacter le secrétaire du Cercle Gaston-Crémieux, Georges Wajs, 69 avenue Danielle Casanova, 94200 Ivry sur Seine, 01 46 70 01 31, ou par mail georges.wajs@wanadoo.fr. Il vous adressera en retour un formulaire d'inscription (dans la limite des places disponibles).

¹ Revue de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique, rue de la Victoire, 61, B-1060 Bruxelles.

² La participation aux frais sera de 15 € pour une rencontre et de 50 € forfaitairement, pour l'ensemble des quatre rencontres. Cette somme comprend l'inscription et le brunch.